

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTE DE DROIT

LA
QUESTION DES SUCRES
ET LE
RAVITAILLEMENT DE LA FRANCE

Pendant la période 1914 à 1917

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques, Économique et Politique)

Présentée et soutenue le Jeudi 29 Novembre 1917, à 10 heures

PAR

HENRI REMY

DOCTEUR EN DROIT

AVOCAT A LA COUR DE PARIS

SECRÉTAIRE DE LA COMMISSION DU CONTRÔLE ET DE TAXATION DES SUCRES

Président : M. SOUCHON, professeur

Suffragants : { MM. PERREAU, professeur
HITIER, agrégé.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

Avec M^{me} MOR LAROSE & FORCEL

LÉON TENIN, Directeur

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

1917

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTE DE DROIT

LA
QUESTION DES SUCRES
ET LE
RAVITAILLEMENT DE LA FRANCE

Pendant la période 1914 à 1917

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Juridique, Économique et Politique)

Présentée et soutenue le Jeudi 29 Novembre 1917, à 10 heures



PAR

HENRI REMY

DOCTEUR EN DROIT

AVOCAT A LA COUR DE PARIS

SECRÉTAIRE DE LA COMMISSION DU CONTRÔLE ET DE TAXATION DES SUCRES

Président : M. SOUCHON, professeur
Suffraganis : { MM. PERREAU, professeur
HITIER, agrégé.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

ANNE MON LAROSE & FORCEL

LÉON TENIN, Directeur

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

1917

INTRODUCTION

Les questions de Ravitaillement préoccupent à juste titre tous les esprits, depuis le début de la guerre, car elles jouent un très grand rôle dans l'organisation de la Défense Nationale. C'est en effet, de l'approvisionnement des troupes en campagne que dépend pour une très large part le courage et l'endurance des soldats. De même c'est du ravitaillement de l'arrière que dépend également pour beaucoup la volonté du pays de continuer la lutte sans faiblir jusqu'à la fin victorieuse de la guerre.

Parmi ces questions de ravitaillement, celle du sucre est l'une des principales et avec celle du blé, elle a été l'une des premières à se poser et à nécessiter l'intervention de l'Etat. Dès le début des hostilités en effet, le prix du sucre qui auparavant avait été assez bas, s'est élevé à des taux inconnus jusqu'alors, par suite des réquisitions et des difficultés de main-d'œuvre et de transport. Cette hausse s'accrut encore quand l'ennemi eut envahi notre territoire et se fut établi solidement dans nos départements du Nord, où la culture de la betterave et l'industrie sucrière ont atteint un développement plus grand que partout ailleurs en France. Dans ces conditions, la surface ensemencée en betteraves se trouva diminuée considérablement ainsi que la production du sucre.

En 1915, le déficit fut encore plus grand par suite de conditions atmosphériques peu favorables au rendement en sucre de la betterave. Ainsi, notre pays qui en temps normal pouvait suffire à sa consommation en sucre au moyen de sa production indigène et de l'apport de ses colonies se trouva dans l'obligation d'importer de l'étranger des quantités importantes de sucre.

Mais d'une part, le blocus de l'Allemagne et de l'Autriche, pays gros producteurs de sucre, et d'autre part, les difficultés de transport et le renchérissement du frêt avaient entraîné une diminution considérable du marché universel des sucres et un renchérissement de cette denrée. La France venant concurrencer sur ce marché les pays importateurs de sucre, comme l'Angleterre, une hausse nouvelle se produisit par suite du jeu de la loi de l'offre et de la demande et aussi, dans certains pays producteurs, à cause des manœuvres de la spéculation.

Dans ces conditions, la position d'acheteurs à l'étranger devenant très difficile pour les commerçants et importateurs français, l'Etat fut amené sur leur demande à prendre à sa charge, d'abord les achats de sucres exotiques et le transport de ces sucres, puis pour éviter une trop grande sortie d'or de France et une trop forte hausse du prix du sucre sur le marché intérieur, à organiser le ravitaillement du pays. C'est pourquoi il intervint, non seulement pour développer la production indigène et la répartition du sucre, mais aussi par la conclusion d'une entente avec notre alliée l'Angleterre, pour faciliter nos achats de sucres exotiques.

Telle est l'évolution que nous avons entrepris de retracer et d'étudier dans ce travail. Elle correspond à une période qui va du mois d'août 1914 au mois de janvier 1917, époque de la publication de l'arrêté relatif à la répartition des sucres raffinés. Cette période bien qu'elle soit de date récente appartient déjà

à l'histoire, et telle est l'activité fiévreuse et anxieuse de l'avenir dans laquelle nous vivons, que les événements qui se sont déroulés alors semblent avoir acquis déjà le recul des choses du passé. En outre, elle présente, à notre sens, plus d'intérêt au point de vue économique, que la période actuelle qui est celle des économies et du rationnement et que caractérise l'institution du carnet de sucre.

En effet, ces mesures de restriction de la consommation correspondent à une situation essentiellement passagère, elles sont destinées à prendre fin avec l'état de guerre, ou, tout au plus, à ne durer que jusqu'au moment où la situation, étant redevenue normale, permettra de revenir au régime de la liberté commerciale. Sans doute l'étude de cette réglementation présente un intérêt considérable que nous sommes loin de méconnaître car, pour la consommation du sucre, les mesures de rationnement et de réglementation ont été prises plus tôt et d'une façon plus complète que pour les autres denrées alimentaires, on pourrait même croire que le sucre a servi à ce point de vue de champ d'expérience ; mais ce ne sont là que des mesures exceptionnelles analogues à celles auxquelles on a eu recours dans toutes les périodes troublées de notre histoire nationale et notamment sous la Révolution et pendant le siège de Paris en 1870.

Au contraire les événements que nous nous proposons d'étudier présentent à notre avis un intérêt plus grand et ont une portée plus lointaine. — Nous voyons en effet l'Etat sortir du cadre ordinaire de ses attributions de direction politique et de réglementation administrative pour se substituer au commerce libre et devenir par la force même des choses, le plus gros commerçant qui ait jamais existé en France, et peut-être même dans le monde depuis l'époque où le peuple de Rome était ravitaillé par les empereurs.

Comment l'Etat a-t-il accompli son rôle? Dans quelle mesure a-t-il réussi dans sa tâche nouvelle pour laquelle on disait avant la guerre qu'il n'était point fait? — De la réponse donnée par les faits à cette double question dépend peut-être la réalisation dans un avenir rapproché de conceptions qui jusqu'alors étaient demeurées du domaine de la théorie ou n'avaient donné lieu qu'à des expériences peu concluantes.

En outre, en nous plaçant spécialement au point de vue de la production et du commerce des sucres, la destruction d'une grande partie de nos fabriques, le ravage de vastes territoires fertiles en betteraves et qui resteront longtemps encore improductifs, la création, à Cuba notamment, d'un marché de sucre d'une importance considérable; tous ces faits qui s'imposent actuellement à notre politique de ravitaillement, auront après la guerre une grande influence sur notre législation des sucres et leur régime fiscal. De plus, puisque la Convention de Bruxelles est dénoncée, toute la politique sucrière de notre pays après la guerre va se trouver dominée par ces événements.

Dans quelle mesure faudra-t-il après la guerre protéger l'industrie du sucre et en conséquence développer la culture de la betterave à sucre menacée déjà avant la guerre par la concurrence de la distillerie, et qui maintenant risque d'être abandonnée pour des cultures plus rémunératrices comme celle de la chicorée? — Voilà le problème qui se pose, dès maintenant, à propos de la reconstitution des usines détruites et qui après la guerre réclamera une solution urgente puisque l'avenir de notre industrie sucrière et de la culture de la betterave dans notre pays en dépendra.

C'est en raison de ces conséquences que peuvent avoir, pour l'après guerre, les faits que nous allons étudier, que nous avons cru devoir, dans une première partie de notre travail, donner un aperçu général de la question des sucres avant le

mois d'août 1914, car après la paix, cette question va se poser dans notre pays à l'attention de tous et il nous a paru bon de rappeler et de bien poser les données du problème, d'ailleurs cette étude est loin, comme on pourrait le croire, d'être en dehors de notre sujet, elle a au contraire pour effet d'expliquer les problèmes que le service du ravitaillement a eu à résoudre.

En ce qui concerne ces problèmes eux-mêmes, s'ils se résument en des questions d'achats, de frêt et de répartition, ils présentent des difficultés pratiques qu'il n'est pas toujours aisé de surmonter.

Pour la période que nous avons spécialement envisagée, les documents que nous avons utilisés sont assez nombreux. Ce sont tout d'abord des documents d'ordre législatif ou administratif (lois, décrets arrêtés, etc...), ceux qui concernent le Service de Ravitaillement ont été codifiés par les soins du Service des Sucres sous le nom de *Recueil des lois, arrêtés et circulaires concernant les sucres*. La plupart de ces textes ont fait l'objet, avant leur promulgation d'études, de rapport et de discussions dans les deux grandes commissions des Sucres : la Commission de Contrôle et de Taxation des Sucres, et le Comité Central de répartition des Sucres. Toutes les fois que nous avons pu le faire, nous avons utilisé les procès-verbaux des séances de ces commissions. Comme document de seconde main sur cette période il n'existe guère à notre connaissance qu'un article de M. G. Dureau, qui retrace très exactement la situation du marché de Paris et de la production indigène en 1914 et 1915. Enfin nous avons recueilli un grand nombre de renseignements oraux. A ce propos nous devons tout particulièrement remercier ceux qui nous ont aidé dans notre tâche, M. Chapsal, Directeur du Ravitaillement, qui a bien voulu nous autoriser à traiter ce sujet et no is

a permis d'utiliser les documents du Service, M. Saillard, Directeur du Laboratoire des Fabricants de sucre de France qui a été, en quelque sorte, notre guide pour tout ce qui concerne la période antérieure à 1914, M. Bertin, Secrétaire du Syndicat du Commerce des sucres qui nous a fourni des documents intéressants sur le marché de Paris, et tous ceux qui ont bien voulu s'intéresser à notre travail et faciliter nos recherches.

PREMIÈRE PARTIE

Aperçu général sur l'industrie et le commerce des sucres en France et à l'Etranger antérieurement au 2 août 1914.

Avant d'aborder l'étude de ce qui fait plus particulièrement l'objet de ce travail, c'est-à-dire le ravitaillement de la France en sucre pendant les années 1914, 1915 et 1916, il est nécessaire, à notre avis, de retracer, tout au moins dans ses lignes générales et essentielles, le tableau de l'industrie et du commerce des sucres en France et à l'Etranger au moment où va s'ouvrir la grande crise que nous traversons.

Cette étude permettra, en effet, de mieux faire comprendre les perturbations profondes apportées par l'invasion et la prolongation des hostilités dans une branche très importante de l'activité économique, non seulement en France mais dans le monde.

Notre intention n'est pas de nous appesantir sur les difficultés et les crises diverses que l'industrie sucrière a eu à traverser, spécialement dans notre pays, au cours du xix^e et dans les premières années du xx^e siècle : ce qu'il importe, en effet, ce n'est pas tant, croyons-nous, de retracer ici une évolution, que de montrer le plus exactement et le plus succinctement possible ce qu'était, avant la guerre, c'est-à-dire à partir du renouvellement des Conventions de Bruxelles — les faits antérieurs étant supposés connus — l'importance des besoins auxquels l'industrie et le commerce des sucres avaient à répondre ainsi que l'état du développement auquel ils étaient parvenus dans notre pays en particulier.

En partant de ces données, on se rendra compte plus exactement du préjudice que la guerre actuelle a causé à une industrie et à un commerce qui ont été parmi les plus éprouvés, ainsi que, des problèmes de ravitaillement qu'ont fait naître la destruction des usines, l'envahissement d'une notable partie des régions les plus productrices en sucre de betterave de notre pays et la réduction considérable des marchés de sucre dans le monde.

Bien que nous nous plaçons, en effet, pour cette étude à un point de vue essentiellement national, il nous est impossible cependant de ne pas parler de la production et du commerce des sucres à l'étranger car, si en temps normal, la France et ses Colonies suffisaient à peu près à leurs besoins en sucre par leurs propres ressources et n'étaient ordinairement tributaires de l'étranger que pour d'assez faibles quantités, il n'en était pas de même de certains autres pays, de l'Angleterre surtout, qui importait de ses possessions ou de l'étranger à peu près tout le sucre nécessaire à sa consommation.

En conséquence, si les événements qui affectaient en temps normal, et depuis les Conventions de Bruxelles, le marché international des sucres, n'avaient en France, sauf en cas de mauvaise récolte, qu'une répercussion assez faible d'ordinaire, il n'en a plus été de même le jour où la guerre a diminué le nombre des pays exportateurs de sucre et réduit dans de si larges proportions la production française que nous avons été obligés, nous aussi, de faire appel à l'importation pour notre approvisionnement en sucre. Les conditions du marché international se sont trouvées complètement bouleversées, ce qui a créé dans tous les pays un état de crise général dont nous avons eu à subir le contre-coup. On comprendrait donc difficilement les explications que nous aurons à donner à ce propos si, dans ce chapitre, nous nous bornions à étudier la production et le commerce du sucre en France en laissant dans l'ombre tout ce qui sur ce sujet a trait à l'étranger.

Au moment où va éclater la guerre de 1914, l'industrie sucrière en France et en Europe vit sous le régime légal de la Convention de Bruxelles du 5 mars 1902 (1) qui vient d'être maintenue en vigueur par les Conventions des 28 août et 19 décembre 1907 pour une nouvelle durée de cinq ans à dater du 1^{er} septembre 1908.

L'Union sucrière créée en 1902 subsiste toujours. De nouveaux pays y ont adhéré. Le plus important est la Russie, gros producteur de sucre, dont l'adhésion n'a été acceptée qu'à la condition que le Gouvernement russe s'engagerait à limiter les exportations de sucre avec restitution ou exemption de l'accise au chiffre maximum de 1 million de tonnes qui devaient être reportées sous certaines conditions entre les exercices 1907 à 1912 (2).

Toutefois, les conditions dans lesquelles a été conclue la Convention de Bruxelles du 5 mars 1902 ne se trouvent plus être les mêmes depuis 1908. En effet, l'Angleterre, lors des premières Conventions, avait, dans une pensée d'impérialisme et pour favoriser les producteurs de sucre de cannes de ses Colonies, menacé de frapper de droits compensateurs les sucres étrangers bénéficiant de primes directes ou indirectes à l'exportation. Or, le Gouvernement anglais en 1907 revint à sa politique traditionnelle et pour faire baisser le prix du sucre sur le marché anglais, mit comme condition à son adhésion aux nouvelles conventions qu'il ne s'engagerait pas à pénaliser les sucres primés. En présence de cette situation, le retour au régime des primes à l'exportation des sucres créées par les lois de 1884 et de 1897 aurait pu être envisagé en faveur des fabricants et des exportateurs de sucre français.

(1) Elle a été appliquée en France par la loi du 28 janvier. V. not. au sujet des Conventions de Bruxelles, l'article de M. Hitier dans *l'Histoire centennale du sucre de betterave*, 1903.

(2) Art. 3 du protocole relatif à l'adhésion de la Russie à la Convention des sucres.

Toutefois on préféra le maintien de l'entente entre les pays producteurs plutôt que de faire revivre les primes. En effet, les avantages que le législateur aurait pu accorder à nos producteurs de sucre n'auraient pas été suffisants pour leur permettre de concurrencer à armes égales sur le marché anglais les producteurs allemands et autrichiens qui étaient prêts à remettre en vigueur le cartel qu'ils avaient formé avant 1902, dans le but de conquérir ce marché en s'entendant pour fixer à un taux suffisamment rémunérateur le prix du sucre vendu à la consommation nationale, ce qui permettait de vendre à bas prix le sucre au consommateur anglais.

Ainsi, les primes à l'exportation ne pouvant plus être rétablies par suite de l'entente à cet effet entre la France, l'Allemagne et l'Autriche, les conditions dans lesquelles vivait l'industrie sucrière depuis 1902 ne s'étaient pas trouvées modifiées par les nouvelles conventions de Bruxelles, le marché anglais n'était plus pour les producteurs français un débouché important ; aussi devaient-ils tourner toute leur activité vers le marché national.

Nous allons étudier successivement, ce marché, c'est-à-dire l'importance de la consommation du sucre en France avant la guerre, puis après avoir parlé du débouché beaucoup plus restreint que constituait l'exportation, nous nous occuperons de la production du sucre en France et dans les principaux pays producteurs de cette denrée. Enfin nous terminerons cette première partie de notre travail par une brève étude du commerce des sucres.

CHAPITRE PREMIER

L'INDUSTRIE SUCRIÈRE

SECTION PREMIÈRE

Les Débouchés, la Consommation du sucre

L'industrie sucrière française s'était rapidement adaptée aux conditions nouvelles créées par la Convention de Bruxelles de 1902. Cette convention a eu pour résultat de modifier complètement la politique sucrière de la France et des principaux états producteurs de sucre de l'Europe. En effet, antérieurement à 1902, toutes les législations de ces pays tendaient à stimuler la production du sucre de betterave au moyen d'un système d'impôt basé sur un rendement légal de sucre par tonnes de betteraves travaillées, rendement que le fabricant avait intérêt à dépasser puisqu'au delà du taux légal, l'impôt allait en décroissant et même, passé un certain chiffre, ne frappait plus du tout. En outre, dans le but de favoriser l'écoulement à l'étranger et notamment sur le marché anglais, des énormes quantités de sucre que l'industrie stimulée par ces lois, était arrivée à produire, on avait été amené à accorder aux fabricants des primes directes à l'exportation, primes qui en Allemagne et en Autriche étaient renforcées encore, nous l'avons vu, au moyen de primes indi-

rectes de cartell. Or pour couvrir les dépenses considérables occasionnées par ces primes, on avait été obligé d'élever sur le marché intérieur les droits sur le sucre. C'est ainsi qu'en France le droit de consommation avait été porté par la loi du 7 avril 1897 à 64 francs par 100 kilos de sucre raffiné. Cette politique avait eu pour résultat de resserrer notablement la consommation du sucre sur le marché national pour développer les exportations qui atteignirent 50 et même 60 0/0 de la production.

La suppression du système des primes en 1902 amena un revirement total dans la politique sucrière des états producteurs de sucre qui avaient adhéré à cette Convention, l'exportation cessa, nous l'avons dit, d'être le principal débouché de l'industrie sucrière qui, pour se maintenir autant que possible au haut degré de développement auquel elle était parvenue, dut chercher dans l'élargissement du marché national une compensation à la fermeture des débouchés que lui offrait le marché anglais. Tous les efforts des fabricants et des législateurs furent donc désormais tournés vers ce but.

Le premier résultat de cette politique plus rationnelle fut d'intensifier la consommation du sucre à l'intérieur des pays producteurs. Pour cela on abaissa les taxes sur la consommation ce qui eut pour effet de faire baisser le prix du sucre. En France la loi du 28 janvier 1903 ramena de 60 à 25 francs par 100 kilos de sucre raffiné le droit de consommation sur cette denrée. Ce changement de régime ne s'opéra pas cependant sans de grandes difficultés et vers 1905 l'industrie sucrière eut à traverser une crise grave (1). Toutefois, dans les années qui ont précédé la guerre, l'adaptation s'était faite et la consommation du sucre en France qui était en 1898 de 385.681 tonnes et en 1899 de 417.590 s'était élevée aux chiffres suivants :

(1) V. Dunan, *La crise du marché des sucres en 1905*. Thèse, Paris, 1907.

Campagnes	Consommation totale (1) (en tonnes)
1904-1905	602.600 tonnes
1905-1906	638.700 »
1907-1908	649.600 »
1908-1909	671.500 »
1909-1910	673.500 »
1910-1911	694.000 »
1911-1912	641.714 »
1912-1913	703.000 »
1913-1914	746.000 »

Ainsi la consommation du sucre en France a été continuellement en augmentant depuis 1904 sauf pendant la campagne 1911-1912 qui a été particulièrement mauvaise, la récolte de betteraves ayant été, cette année-là, très déficitaire par suite de la trop grande sécheresse.

Pour une population de 39.252.245 habitants, ces chiffres représentent une consommation par tête de 16 kg. 39 en 1907-1908 et pour une population de 39.694.980 habitants une consommation de 17 kg. 48 en 1910-1911.

En 1909-1910 la consommation du sucre par tête d'habitant dans les principaux pays a été de :

Angleterre 39 kg. 23, Etats-Unis 38 kg. 77, Danemark 35 kg. 34, Suisse 29 kg. 14, Suède 24 kg. 50, Hollande 19 kg. 79, Allemagne 19 kg. 75, Norvège 18 kg. 99, France 17 kg. 48, Belgique 14 kg. 71, Autriche-Hongrie 11 kg. 43, Russie 10 kg. 39, Espagne 6 kg. 45, Italie 4 kg. 24, Grèce 3 kg. 42 (2).

Notre pays n'occupait donc avant la guerre au point de vue de la consommation du sucre que le neuvième rang. Les pays

(1) Ces chiffres sauf à partir de 1911-1912 sont empruntés au livre de M. Saillard, *Betteraves et sucrerie de betteraves*, p. 194. Ceux des campagnes 1911 à 1914 ont été établis par le Service du Ravitaillement.

(2) Ce tableau a été établi d'après les chiffres indiqués par M. Saillard, *op. cit.*, p. 195.

gros consommateurs de sucre sont en général les pays du Nord (Angleterre, Danemark, Suède, Norvège... etc.) où l'on consomme en plus grande quantité que dans le Midi des boissons chaudes sucrées.

Toutefois, il convient de signaler, pour être exact, que ces chiffres s'appliquent non seulement à la consommation individuelle du sucre sous forme d'aliments sucrés, mais aussi aux usages industriels de cette denrée qui nous le verrons sont des plus variés.

En effet, s'il est aujourd'hui définitivement établi que le sucre est un aliment de première nécessité (1), dont l'usage devrait entrer pour une part importante dans l'alimentation humaine et dans celle des animaux de boucherie, sa consommation n'est cependant pas uniforme sur l'ensemble du territoire.

Lorsqu'il eut à établir le rationnement de la France en sucre, le Service du Ravitaillement ne tarda pas à s'apercevoir que si dans les villes et dans certaines régions, il est fait une grande consommation de sucre, sous forme de bonbons, de boissons sucrées, de chocolats, de pâtisseries, d'entremets, etc..., il n'en est pas de même dans les campagnes où d'ordinaire le sucre n'est consommé qu'à titre exceptionnel. Ainsi, dans un pays comme la France où la population agricole est très nombreuse, si l'on met à part le sucrage des vins pour la consommation familiale dans les départements viticulteurs (2), on peut dire que tout le monde

(1) V. *Histoire centennale du sucre de betterave*, « Le sucre dans l'alimentation », par le Dr Labbé, p. 150.

(2) Il a été consommé pour le sucrage des vins destinés à la consommation domestique d'après la statistique donnée dans la *Circulaire hebdomadaire du Syndicat des fabricants de sucre* du 8 mars 1914, p. 2 :

1909 : 3.555.671 kilogs	(exprimé en raffiné)
1910 : 3.520.386	»
1911 : 2.897.704	»
1912 : 5.623.544	»
1913 : 7.767.647	»

consomme du sucre, mais qu'en réalité c'est une assez faible proportion de la population qui en fait le plus grand et le plus fréquent usage.

Avant de parler des usages industriels proprement dits du sucre il convient de dire quelques mots en particulier de l'emploi du sucre, dans la thérapeutique et pour la préparation des produits pharmaceutiques.

Le sucre est le véritable « charbon » des muscles, aussi constitue-t-il le meilleur remède contre la fatigue. C'est dans ce but qu'on en donne aux soldats et qu'on le prescrit pour l'alimentation des débilités, des tuberculeux et des vieillards.

Quant aux usages du sucre en pharmacie, ils sont actuellement très nombreux et très importants. Le sucre est employé sous forme de pastilles et de sirops et l'on peut dire qu'il est à la base de presque toutes les préparations pharmaceutiques.

Les autres usages industriels du sucre sont des plus divers.

On trouvait bien quelques indications dans les ouvrages techniques sur les usages du sucre dans l'industrie, mais aucune statistique n'avait été dressée des besoins en sucre de chacune des industries utilisant ce produit : aussi, quand il s'agit d'affecter un contingent à ces industries, le Service du Ravitaillement se trouva, nous le verrons, assez embarrassé et ce n'est qu'après quelques tâtonnements que l'on arriva à se rendre un compte à peu près exact de tous les usages industriels du sucre ainsi que des besoins de l'industrie.

Voici, classées par rangs d'importance au point de vue de la consommation du sucre, les principales industries qui l'utilisent : Chocolaterie, confiserie, fabrication des limonades, eaux gazeuses, fabrication de sirops, biscuiterie, pâtisserie, fabrication des fruits confits, confiserie, distillerie, etc...

Outre ces importants débouchés, il en existe d'autres correspondant aux nombreux emplois dont le sucre est suscep-

tible dans l'industrie. C'est ainsi qu'il est employé à l'état pur : 1° Comme agent de conservation du beurre, des viandes, du lait condensé, des légumes, etc. ; 2° Dans la fabrication du cirage, des savons transparents, des apprêts, de l'acétylène, de l'encre communicative ; 3° Comme désinfectant, et contre-poison dans certains cas ; 4° Comme agent de combinaison avec la chaux dans la production d'un ciment connu sous le nom de ciment chinois ; 5° Comme agent explosif en combinaison avec le chlorate de potasse et le ferrocyanure.

Le sucre sert d'agent réducteur pour : 1° la fabrication de l'acide sulfureux ; 2° le tannage des cuirs par le procédé au bichromate ; 3° l'argenture du verre pour la fabrication des miroirs ; 4° la teinturerie.

Le sucre est employé comme matière première pour la fabrication de l'alcool éthylique, du vinaigre de petit-lait, de l'acide acétique, de l'acide formique, de l'acide lactique, de l'acide butyrique, de l'acide citrique, de l'acide oxalique, de la mannite, de l'acétone, des gommes, du sucre nitré, des textiles, de la saccharose octo-acétique et de la vanilline (1).

Enfin le service du Ravitaillement fut assez surpris quand il reçut de la Banque de France une demande d'attribution d'une certaine quantité de sucre indispensable pour la fabrication des billets de banque. Il est inutile de dire que cette demande d'attribution ne subit de la part du Service aucune réduction.

Les usages du sucre sont, on le voit, très nombreux et offrent à l'industrie sucrière de notre pays de multiples débouchés. Toutefois les fabricants de sucre désireux d'augmenter encore leur production, et voyant que l'industrie de l'alcool avait été sauvée, par l'extension de ses débouchés industriels, ont, en 1906, offert par l'organe de leur Syndicat un prix de

(1) V. pour plus de détails sur ces usages industriels l'article de M. Vivien dans l'*Histoire centennale du sucre de betterave*, p. 160.

100.000 francs à la personne qui, par un ou plusieurs procédés réunis, trouvera le moyen d'employer 100.000 tonnes de sucre par an.

Pour terminer la partie de cette étude relative à la consommation du sucre, il nous faut dire quelques mots de l'utilisation des produits sucrés pour l'alimentation des animaux. À proprement parler on n'emploie pas de sucre brut pour la nourriture des animaux, sauf pour la préparation du miel artificiel que l'on met dans les ruches après en avoir retiré le miel véritable et qui sert à la nourriture des abeilles, pendant l'hiver. Pour l'alimentation du bétail, on se sert de la mélasse, sous-produit de la fabrication du sucre qui est également employé comme matière première pour la fabrication de l'alcool.

Depuis 1897, la mélasse destinée aux animaux ne paye plus de droit. On l'emploie mélangée à d'autres produits et notamment avec des fourrages, ce qui constitue un produit appelé « fourrages mélassés » dont la fabrication exige un outillage spécial. Ainsi il a été créé à côté de la sucrerie une industrie spéciale qui avant la guerre était assez prospère, comme le prouve la statistique des quantités de mélasse employées à la fabrication de ces produits mélassés depuis la campagne 1900-1901.

En effet, alors que pendant la campagne, 1900-1901 : 1562 tonnes de mélasses ont été employées à cet usage, la consommation est montée à 11.112 tonnes en 1901-02, puis à 32.246 tonnes en 1905-06, enfin elle a atteint 56.221 tonnes en 1909-1910 (1).

En résumé, la consommation du sucre en France était avant la guerre d'environ 700.000 tonnes par an. Le marché national était le débouché le plus important des produits de notre industrie du sucre, aussi les fabricants, nous l'avons dit, s'ef-

(1) V. l'article de M. Mallive, « Le sucre et l'alimentation animale » dans *l'Hist. cent. du sucre de betterave*, p. 158.

forçaient-ils de développer de plus en plus ce marché. Toutefois, pour donner une idée exacte des débouchés ouverts à l'activité de l'industrie sucrière française, il nous faut maintenant dire quelques mots des exportations de sucre à l'étranger dans les années qui ont précédé la guerre.

D'après la *Statistique agricole annuelle* (1), depuis 1903, les importations et les exportations de sucre en France ont été de :

Campagnes	Importations	Exportations
1903-1904	130.666 T.	207.866 T.
1904-1905	81.577 »	283.091 »
1905-1906	81.402 »	292.210 »
1906-1907	101.191 »	276.113 »
1907-1908	108.031 »	275.339 »
1908-1909	115.333 »	211.075 »
1909-1910	99.322 »	234.719 »
1910-1911	145.792 »	143.981 »
1911-1912	187.366 »	134.033 »
1912-1913	137.138 »	201.609 »
1913-1914 (11 premiers mois)	119.664 »	153.115 »

Il résulte de ce tableau que, si le chiffre des importations est en général assez peu important et ne dépasse guère 100.000 tonnes par an, sauf pour les campagnes 1910-1911 et 1912, années de récolte de betteraves déficitaires en France, le chiffre des exportations, excepté toutefois pendant ces mêmes années, est sensiblement plus élevé et dépasse d'ordinaire 200.000 tonnes. Ce sont les colonies françaises et notamment celles de l'Afrique du Nord qui sont les plus gros clients de la métropole pour le sucre. Certaines raffineries, nous aurons l'occasion de le voir, se sont spécialisées dans la fabrication de pains de sucre de 3 kilogrammes et au-dessous qui

(1) Année 1914, p. 232.

sont spécialement recherchées par les indigènes de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc (1). Ce dernier pays semble être devenu, au moins depuis 1911, l'un des principaux débouchés extérieurs de l'industrie sucrière française, en effet, les importations de sucre raffiné dans l'Empire chérifien ont été de 28.950 tonnes en 1911, 36.130 tonnes en 1912 et 52.215 tonnes en 1913. L'Algérie tient le second rang avec 37.052 tonnes en 1911, 38.610 tonnes en 1912 et 42.072 tonnes en 1913 (2).

Quant à l'Angleterre, elle a cessé d'être pour la France un gros débouché. Ainsi en 1911, sur une importation totale en sucre raffiné de 937.226 tonnes, la France n'en a importé que 5.822. En 1912, sur 810.842 tonnes, la France n'entre en ligne de compte que pour 15.084 tonnes et en 1913 sur 922.545 tonnes, elle n'en fournit que 26.572 tonnes.

En ce qui concerne les importations de sucre brut de betterave, les chiffres sont plus faibles encore. En 1911 sur 508.383 tonnes nous ne figurons que pour 251 tonnes. En 1912, la courbe remonte sensiblement et s'élève à 3.955 tonnes pour une importation totale de 348.766 tonnes. Enfin en 1913 nos envois de sucre brut sont pour ainsi dire nuls puisqu'ils ne sont comptés que pour 18 tonnes sur un total de 646.648. Tandis que l'Allemagne fournit cette année-là 471.689 tonnes et l'Autriche-Hongrie 161.038 tonnes (3).

(1) D'après la statistique des Douanes, les quantités suivantes de sucre en pains ont été exportées par la France dans l'Afrique du Nord :

	1913	1912	1911
Algérie	42.272 T	38.610 T	37.052 T
Tunisie	9.765 »	11.495 »	7.210 »
Maroc	52.215 »	36.130 »	28.950 »

Circ. heb., 22 avril 1914, p. 5.

(2) Statistique des Douanes à fin décembre 1913, *Circ. heb.*, 22 fév. 1914, p. 9.

(3) Importation, exportation et consommation de sucres pendant les 12 mois de l'année 1913 par pays d'origine. *Circ. heb.*, 25 janvier 1914, p. 10.

Cependant, il y a lieu de tenir compte au point de vue de l'exportation, non pas seulement des sucres bruts et des sucres raffinés, mais aussi des produits alimentaires sucrés, dont l'article 4 de la loi du 28 janvier 1903 a favorisé la production en décidant que les sucres destinés à entrer dans la préparation de ces produits, en vue de l'exportation, pourront être reçus et travaillés en franchise des droits dans des établissements spécialement affectés à cette fabrication. Ces établissements sont érigés en entrepôts réels et soumis à la surveillance permanente des employés des contributions indirectes.

La statistique des douanes à fin décembre 1913 nous fournit les renseignements suivants au point de vue des importations et des exportations de produits sucrés pendant les années 1911, 1912 et 1913 (1).

Produits sucrés	Importations en tonnes			Exportations en tonnes		
	1911 —	1912 —	1913 —	1911 —	1912 —	1913 —
Sirops et bonbons....	17.269	24.610	25.638	35.623	41.837	46.040
Fruits confits au sucre.....	2.533	1.803	1.823	27.828	26.251	25.455
Biscuits sucrés.....	18.080	19.162	29.423	29.849	34.483	46.340
Lait condensé sucré..	109.535	111.605	162.307	110.745	113.510	167.363
Farine lactée sucrée..	5.813	6.328	3.927	»	»	»
Confitures (sucre et miel).....	7.912	8.921	13.802	13.769	14.543	12.608
Chocolat.....	65.271	76.019	80.983	82.044	98.125	101.331

Il résulte du rapprochement de ces chiffres que les exportations de produits sucrés dépassent notablement les importations, il y a donc là un débouché considérable pour notre industrie, débouché qui est susceptible d'un très grand développement, surtout en ce qui concerne l'Afrique du Nord et le Maroc en particulier où avant la guerre, malgré la concurrence

(1) *Circ. heb.*, 22 février 1914, p. 8.

rence des sucres belges et autrichiens les raffineries de Marseille surtout avaient réussi à se tailler une large place à tel point, qu'en 1912, elles avaient augmenté leur production qui était passée de 119.393.221 kilogrammes en 1911 à 130.504.228 kilogrammes en 1912 (1).

On peut également juger par les chiffres que nous venons de donner de l'intérêt qu'il y avait pour l'Etat français à maintenir autant que possible en état d'activité pendant la guerre ces industries de produits sucrés qui étaient en voie de très grand développement, et qu'il fallait éviter de laisser périr non seulement parce que par leurs exportations elles permettaient de rendre l'étranger débiteur de notre pays et contribuaient ainsi, dans une certaine mesure, à l'amélioration de notre change, mais au point de vue de la reprise du commerce extérieur après la guerre.

En outre nous devons nous charger de l'approvisionnement en sucre du Maroc que nous avons jusqu'en 1914 effectué pour une très large part, mais en concurrence avec l'étranger et notamment avec la Belgique, l'Allemagne et l'Autriche.

Quelque favorables qu'étaient avant la guerre la situation de la consommation du sucre en France ainsi que les possibilités de développements des exportations, il n'en est pas moins certain que le resserrement des débouchés extérieurs ainsi, nous le verrons, que l'augmentation considérable de la production du sucre de canne, avait porté à notre industrie un sérieux coup qu'elle avait supporté sans faiblir et à propos duquel elle avait manifesté une admirable vitalité et une grande souplesse d'adaptation mais qui cependant n'avait pas été sans l'atteindre gravement ainsi que nous allons le voir en étudiant la production du sucre.

(1) *Circulaire hebdomadaire du Syndicat des Fabricants de sucre de France*, 1^{er} fév. 1914, p. 6.

SECTION II

L'Industrie du sucre de betterave

Le sucre, on le sait, est extrait soit de la canne à sucre qui est connue et employée à cet usage depuis la plus haute antiquité, soit de la betterave, plante qui est surtout cultivée en Europe et dans l'Amérique du Nord. Nous ne mentionnerons que pour mémoire le sucre d'érable que produit surtout le Canada, mais qui n'entre dans la consommation que pour une très faible partie (1).

Comme les fabriques de sucre françaises travaillent exclusivement la betterave, c'est de la culture de cette racine et de la fabrication du sucre que l'on en extrait que nous allons nous occuper dès maintenant.

Au cours du xix^e siècle, la culture de la betterave et par suite la production du sucre connut des vicissitudes diverses suivant que les lois favorisaient la production de cette plante ou au contraire avantageaient la production du sucre de canne. En tous cas, ce que l'Etat cherchait avant tout, c'était à augmenter les revenus que lui procurait l'impôt sur le sucre. Quoi qu'il en soit, depuis le début du xix^e siècle la culture de la betterave a toujours tenu une large part dans l'ensemble des emblavements de notre sol. L'agriculture lui doit d'avoir réalisé d'immenses progrès et l'économie nationale a été, grâce à cette plante, largement développée.

Dans l'assolement des terres, en effet, la betterave joue un rôle très important : elle exige l'emploi d'une grande quantité

(1) Il en a été consommé aux Etats-Unis (en tonnes de 2.000 livres, 7.000 tonnes en 1911 et 9.000 tonnes en 1912. *Circ. heb.*, 25 janvier 1914, p. 3.

d'engrais, surtout de fumier et aussi des engrais chimiques, dont elle n'absorbe que certains éléments et prépare ainsi, pour l'année suivante, une récolte de blé plus abondante que si la terre était restée en jachère. D'un autre côté, comme elle ne se sème qu'au mois d'avril, la betterave peut encore venir remplacer les semailles de blés que les intempéries de l'hiver auraient détruites (1).

En outre la culture de la betterave est une culture essentiellement scientifique. Pour obtenir des rendements très grands non seulement en racines mais en sucre, on a procédé à des expériences de sélection qui ont été menées à bien et ont donné des résultats satisfaisants, à tel point que la plante a été transformée radicalement dans sa structure intime, sa composition chimique et sa manière de vivre (2). Ainsi la betterave cultivée actuellement n'a plus, avec celle que l'on travaillait en 1811, de commun que l'aspect extérieur. Pour obtenir un rendement intensif à l'hectare, il a fallu modifier complètement l'outillage et les procédés de culture usités autrefois. En effet, la betterave exige un labour très profond et très soigné qui ameublisse parfaitement le sol pour permettre le développement régulier du pivot de la racine et faciliter l'arrachage. De là la transformation radicale de l'ancien attirail de la ferme et l'emploi de lourdes charrues en acier, d'arracheurs puissants et de semeurs mécaniques dont la construction a donné un essor nouveau à l'industrie des instruments agricoles et ouvert la voie au progrès dans toutes les branches de cette industrie.

Pour traîner ces lourdes machines, il a fallu avoir recours à des animaux de trait robustes et nombreux. De là : à partir de 1860, le développement de nos races de bœufs du Charolais, du Nivernais et du Bourbonnais. Vers 1912, il était

(1) Turquin et Laffont, *Manuel du service des sucres*, p. 6.

(2) *Hist. centennale*, « La sélection des betteraves », par M. Schribaux.

acheté dans les divers départements du centre de la France et notamment dans l'Allier, la Nièvre et la Saône-et-Loire plus de 40.000 bœufs blancs qui s'en allaient dans les fermes industrielles de la région du Nord, former de puissants attelages correctement appareillés qui permettaient de donner aux riches terres à betteraves de l'Aisne, de la Somme et de l'Oise, les façons culturales soignées et variées nécessaires pour obtenir une bonne récolte. En outre tout ce troupeau ainsi que les autres animaux de la ferme utilisaient comme nourriture les pulpes produites par les fabriques de sucre. Grâce à la betterave, le cheptel destiné à l'alimentation humaine a pu être considérablement développé et sa valeur nutritive améliorée, la pulpe constituant pour les ruminants un aliment très riche susceptible de les engraisser rapidement.

Enfin, toutes les façons culturales exigées par la betterave, si elles ont amélioré le sol, développé l'outillage et le cheptel de la ferme dans de grandes proportions ont contribué également au mieux-être des travailleurs agricoles. En effet, le démarriage et les binages fréquents qu'exige cette culture nécessitent une main-d'œuvre nombreuse et très habile de sorte que l'ouvrier des campagnes qui autrefois ne trouvait à gagner un salaire sensiblement égal à celui de l'ouvrier de l'industrie que pendant les quelques semaines que dure la moisson, peut actuellement augmenter sensiblement son gain. En outre ces mêmes travailleurs constituent en général la main-d'œuvre qu'emploie le fabricant pendant la période de fabrication du sucre.

En France, la culture de la betterave est particulièrement développée dans huit départements du Nord et de la région parisienne, où se trouvent les sols profonds et riches qui constituent pour la betterave la véritable terre d'élection. En effet, en 1912-1913 le total des hectares ensemencés en betteraves pour ces huit départements constituait une superficie de 202.995 hectares tandis que pour le reste du territoire les em-

blavements en betteraves n'occupaient qu'une superficie de 26.280 hectares, soit seulement 12 0/0 environ de surface totale ensemencée à cette époque et qui s'élevait pour la France entière à 229.275 hectares.

Les principaux départements producteurs de betteraves étaient :

Départements	Surfaces ensemencées en hectares	Poids total des betteraves mises en œuvre. Kilogs
Aisne	52.520	1.488.662.500
Nord.....	37.020	1.171.701.100
Somme.....	36.845	1.046.521.000
Pas-de-Calais	25.505	802.921.000
Oise	24.155	677.944.600
Seine-et-Marne.....	17.705	509.390.650
Seine-et-Oise.....	5.790	160.825.000
Ardennes.....	3.455	108.967.000

Quant aux rendements moyens en kilogrammes par hectare, les plus forts étaient obtenus cette année-là par les départements du Nord, des Ardennes et du Pas-de-Calais où le rendement était de 31.500 kilogrammes à l'hectare. Dans la Seine-et-Marne, la Somme, l'Aisne et l'Oise, le rendement dépassait 28.000 kilogrammes. Il était un peu inférieur à 27.700 kilogrammes dans la Seine-et-Oise et n'atteignait pas tout à fait 27.000 kilogrammes dans les autres départements. En moyenne, pendant cette campagne, le rendement a été de 29.109 kilogrammes à l'hectare.

Le nombre des hectares ensemencés, ainsi que le rendement moyen, avaient été en 1912-1913 plus élevée que pendant les années précédentes ainsi que le prouve la statistique suivante :

Campagnes	Hectares ensemencés	Rendement moyen
1904-1905	203.772	22.915
1905-1906	276.331	30.456
1906-1907	207.170	26.430
1907-1908	211.601	26.019
1908-1909	214.792	27.698
1909-1910	223.900	27.900
1910-1911	228.640	24.110
1911-1912	224.838	18.137

Pendant la période de 1899 à 1909 et également après cette date, notre pays n'occupait en Europe que le quatrième rang au point de vue de la superficie ensemencée en betteraves, cette superficie était en moyenne de 225.144 hectares, tandis qu'elle atteignait 776.640 hectares en Russie, 538.363 en Allemagne et 440.600 en Autriche-Hongrie. Au point de vue du rendement par hectare nous n'atteignons en moyenne que 28.181 kilogrammes, chiffre supérieur à celui de la Russie (14.465), de l'Autriche-Hongrie (24.206) et de la Hollande (26.490), mais notablement inférieur à celui de la Belgique (30.340 kilog.) et de l'Allemagne (29.670).

Les causes de cette infériorité de rendement ont fait l'objet d'études très approfondies de la part du Syndicat des fabricants de sucre qui a désigné une Commission pour aller étudier sur place la culture de la betterave et l'industrie sucrière dans les principaux pays betteraviers. Cette enquête a été faite en 1910 pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Belgique; en 1911, pour la Russie et en 1912 pour les Etats-Unis, elle a donné lieu à trois rapports de M. Saillard.

De ces rapports il semble bien résulter que l'infériorité n'est pas due aux semences employées par les cultivateurs français car les 4/5 des graines sucrières en France (4.000 tonnes sur 5.000) venaient de l'Allemagne. Notre infériorité est plutôt due à la nature des terres à betterave et au mode d'exploita-

tion des fermes. En Allemagne, en Bohême, les fermes à betterave ont plus de bétail, plus de cultures fourragères et ramènent moins souvent la betterave dans l'assolement. On trouve d'ailleurs de la betterave à sucre dans presque toutes les parties de l'Empire allemand, tandis qu'en France on n'en trouve que dans une douzaine de départements car chez nous la culture principale est celle du froment.

Le climat joue aussi son rôle au point de vue de la production de la betterave : les hivers sont plus froids en Allemagne et en Bohême qu'en France. Ils aident à ameubler, à déliter les terres, et à obtenir que la couche arable soit homogène comme tassement et comme ameublissement. Ceci est d'une grande importance pour la betterave à sucre, soit au point de vue des rendements, soit au point de vue de la régularité de forme des racines (1).

Il nous reste maintenant, pour terminer cette étude sur la production betteravière, à indiquer les prix auxquels les fabricants de sucre payaient avant la guerre la tonne de betteraves aux cultivateurs et l'influence de ces prix sur la culture de la plante sucrière.

Les marchés de betteraves entre cultivateurs et fabricants de sucre se font d'ordinaire en février et mars, c'est-à-dire que le cultivateur vend des betteraves avant de les semer.

Le fabricant achète ainsi en février des betteraves qui seront récoltées en octobre et novembre de la même année et avec lesquelles il fera du sucre pendant les trois derniers mois de l'année (la campagne de fabrication commence, en effet, à la fin de septembre ou dans les premiers jours d'octobre et dure environ 60 à 80 jours).

Comme on ne peut savoir dès le mois de février, si la récolte de betteraves de l'année sera bonne ou mauvaise, le fa-

(1) Rapport présenté par M. Saillard le 20 janvier 1916 à la Commission de contrôle et de taxation des sucres.

bricant de sucre n'achète en réalité que des hectares. Même quand ses achats sont terminés, il ne peut établir exactement quelle quantité de sucre il produira. En général, il se couvre pour une partie de sa production présumée. Si la récolte s'annonce mal, ou si elle est déficitaire, les prix du sucre vont monter. Si le fabricant ne peut produire la quantité du sucre qu'il a vendue, il sera obligé, pour tenir ses engagements, de racheter du sucre au cours du jour. C'est pour tâcher de renseigner le commerce des sucres que le Laboratoire du Syndicat des Fabricants de sucre de France suit, chaque année, le développement et la récolte des betteraves par des analyses hebdomadaires faites en juillet, août et septembre et qui portent sur des échantillons de betteraves de quinze champs (1).

Le prix payé par tonne de betterave varie d'ordinaire suivant les contrées et les fabriques de sucre, en 1912-1913 les prix moyens ont été de 31 fr. 93 dans l'Aisne, 31 fr. 91 dans la Somme, 30 fr. 70 dans le Nord, 80 fr. 40 dans le Pas-de-Calais, 29 fr. 33 dans les Ardennes, 29 fr. 13 dans l'Oise, 28 fr. 52 en Seine-et-Marne, 28 fr. 41 en Seine-et-Oise, et seulement en moyenne dans les autres départements de 26 fr. 50. La moyenne totale de l'année s'est élevée à 30 fr. 28 (2). C'est la moyenne la plus élevée qu'ait atteint le prix de la betterave depuis 1903.

En effet, depuis cette campagne, les moyennes ont été les suivantes :

(1) Saillard, Rapport du 20 janvier 1916.

(2) *Bulletin de statistique et de législation comparée*, année 1913, p. 743.

1903-1904.....	22 fr. 39
1904-1905.....	22 » 23
1905-1906.....	24 » 61
1906-1907.....	21 » 78
1907-1908.....	22 » 71
1908-1909.....	23 » 90
1909-1910.....	24 » 37
1910-1911.....	26 » 52
1911-1912.....	28 » 61

Ce tableau permet de constater un certain relèvement du prix de la betterave depuis 1907 (1). Toutefois les prix payés par tonne de betteraves n'étaient plus aussi avantageux que sous l'empire de la loi de 1897, à cette époque les primes données par l'Etat permettaient aux fabricants de rémunérer plus largement le cultivateur. Quoiqu'il en soit, pendant les dernières années, les prix étaient assez élevés pour encourager le cultivateur à produire de la betterave. En effet, la culture qui avait touché en 1902-1903 : 144.202.427 francs et en 1904-1905 : 103.801.979 francs a reçu pendant la campagne 1912-1913 : 202.089.383 francs. Ce qui représente en appliquant au rendement cultural le prix moyen des betteraves un rapport par hectare de 579 fr. 83 en 1902-1903, de 509 fr. 40 en 1904-1905, année des prix les plus bas, et de 881 fr. 42 en 1912-1913 campagne, où les prix ont été les plus hauts, soit une différence entre les deux rapports extrêmes de 372 fr. 02 (2).

Malgré ce relèvement notable des prix de la betterave sucrière, les cultivateurs étaient loin, avant la guerre, d'avoir retrouvé les années prospères d'avant 1870 et de l'époque des primes. Les causes de cette crise étaient multiples et nous ne pouvons mieux les faire connaître qu'en reproduisant ici les termes mêmes du discours que prononça M. Pluchet, président de la Société des agriculteurs de France, le 16 février 1914,

(1) Voir sur les variations du prix de la betterave à la suite de la Convention de Bruxelles de 1902. Dunan, *op. cit.*, p. 11 et 13.

(2) V. *Bulletin de statistique et de législation comparée*, 1914, p. 729.

lors de l'ouverture de la cession annuelle de cette société.

« La culture de la betterave, dit M. Pluchet, qui a fait longtemps la fortune de nos départements les plus peuplés, amenant de gros salaires pour les ouvriers, avant, en même temps, une grande et heureuse répercussion sur une foule de branches de notre production nationale (les mines, la métallurgie, les transports, l'élevage, etc...), cette culture, dis-je, devient de moins en moins rémunératrice, par suite de la concurrence des sucres étrangers, et surtout des sucres coloniaux, et en même temps de plus en plus difficile par la raréfaction de la main-d'œuvre agricole. Dans l'impossibilité de pouvoir relever, si peu que ce soit, le prix de ses produits, en raison de la concurrence mondiale dont je viens de parler, subissant, d'autre part, l'augmentation générale de toutes les matières qu'elle emploie : métaux, charbon, toiles d'emballage, huile, etc..., et de la main-d'œuvre, l'industrie de la fabrication du sucre ne peut pas relever le prix de sa matière première, la betterave, et, conséquemment, le cultivateur qui est dans l'impossibilité d'offrir aux ouvriers agricoles les salaires qu'ils trouvent dans l'industrie, voit ses villages et ses fermes se dépeupler de plus en plus, et se trouve dans l'obligation de réduire ses ensemencements de betteraves, dans la crainte de manquer du personnel nécessaire pour les soins cultureux que cette récolte exige. Il y a là une situation très pénible pour le présent, angoissante pour l'avenir. Si nos cultivateurs de 20 départements se voient obligés de renoncer à la culture de la betterave, c'est la ruine, tout au moins, la gêne, qui les attend (1). »

(1) *Circ. Heb.*, 22 fév. 1914, p. 4. A ces causes il convient d'ajouter les difficultés créées aux fabricants par la lutte très âpre qu'ils avaient à soutenir contre la distillerie. V. au sujet du développement de la distillerie de betterave, Dunan, *op. cit.*, p. 65.

..

Parmi les causes de la crise betteravière signalées par M. Pluchet, l'une des plus importantes est la concurrence des sucres étrangers et des sucres coloniaux qui entraîne pour les fabricants de sucre de betterave des difficultés qui leur font envisager l'avenir sous les couleurs les plus sombres. Cette concurrence domine toute l'histoire de notre industrie et de notre législation sucrière. Au début et pendant presque tout le XIX^e siècle, c'est la lutte âpre et pour l'existence même, contre le sucre de canne. Puis à partir de 1870 commence la rivalité avec les producteurs européens. Ces luttes, toutefois, si elles ont été dures, ont été du moins fécondes pour notre industrie à qui elles ont permis de se développer.

Tandis que l'industrie sucrière des autres pays de l'Europe et notamment de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Russie n'avait pas à se préoccuper de la rivalité des sucres coloniaux, cette rivalité exista en France dès l'origine même. En outre, à ces difficultés venaient s'ajouter d'ordinaire les exigences fiscales de l'Etat qui désirait retirer de l'impôt sur le sucre le plus gros rendement possible. Ainsi, pour comprendre la situation dans laquelle se trouvait avant la guerre notre industrie du sucre de betterave et l'état de la production en France et en Europe, il nous faut nécessairement remonter dans le passé et retracer les phases les plus marquantes de la rivalité entre les producteurs de sucre de betteraves et les producteurs de sucre de canne, rivalité qui a été parfois très âpre et qui paraît constituer pour l'avenir un grave danger pour notre industrie sucrière nationale et notre agriculture.

L'industrie du sucre de betterave née par la volonté de Napoléon et dont les produits avaient été tout d'abord considérés comme des succédanés du sucre de canne, avait pu se

constituer et grandir grâce au blocus continental qui avait été pour elle la meilleure barrière protectionniste que l'on puisse imaginer. Aussi, quand en 1814 cette barrière vint à s'écrouler, elle était suffisamment forte non seulement pour résister, mais pour se développer encore grâce à la ténacité de ceux qui l'avait créée. En 1828 on comptait en France 89 sucreries produisant 4.400.000 kilogrammes de sucre, ce qui représentait le quinzième de la consommation totale de notre pays. A cette époque, l'industrie du sucre de betterave ne constituait donc pas pour le sucre de canne un concurrent redoutable. En 1832 cependant la progression continue, il existe 120 sucreries sur notre territoire et leur production est de 6 à 8 millions de kilogrammes, soit le dixième de la consommation totale. C'est vers 1840 seulement que l'industrie du sucre de betterave commence à atteindre un développement sérieux et que la lutte va s'engager avec les producteurs coloniaux. Elle fut tout de suite très vive. Les colonies en effet se trouvaient alors dans une situation assez précaire. En 1814, on avait donné aux rares colonies qui nous avaient été laissées des avantages en compensation du monopole d'approvisionnement que la mère patrie voulut alors imposer à ses possessions d'outre-mer. Dans ce but, on accorda aux producteurs coloniaux de sucre, des primes à l'exportation qui étaient de 10 francs par 50 kilogrammes en 1814, en outre on établit des droits sur les sucres étrangers. Ces mesures de protection assuraient aux colonies le placement intégral et avantageux de toute leur production sucrière, aussi les plantations de canne ne tardèrent pas à se multiplier, il y eut surproduction, le marché français se trouva rapidement engorgé et le prix de vente du sucre, qui avait été de 93 francs en 1818, tomba rapidement à 75 francs, puis à 67 francs et enfin à 57 francs. A ce moment, les producteurs coloniaux demandèrent une augmentation des primes à l'exportation et réclamèrent contre le bénéfice de l'exemption d'impôt dont jouissait l'industrie su-

rière indigène. Ils étaient soutenus par les raffineries des ports qui travaillaient le sucre des colonies et par la marine qu'inquiétait au point de vue du fret la baisse sur le sucre. En 1837, les fabriques indigènes furent frappées d'un impôt de 15 francs par 100 kilogrammes et la loi du 17 mai 1839 avantagea les sucres des colonies en accordant une prime de 60 francs par 100 kilogrammes de sucre raffiné exportés en France.

En 1841, la lutte reprit de plus belle et un moment on put croire que l'industrie du sucre de betterave allait définitivement succomber. Le meilleur moyen de mettre fin aux récriminations des producteurs de sucre de betterave et de sucre de canne ainsi qu'aux exigences du Trésor pour lequel les primes constituaient une lourde charge, parut être de racheter les usines à sucre indigène et de supprimer une industrie qui pouvait être considérée comme parasite. Cette mesure ne devait coûter à l'Etat qu'une quarantaine de millions et la difficulté aurait été radicalement tranchée. Un certain nombre de fabricants français lassés de cette rivalité donnèrent leur adhésion à ce projet dont l'adoption eut entraîné la mort de leur industrie. Celle-ci ne fut sauvée que grâce à l'énergique intervention de Thiers. Toutefois la loi du 2 juillet 1843 créa l'égalité de taxe entre les deux sucres applicable progressivement en quatre ans. Sous l'empire de cette loi, en dépit d'une augmentation des exportations de sucre de canne, l'industrie indigène ne cessa d'accroître sa production bien que chaque année le droit s'augmentât de 5 francs par 100 kilogrammes. Alors que les colonies n'augmentaient en 3 ans leur production que de 10 millions de kilogrammes, la production du sucre de betterave s'éleva à 60.000.000 de kilogrammes.

Les événements de 1848 et surtout l'abolition de l'esclavage portèrent à notre production coloniale un coup des plus terribles, les exportations de sucre qui s'étaient élevées à 100.000.000 de kilogrammes tombèrent en 1850 à 40.000.000

de kilogrammes. Au contraire, la production indigène ne fit que s'accroître malgré les droits très élevés et dépassa cette même année 64,000,000 de kilogrammes ; toutefois la raréfaction du sucre de canne sur le marché français amena une très forte hausse du prix de vente du sucre et une grande restriction de la consommation.

A partir de 1851, le législateur s'aperçut un peu tardivement que le meilleur moyen de remédier aux difficultés de la question du sucre était d'augmenter la consommation de cette denrée. En fait, entre 1851 et 1859, la consommation du sucre s'éleva de 42 0/0 sans toutefois que le prix de vente vint à diminuer, il augmenta, au contraire, d'environ 12 0 0. L'impôt sur le sucre était alors perçu de la manière suivante, les sucres étaient classés en certaines catégories ou types, selon leur degré de blancheur, qui étaient frappés de droits différents. En 1852, on avait même ajouté un sous-type à tarif réduit dans lequel les producteurs coloniaux avaient réussi à faire rentrer la presque totalité de leur production. En 1860, dans le but de propager la consommation du sucre dans les classes laborieuses, les diverses catégories de sucres furent supprimées et l'impôt fut désormais perçu sous la forme d'un droit unique de 25 francs, en outre cette loi accorda pour la première fois aux sucreries la faculté d'abonnement avec profit sur les excédents, elle leur permit d'exporter des sucres bruts et elle abaissa les barrières qui jusqu'alors s'étaient opposées à l'introduction en France des sucres d'origine étrangère.

Sous l'empire de cette loi qui lui était favorable et bien que le droit de consommation ait été porté de 25 à 42 francs, la sucrerie indigène se développa et la production atteignit en 1862, 174 millions de kilogrammes, tandis que celle de nos colonies n'était que de 104 millions. Quant à l'importation des sucres étrangers, elle s'éleva à 109 millions. Ce régime n'ayant pas donné au Trésor tout ce qu'il attendait fut

supprimé par la loi du 7 mai 1864, qui établit un impôt de 42 à 47 francs suivant quatre types différents de sucre, les sucres coloniaux obtinrent jusqu'en 1870 une détaxe de distance de 5 francs, tandis que les sucres étrangers étaient frappés d'une surtaxe de 2 francs aux 100 kilogrammes, enfin les fabriques n'eurent plus la faculté d'abonnement. Cette loi rétrograde eut pour effet de causer un mécontentement général et produisit pour le Trésor un déficit de 35 millions.

Malgré toutes ces difficultés et ces vicissitudes diverses au milieu desquelles elle avait fait preuve d'une incroyable vitalité, notre industrie sucrière était parvenue, vers 1870, à donner à notre pays le premier rang des pays producteurs de sucre en Europe. Cette suprématie, elle la devait aux remarquables progrès techniques dus en grande partie à Mathieu de Dombasle, le premier initiateur des procédés de diffusion (1). Jusqu'en 1832, en effet, l'extraction industrielle du jus de la betterave s'était faite exclusivement au moyen de la pression, mais Dombasle démontra vers 1820 le défaut de ce système qui ne donne que 80 0/0 de jus alors que la betterave en contient 96 à 97 0/0. En 1832, il préconisa son procédé de macération à l'étude duquel il consacra de longs efforts et qu'on n'a fait depuis que perfectionner. Le principal perfectionnement a été accompli par Robert qui, en 1864, installa à Seclowitz la première batterie de diffusion. Ce procédé ne fut introduit en France qu'en 1876, à l'usine de Villeneuve-sur-Verberie. Mais en 1860, on avait trouvé le procédé de cuite en grains qui permettait aux fabricants de sucre de produire directement en sucrerie des sucres blancs qu'on n'avait pu obtenir jusque-là qu'en raffinerie.

Ainsi à l'époque où nous en sommes arrivés dans ce rapide historique de l'industrie du sucre de betterave, cette industrie est en possession de tous ses procédés techniques, la période

(1) *Hist. cent. de la betterave*, « Diffusion », par E. Saillard.

de tâtonnements et d'expériences est depuis longtemps passée, il n'y a plus désormais qu'à perfectionner ce qui a été trouvé et à étendre la capacité de production des usines. Ce fut l'œuvre de la fin du xix^e siècle, nous allons voir à la suite de quels événements et sous l'empire de quelles lois.

A partir de 1870, la lutte entre le sucre de canne et le sucre de betterave va passer au second plan ; ce qui devient alors la préoccupation dominante des producteurs français, c'est la concurrence que vont leur faire les autres pays producteurs de sucre de l'Europe et notamment l'Allemagne et l'Autriche, c'est de cette rivalité que vont naître les lois du 24 juillet 1884 et du 14 juillet 1897, véritables lois tutélaires sous l'empire desquelles notre production sucrière atteindra un merveilleux essor qu'au moment où la guerre a éclaté elle s'efforçait de retrouver.

Jusqu'en 1870, la production sucrière de l'Allemagne s'était développée à peu près parallèlement à celle de la France tout en lui étant cependant légèrement inférieure, mais tandis que dans notre pays l'impôt était perçu sur le sucre classé en diverses catégories et que l'on avait refusé d'appliquer l'impôt sur la betterave, préconisé vers 1830, parce qu'on ne voulait pas avantager certains fabricants au détriment d'autres concurrents, l'Allemagne avait eu l'impôt sur la betterave dès 1841. Ce mode de perception de l'impôt eut pour résultat de pousser le fabricant à retirer le plus de sucre possible d'une quantité déterminée de betteraves et à rechercher au moyen de la sélection des variétés de racines très riches en sucre. En 1869, cette législation fut renforcée encore par une loi qui établit le *Drawback* en faveur du sucre indigène, à partir de cette époque, la production du sucre en Allemagne ne fit qu'augmenter et tandis que la production française qui était de 461.000 tonnes en 1874-1875, n'atteignait en 1883-1884 que 473.000 tonnes, celle de l'Allemagne passait pendant la même période de 256.000 à 995.000 tonnes.

En Autriche où l'impôt sur la betterave avait été établi par la loi du 27 juin 1878, une progression semblable avait été enregistrée. La production passait de 230.000 tonnes en 1874 à 500.000 en 1884.

La France, après avoir occupé le premier rang parmi les pays betteraviers, tombait en quatrième rang après l'Allemagne, l'Autriche et la Russie.

C'est alors qu'intervint la loi du 24 juillet 1884 qui substituait à l'impôt exclusif sur le produit fabriqué, l'impôt mixte dépendant du poids de la matière première et du poids du sucre fabriqué. En outre, cette loi institua le régime de l'abonnement en vertu duquel les quantités de sucre imposable étaient prises en charge d'après le poids des betteraves mises en œuvre (1). Ce qui poussait le fabricant à faire des bonis de fabrication.

Cette législation subit diverses modifications mais ses principes fondamentaux ne reçurent aucune atteinte. En 1902, à la veille de la Convention de Bruxelles, le régime légal était le suivant : le rendement était fixé à 7 kg. 75 de sucre par 100 kilogrammes de betteraves et pour ces 7 kg. 75 il était dû le droit plein de 60 francs par 100 kilogrammes de sucre.

Il était fait une décharge de 30 francs par 100 kilogrammes pour le sucre, correspondant au rendement compris entre 7,75 et 10,50 et enfin une décharge de 15 francs par 100 kilogrammes pour l'excédent au-dessus de 10,50/0.

Le rendement en question comprenait deux parties : la partie afférente au sucre extrait des turbines et une partie fictive qui représentait 14 0/0 du sucre des mélasses (supposé à 44 0/0 de sucre) qui allaient en distillerie ou à l'étranger ou qui étaient destinées à des usages agricoles.

Pour le sucre extrait des turbines, on ne comptait que le rendement régie, c'est-à-dire la polarisation diminuée de

(2) Saillard, *Betteraves et sucrerie de betteraves*, p. 172.

quatre fois les cendres solubles et deux fois les réducteurs (1).

En 1891, l'Allemagne avait définitivement abandonné l'impôt sur la betterave mais sa production, sous l'énergique impulsion qu'elle avait reçue par l'effet de cet impôt, n'avait cessé de s'augmenter considérablement. Aussi, pour favoriser son commerce d'exportation des sucres et lutter sur le marché avec les autres pays notamment avec la France dont la production s'était également accrue, elle établit en 1896 des primes fixes à l'exportation, en même temps elle réglementa la production par le système des contingents.

Pour répondre à ces mesures, la loi française du 7 avril 1897 institua également des primes à l'exportation. Pour subvenir aux dépenses exigées par ces primes, il fut établi un droit de fabrication et c'est d'après le produit total de ces droits pendant un exercice que se réglait la prime pour l'exercice suivant. Cette même loi établissait aussi des détaxes de distance et formulait, au sujet de la pesée des betteraves et de la prise de densité, des prescriptions qui ont été détaillées et précisées dans le règlement d'administration publique du 23 juillet 1897.

Enfin la loi du 24 juillet 1897 complétait cette législation en fermant le marché français aux mélasses étrangères par une augmentation du droit de douane; elle établissait en même temps, que les mélasses destinées aux usages agricoles jouissaient du bénéfice de la décharge de 14 0/0. Les détails d'application de cette dernière disposition de la loi sont contenus dans le décret du 3 novembre 1898.

Après l'échec d'une tentative de conférence à Bruxelles en 1898 en vue d'une union entre les principaux pays producteurs de betterave, les fabricants allemands voulant conquérir le marché anglais formèrent un cartel afin d'augmenter, par une hausse des prix sur le marché intérieur, le taux des primes à l'exportation. Cette politique de surenchère des primes qui

(1) Saillard, *Betteraves et sucrerie de betteraves*, p. 172.

fut pratiquée pendant quelques années entraîna une baisse des cours du sucre et fit vendre cette denrée au-dessous du prix de revient, abstraction faite de l'impôt (1). Nous avons vu en étudiant la consommation comment, par suite d'un revirement dans la politique anglaise, on en était arrivé aux conventions de Bruxelles de 1903 et 1908 qui suppriment toutes les primes intérieures et d'exportation et rendent les cartels peu dangereux en abaissant les droits de douane sur les sucres étrangers à 6 francs et 5 fr. 50 par 100 kilogrammes de sucre.

Ainsi les lois de 1884 et de 1897 ont été pour l'industrie française des lois protectrices, si la concurrence des pays gros producteurs de sucre a entraîné notamment sur le marché anglais un avilissement des cours, il n'en demeure pas moins certain que c'est à cette législation que l'on doit l'augmentation en France du nombre des usines, le perfectionnement des procédés et des méthodes de fabrication trouvés pendant la période précédente et l'augmentation de production du sucre qui atteignit en 1901 1.400.000 tonnes au moyen desquelles la France pouvait sur les marchés extérieurs soutenir la concurrence de ces rivaux. C'est à ces lois que nous devons les grandes usines admirablement outillées comme Pont d'Ardres ou Escaudœuvre qui en 1913 produisaient encore la première 250.000 et la seconde 225.000 sacs de 100 kilogrammes. Usines qui ne sont égalées au point de vue de l'outillage et parfois dépassées au point de vue de la production que par quelques usines allemandes et austro-hongroises de construction récente.

En outre, les grandes usines avaient, dans un rayon souvent très étendu autour de l'établissement principal, un certain nombre d'autres petites usines appelées râperies où le jus des betteraves était simplement extrait et après avoir été chaulé pour en assurer la conservation, était refoulé, au moyen de pompes dans une tuyauterie souterraine qui l'amenait à

(1) Saillard, *op. cit*, p. 174.

l'usine centrale. Mais à côté de ces grosses fabriques il existe dans notre pays un grand nombre de moyennes et de petites usines ; elles étaient plus nombreuses encore sous l'empire de la loi de 1884 mais beaucoup ont disparu puisque, nous le verrons, la production totale a diminué d'environ 300.000 tonnes.

En 1884, on comptait 449 fabriques : en 1902-1903 il n'en restait que 319 ; ce chiffre tombait à 292 en 1905-1906, date à partir de laquelle il diminuait graduellement. En 1912-1913, 213 usines à sucre seulement ont travaillé. Ces 213 sucreries comprenaient 162 fabriques simples et 51 usines centrales auxquelles sont annexées 103 râperies (1).

La force totale des générateurs employés dans cette industrie qui en 1905-1906 atteignait 291.137 mètres carrés de chauffe, n'a été pour la campagne 1912-1913 que 256.499 mètres carrés.

En outre la main-d'œuvre employée a également diminué graduellement. En 1905-1906, campagne pendant laquelle les plus forts chiffres ont été atteints, on employait au cours de la période des défécations 38.425 hommes, 2.338 femmes et 1.559 enfants (2) et pendant la période des travaux d'épuration après la cessation des travaux de défécation, 6.460 hommes, 596 femmes et 212 enfants. Or, pendant la campagne 1912-1913 après une diminution graduelle d'année en année nous arrivons aux chiffres suivants. Pendant la période des défécations, il a été employé 31.764 hommes, 1.614 femmes et 936 enfants tandis que pendant la période des travaux d'épuration, on a employé 4.970 hommes, 561 femmes et 205 enfants.

Le nombre total des journées de travail qui atteignait, en

(1) *Bulletin de statistique et de législation comparée*, année 1913, p. 729.

(2) La proportion entre les différentes catégories d'ouvriers est assez variable d'une année à l'autre, ainsi en 1903-1904 on a employé 2.561 femmes et 1.955 enfants et seulement 38.116 hommes.

1905-1906, 3.536.089 jours pour les hommes, 313.488 journées pour les femmes et 153.750 pour les enfants tombe en 1906-1907 aux chiffres respectifs de 2.304.724, 210.566 et 109.496. Depuis, ces chiffres n'ont pas sensiblement diminués, il y a même eu de 1908 à 1910 une légère hausse, toutefois, pendant la campagne 1911-1912 la récolte de betteraves ayant été mauvaise, le nombre total des jours de travail accuse une diminution considérable (1.690.356, 208.642, 91.184). Mais pendant la campagne 1912-1913, la courbe remonte sensiblement et atteint pour les hommes 2.742.436; pour les femmes, 247.701 et pour les enfants 104.993 journées de travail.

Quant aux salaires, ils accusent au contraire pendant les dix campagnes de 1902-1903 à 1912-1913 une augmentation ininterrompue et notable. En 1902-1903, les salaires journaliers moyens des hommes, des femmes et des enfants s'élevaient respectivement à 3 fr. 97, 2 fr. 48, 1 fr. 71. En 1912-1913 ils sont arrivés au taux maximum de ces dix campagnes. Le salaire moyen des hommes est à cette époque de 4 fr. 56, celui des femmes de 2 fr. 49; quant aux enfants ils gagnent en moyenne 1 fr. 97 par jour.

Si l'on applique ces taux aux journées de travail payées pour l'ensemble des opérations effectuées dans les fabriques, on constate que les frais de main-d'œuvre se sont élevés en 1902-1903 à 13.115.589 fr. 26 et en 1912-1913 à 13.329.123 fr. 80, soit une augmentation de 213.534 fr. 54.

En 1902-1903 les frais de main-d'œuvre représentent 2 fr. 09 par tonne de betterave travaillée et 1 fr. 68 par quintal de sucre produit. En 1912-1913 la proportion est de 4 fr. 99 par tonne de betteraves et 1 fr. 51 par 100 kilogrammes de sucre.

Quant à la quantité de combustible dépensée elle était en 1902-1903 de 813.866 tonnes de houille. En 1905-1906 elle atteignit le chiffre maximum de 998.956 tonnes. En 1911-1912, année de récolte déficitaire, la courbe tombe à 485.805

tonnes, elle se relève en 1912-1913 et atteint le chiffre important de 784.071 tonnes.

En 1902-1903 il fallait dépenser 129 kilogrammes de charbon par tonne de betteraves travaillée, ce qui représentait une dépense de 105 kilogrammes par quintal de sucre produit. En 1912-1913 la proportion est descendue à 117 kilogrammes de charbon par tonne de betteraves mises en œuvre et 89 kg. 3 par quintal de sucre obtenu, ce qui réalise une sensible économie de combustible.

Toutefois, pendant la période décennale dont nous nous occupons, le prix du charbon a fortement augmenté. En 1902-1903, il était de 24 fr. 44 par tonne ; en 1905-1906 il s'abaisse à 23 fr. 21, mais depuis cette date il se relève d'une façon continue et atteint, pour la campagne 1912-1913, 25 fr. 31 la tonne.

De sorte que malgré l'économie réalisée relativement à la quantité de combustible dépensée, économie qui est due principalement à un perfectionnement dans l'outillage et aussi, nous le verrons en étudiant la période de guerre, à la qualité du charbon employé, la dépense des frais de combustible n'a pas diminué sensiblement. Elle était en 1902-1903 de 19.890.905 francs, tandis qu'en 1912-1913 elle ne s'abaissait qu'au chiffre de 19.844.837 francs, soit une différence assez peu importante de 46.068 francs.

Malgré les progrès accomplis qui ont permis, nous l'avons vu, de réaliser tant sur la main-d'œuvre que sur le charbon, — les deux gros facteurs des frais de fabrication — une économie qui peut être évaluée pour la campagne 1912-1913 à 10 et 11,6 0/0, le prix de revient des sucres s'est cependant accru, car l'économie ainsi réalisée n'a pu compenser que partiellement l'augmentation survenue dans le coût de la betterave.

D'après le tableau que nous avons donné ci-dessus, (1) le

(1) Page 28.

prix moyen de la tonne de betteraves a atteint en 1912-1913: 30 fr. 28, ce qui représente sur le prix de 22 fr. 76 pratiqué antérieurement à 1902 une augmentation de 31,50 0/0. Toutefois, il faut reconnaître que les progrès réalisés par la sélection ont permis d'obtenir des betteraves plus riches en sucre, ce qui a, dans une certaine mesure, atténué l'effet du relèvement des prix de la matière première. Quoi qu'il en soit, en 1902-1903, le prix payé par quintal de sucre pour la betterave était de 18 fr. 37, ce prix tombait en 1906-1907 à 17 fr. 46, il se relevait ensuite et atteignait pendant la campagne 1912-1913, 23 fr. 07, ce qui représente pour cette campagne une plus-value de 23,09 0/0 sur 1902-1903.

Le rendement en sucre de la betterave en France était inférieur en 1912 au rendement dans les autres pays producteurs. Nous venions bien loin à ce point de vue derrière l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Hollande, la Russie et la Belgique, ainsi que le montre le tableau suivant :

Pays	Hectares ensemencés en 1912	Récolte moyenne par hectare en kl. (1899-1909)	Sucre brut extrait par 100 kilogs de betteraves (en kil.)	Sucre brut extrait par hectare en ks.
France.....	225.144	28.181	12.84	3.611
Allemagne.....	538.563	229.670	15.49	4.597
Autriche-Hongrie.....	440.600	24.206	15.02	3.638
Belgique.....	65.200	30.340	13.97	4.228
Hollande.....	66.867	26.490	14.47	3.830
Russie.....	776.400	14.465	14.00	2.025

Ainsi en 1912 le rendement était d'un peu plus de 128 kilogrammes par tonne de betteraves travaillée. On admettait toutefois pour calculer le prix de revient du quintal de sucre que le rendement moyen n'était que de 121 kilogrammes de sucre par tonne de betteraves, de sorte que le fabricant français

qui payait la betterave plus cher que ses concurrents étrangers et qui était en outre obligé de supporter des frais de main-d'œuvre et des frais généraux de toutes sortes (plus élevés que les leurs) dont le total peut être évalué à 17 fr. 87 (1) se trouvait vraiment dans une situation désavantageuse. Malgré cela la production française qui, dans les années qui suivirent immédiatement les conventions de Bruxelles avait fléchi, puisqu'elle était tombée de 1.100.000 tonnes en 1901 à 727.000 tonnes en 1903, s'était, en 1912-1913, sensiblement relevée ainsi que le prouve la statistique suivante que nous empruntons au *Bulletin de statistique et de législation comparée* de 1913 (2).

Campagnes	Quantité de sucre exprimé en raffiné
1903-1904	727.267.622 kilogs
1904-1905	562.736.217 »
1905-1906	984.671.855 »
1906-1907	682.851.454 »
1907-1908	656.832.135 »
1908-1909	723.081.664 »
1909-1910	733.901.598 »
1910-1911	650.487.730 »
1911-1912	465.377.621 »
1912-1913	877.656.149 »

Au point de vue de la production du sucre nous ne venions qu'au quatrième rang. Le chiffre donné par l'Association de statistique internationale pour la campagne 1910-1911 indique que l'Allemagne tenait la tête des pays producteurs de sucre de betterave, elle avait cette année-là 354 fabriques qui travaillèrent 15.753.403 tonnes de betteraves et produisirent pendant la campagne 1910-1911 : 2.574.116 tonnes de sucre

(1) Annexe au Rapport présenté par M. Saillard sur les frais de fabrication de la sucrerie en 1917-1918.

(2) P. 735.

brut. La Russie occupait le second rang, elle avait 275 fabriques qui ont travaillé 13.132.400 tonnes de sucre brut. L'Autriche-Hongrie venait ensuite, elle était inférieure à la France pour le nombre des fabriques qui s'élevait à 203 seulement contre 240 chez nous, mais nous avons dit que ces fabriques étaient en général plus importantes que la plupart des nôtres. Elles ont travaillé 9.981.000 tonnes de betteraves et produit 1.242.309 tonnes de sucre brut. D'après les renseignements puisés à la même source, la France occupait en 1911 le 4^e rang des pays producteurs de sucre de betterave de l'Europe avec une production de 722.818 tonnes de sucre brut. Derrière notre pays venaient les Etats-Unis qui produisaient 455.220 tonnes ; la Belgique avec un contingent de 280.000 tonnes, puis la Hollande avec 214.700 tonnes. Quant aux autres pays d'Europe, leur production réunie s'élevait en 1911 au chiffre de 1.033.000 tonnes de sucre brut (1).

Si l'industrie sucrière française, malgré les conditions désavantageuses dans lesquelles elle se trouvait pour lutter contre les producteurs de sucre étranger, a pu cependant surmonter sans trop souffrir toutes les difficultés avec lesquelles elle s'est trouvée aux prises, c'est, nous l'avons déjà dit, grâce aux progrès techniques qu'elle a accomplis et à sa très grande vitalité, mais c'est aussi et pour une large part, parce que ces luttes qui durent depuis son existence même n'ont pas seulement excité chez nos fabricants l'esprit d'initiative et le sens du progrès, mais parce qu'elles ont aussi créé entre eux un lien très fort de solidarité qui les a poussés à chercher dans les unions corporatives le moyen de défendre leurs intérêts si fréquemment menacés et de travailler à l'amélioration des conditions de leur industrie. Il nous est impossible de ne pas dire quelques mots de ces organes corporatifs qui sont la force même de l'industrie sucrière française et qui, nous le

(1) V. Saillard, *Betteraves et sucrerie de betteraves*, p. 190 et suiv.

verrons, ont joué pendant la guerre un rôle important. Il s'agit du Syndicat des Fabricants de sucre de France et du Laboratoire de ce Syndicat. Nous aurons également à parler d'une institution qui malheureusement ne fonctionne plus actuellement, mais qui montre jusqu'à quel point les Représentants de notre industrie sucrière avaient le sens du progrès et de l'organisation scientifique de leur fabrication. Cette institution est l'Association internationale de statistique sucrière.

C'est à la suite de la loi du 7 mai 1864 qui avait supprimé l'abonnement et rétabli pour la perception de l'impôt la classification des sucres en types, qu'une assemblée générale des délégués de la sucrerie eut lieu à Douai, en 1867, pour examiner la situation créée par cette loi qui, nous l'avons dit, avait mécontenté tout le monde. Jusqu'à cette époque il y avait bien eu des assemblées des représentants des sucreries réunis dans le but de chercher les moyens de mieux défendre leurs intérêts, mais ces assemblées s'étaient bornées à émettre des vœux et à demander l'appui des pouvoirs publics (1). En 1867 il en fut tout différemment. Après avoir constaté qu'il était, d'un intérêt de premier ordre pour la sucrerie indigène d'être représentée d'une manière officielle et constante auprès des pouvoirs publics et des administrations, et que le sentiment de solidarité qui animait tous les Membres de cette industrie devait se manifester par une unité de vues qui ne pouvait pas toujours se rencontrer chez des hommes, compétents sans doute, mais agissant isolément, sans programme, exposés à des contradictions; l'Assemblée décida que tous les groupes se réuniraient, afin de désigner des délégués pour constituer un « Comité central » qui représenterait à l'avenir l'universalité des intérêts de la sucrerie indigène. Telle est l'origine du

(1) V. pour tout ce qui concerne la question du Syndicat des fabricants de sucre l'article de M. Mazuriez dans l'*Hist. cent. de la betterave*, p. 76 et suiv.

Syndicat actuel. Le premier bureau du Comité central fut composé ainsi qu'il suit. MM. G. d'Hargival, président ; Vion, vice-président ; Horrer, vice-président trésorier ; Villain et Mariage, secrétaires.

L'article premier du règlement définissait de la façon suivante l'objet de l'association.

« Le Comité central des délégués de la sucrerie indigène est institué en vue de veiller aux intérêts généraux de cette industrie ; de se faire, vis-à-vis des pouvoirs publics, l'organe de ses vœux ou de ses réclamations, et d'étudier tous les faits scientifiques, économiques ou commerciaux, tous les actes législatifs ou d'administration, qui peuvent influencer sur les progrès et les développements de la fabrication et du commerce des sucres.

« Il sert de lien et de centre aux comités locaux ou aux cercles de manière à réunir leurs efforts dans l'intérêt commun et à réaliser ainsi l'Association générale des fabricants de sucre de betterave. »

Le premier acte du Comité central fut de protester contre les conventions internationales conclues en 1867 entre la France, la Belgique, la Hollande et l'Angleterre pour déterminer le rendement des sucres bruts ou raffinés en vue de l'exportation. Ces arrangements internationaux plaçaient, en effet, la sucrerie française dans un état d'infériorité vis-à-vis de l'Allemagne et de l'Autriche dont le système de perception de l'impôt permettait à l'industrie de ces pays d'obtenir des bonis de fabrication très élevés, ce qui permettait aux fabricants allemands et autrichiens de supporter facilement la surtaxe de 2 francs appliquée à l'entrée de leurs sucres en France et de venir sur notre marché concurrencer efficacement nos produits nationaux.

Pendant toute la durée de son existence, le Comité central s'occupa activement de toutes les questions intéressant la sucrerie, il serait trop long et en dehors du cadre de cette étude

de faire ici l'historique de ces travaux ; rappelons toutefois les principales de ces questions qui sont : les types de nuance ; l'analyse polarimétrique ; l'exercice des raffineries ; le travail des femmes et des enfants ; l'assurance mutuelle contre l'incendie ; l'amélioration de la graine de betterave ; les arbitrages à la Bourse de Paris ; les subventions industrielles ; l'impôt foncier ; les patentes ; le warrantage des sucres ; la fabrication, etc. (1). Tous ces travaux et les solutions préconisées étaient portés à la connaissance des adhérents au moyen d'un bulletin trimestriel et d'un organe officiel, le journal *La sucrerie indigène*.

En 1881, le Comité central, estimant qu'il y aurait avantage à admettre dans son Association les représentants des colonies françaises, en vue de la défense de leurs intérêts communs, fit des avances dans ce but. MM. Couturier et Lepelletier de Saint-Remy furent élus délégués au Comité, le premier par la Guadeloupe, le second par la Martinique. A la suite de cette extension, l'Association prit le titre de : « Comité central des Fabricants de sucre de la France et des Colonies françaises ».

A cette même époque, le Comité poursuivait l'étude du changement de législation qui paraissait indispensable à l'avenir et au développement de l'industrie sucrière. Cette fois cependant son action fut moins heureuse, il croyait en effet trouver le salut dans un nouveau mode d'impôt : « Le droit unique de 25 francs par quintal de sucre de toute espèce ». Une proposition en ce sens fut faite par le Comité en 1882 au congrès de Saint-Quentin qui l'adopta en même temps qu'il repoussait à la presque unanimité le système d'impôt sur la betterave. La question de l'impôt fut d'ailleurs soumise à nouveau à l'examen du congrès d'Amiens en mai 1883, le Comité central y préconisa le droit unique de 25 francs, mais cette

(1) V. *Hist. cent. de la betterave*, p. 78.

fois le congrès ne s'arrêta pas à ce seul projet et il décida qu'en dehors de ce système, il y avait lieu de prendre également en considération l'impôt sur la betterave et l'impôt sur la masse cuite. On sait comment la question fut tranchée en 1884 par l'adoption de l'impôt sur la betterave qui avait fait la richesse de l'industrie sucrière allemande et autrichienne.

En 1886, le Comité central disparut et fut transformé en conformité de la loi du 21 mars 1884 en un Syndicat professionnel qui prit le nom de « Syndicat des Fabricants de sucre de France ». Aux termes de l'article 3 des statuts de cette association, elle a pour objet l'étude et la défense des intérêts commerciaux, techniques et économiques de la sucrerie française, et pour but spécial : 1° d'étudier toutes réformes économiques dont les circonstances démontreraient la nécessité et de les soutenir auprès des Pouvoirs publics ; 2° de créer et de diriger des offices de renseignements pour les offres et demandes de produits, machines et matières servant à l'industrie du sucre et à la culture de la betterave ; 3° de servir au besoin d'intermédiaires, sans engager la responsabilité du Syndicat pour l'achat des appareils et matières utiles aux fabricants de sucre, même pour faciliter la vente de leurs produits, notamment à l'exportation, et pour améliorer les conditions de transport ; 4° de leur donner des avis et consultations, et, au besoin, de leur fournir des experts et des arbitres pour les différends se rattachant à leur spécialité. Le Syndicat est administré et dirigé par une Chambre syndicale composée de membres élus par des groupes locaux d'adhérents au syndicat. Ces groupes se composent de fabricants de sucre groupés par arrondissement, par département et suivant les circonstances locales. Ces circonscriptions sont déterminées par la Chambre syndicale (1). Chaque circonscription élit

(1) Ces circonscriptions sont au nombre de 16. Les lieux de réunion sont : Laon, Saint-Quentin, Rethel, Lille, Cambrai, Douai, Valenciennes, Compiègne, Arras, Béthune, Saint-Omer, Abbeville, Péronne, Remy

un nombre de membres de la Chambre syndicale proportionnel au nombre de suffrages qu'elle représente. Ce nombre est calculé d'après la production de chaque usine en sacs de 100 kilogrammes mais nul ne peut voter avec plus de 20 voix. Toutefois, le propriétaire ou l'administrateur qui aurait droit à 20 voix ou plus par suite de l'importance de sa fabrication est de droit membre de la Chambre syndicale et ne concourt à l'élection des autres délégués de son groupe que pour l'excédent du nombre de suffrages auquel il a droit au-dessus de 20, sans que sa participation au vote puisse jamais être inférieure à 9 suffrages (1).

Les groupes locaux constituent leurs bureaux, se réunissent quand ils le jugent utile et adressent à la Chambre syndicale leurs observations et leurs vues sur tout ce qui touche à l'industrie sucrière. Au besoin la Chambre Syndicale réclame leurs avis sur les questions où elle juge utile de les consulter. La Chambre syndicale dont les membres sont élus pour 3 ans et sont rééligibles comprend en outre cinq membres élus directement par elle (2). Elle représente le syndicat auprès des pouvoirs publics et a mission de soutenir près d'eux toutes propositions ayant pour but l'amélioration de l'industrie sucrière. Elle prend toutes les mesures qu'elle juge utile en ce sens. Elle choisit, dans son sein, un bureau composé d'un président, de plusieurs vice-présidents, d'un secrétaire, d'un trésorier, etc... élus pour trois ans et rééligibles.

En outre, une assemblée générale de tous les Membres du Syndicat a lieu chaque année à Paris, à la date fixée par la Chambre syndicale ou son Bureau, enfin l'assemblée peut

Chaulnes, Paris (pour le groupe des fabriques isolées et le groupe de Seine-et-Marne). En 1913-1914 : 164 fabriques sur 211 avaient adhéré au Syndicat mais ces 164 fabriques étaient toutes en activité tandis qu'il n'y avait pas 211 usines actives à cette époque.

(1) Art. 5 des statuts.

(2) Art. 4 des statuts.

se réunir extraordinairement dans certains cas indiqués par l'article 10 des statuts.

Telle est cette organisation qui groupe le plus grand nombre des fabricants et qui a rendu depuis 1884 à l'industrie sucrière de réels services. Tous les travaux du Syndicat sont d'ailleurs portés à la connaissance des adhérents au moyen de la *Circulaire hebdomadaire* qui a été adjointe au *Bulletin trimestriel* et par *Le journal des Fabricants de sucre*. La circulaire officielle contient pour les fabricants de précieuses indications sur la fabrication et le commerce des sucres. Pour faciliter ses travaux et y apporter tout le soin et la compétence nécessaire, la Chambre syndicale a constitué plusieurs grandes commissions qui s'occupent, la première des questions techniques et agricoles et du Laboratoire, la deuxième, des questions de législation, d'assurances et d'impôts ; la troisième, des questions commerciales. Enfin, une Commission spéciale s'occupe de statistiques. Les titres mêmes de ces commissions nous dispensent de rappeler ici quelle a été l'activité du Syndicat des Fabricants de sucre depuis sa fondation. On voit que tout ce qui concerne cette industrie a retenu son attention et fait l'objet d'études sérieuses. Nous ne parlerons ici que de deux cas où, à notre avis, l'initiative du Syndicat a été des plus intéressantes et des plus fécondes. Il s'agit de l'adhésion en 1892 à l'Association internationale de statistique sucrière et de la création en 1899 du Laboratoire des Fabricants de sucre.

Comme le dit M. Hélot (1) : « Les industries qui mettent en œuvre des produits agricoles sont exposées à subir de grandes variations de prix, suivant l'importance des récoltes. De plus, le commerce, par ses spéculations, pousse souvent les mouvements de hausse et de baisse au delà des proportions normales. Il importe donc, au plus haut point, à ces industries,

(1) L'Association internationale de statistique sucrière, *Hist. cent.*, p. 110.

d'être renseignées en temps utile sur la véritable statistique des matières qu'elles ont à transformer et des marchés où se vendent leurs produits achevés ». Pendant longtemps les statistiques sucrières étaient demeurées le monopole de quelques statisticiens appartenant au monde du commerce. C'est au Comité Central que revient l'honneur d'avoir pris l'initiative vers 1878 d'enquêtes sur la surface ensemencée en betteraves. Le Syndicat des Fabricants de sucre donna à ces enquêtes une méthode plus précise. A partir de 1888 des études statistiques furent faites également par les fabricants de sucre de l'Allemagne et de l'Autriche. Puis des propositions furent faites aux associations sucrières des pays européens pour les engager à unir leurs efforts. En 1892, le Syndicat français adhéra à l'Union statistique sucrière d'Europe (1). Depuis lors des conférences statistiques sucrières ont eu lieu, la première à Gratz en 1894, la deuxième à Paris, en 1895, la troisième en 1896, la quatrième à Hochschneberg près de Vienne en 1906 et la cinquième à Francfort le 8 juin 1909. Dans ces congrès les méthodes de la statistique sucrière internationale et les formules d'enquêtes ont été successivement perfectionnées de sorte que ces consultations ont acquis une autorité incontestée.

Le Laboratoire des Fabricants de sucre créé depuis 1899 joue au point de vue de ces statistiques un très grand rôle qu'il est indispensable que nous indiquions, car tous ces renseignements ont leur influence, nous le verrons, sur le prix du sucre. En effet ces statistiques ont pour but de renseigner le plus exactement possible les adhérents de l'Association Internationale sur l'importance présumée de la récolte de l'année. Pour cela on fait quatre enquêtes auprès des fabricants : 1° une

(1) A cette association sont affiliés la plus grande partie des fabricants d'Europe. Le Syndicat s'est efforcé d'obtenir par le service consulaires des renseignements sur la production des pays sucriers d'outre-mer.

en mai, sur le nombre des hectares ensemencés ; 2° une en octobre, sur la quantité présumée de betteraves que les fabricants auront à travailler pendant la campagne et sur le rendement présumé qu'ils obtiendront en usine ; 3° une nouvelle enquête en novembre sur le même objet ; 4° une dernière enquête en décembre sur le même objet. Les résultats ainsi obtenus sont publiés, le même jour, dans tous les pays adhérents, de cette façon les statistiques officielles se trouvent devancées.

En outre, pour cette même association internationale de statistique, il est fait en juillet, août et septembre, des analyses hebdomadaires qui permettent de suivre le développement de la récolte.

Le Laboratoire suit en août et septembre quinze champs qui sont répartis sur les divers points de la région betteravière française : en Allemagne on en suivait 26 ; en Belgique 8, en Autriche-Hongrie une trentaine et depuis 1914, la Russie envoyait également des renseignements statistiques.

Les quinze fermes françaises envoient donc chaque semaine au Laboratoire vingt-cinq betteraves consécutives prélevées toujours sur la même ligne, du même champ, qui au commencement d'août représentait la moyenne des cultures de betteraves de la ferme, et comme développement et comme date d'ensemencement.

En même temps qu'elles envoient ces betteraves, les fermes indiquent l'écartement des lignes (une fois pour toute) et la longueur occupée, chaque semaine, par les vingt-cinq betteraves sur la ligne. Elles y joignent le poids des feuilles des vingt-cinq betteraves.

Au Laboratoire, les racines sont pesées après avoir été nettoyées, et le sucre est ensuite dosé. De cette façon le Laboratoire a tous les éléments pour établir le poids de sucre par racine, le nombre de pieds par hectare, et la quantité de sucre par hectare (pour chaque semaine on fait la moyenne du

nombre des pieds, qui se rapporte à toutes les semaines.) Les rendements en betteraves et en sucre par hectare auxquels on arrive par ce procédé dépassent toujours les rendements réels, mais ils sont comparables entre eux. D'après les résultats obtenus au cours des dix dernières années (1901-1911), le coefficient moyen par lequel il faut multiplier le sucre trouvé en terre, par hectare, à la fin de septembre, pour avoir le sucre industriel (exprimé en brut) par hectare, s'élève à 0.635.

Voici, d'après M. Saillard, à l'obligeance de qui nous devons presque tous nos renseignements sur la sucrerie indigène, un exemple qui montre comment ce coefficient a été établi pour l'année 1906-1907.

Nombre d'hectares ensemencés en France	207.710	hectares
Production française en raffiné, statistique officielle.....	682.852	»
Production en raffiné par hectare	3.296	kilogs
Production en brut par hectare	3.662	»
Sucre trouvé en terre par analyses à la fin de septembre	5.765	»
Coefficient par lequel doit être multiplié le sucre trouvé en terre par hectare (fin septembre) pour obtenir le sucre industriel (en brut) par hectare	0,635	

Chaque vendredi, le Laboratoire échangeait par télégramme avec les Laboratoires de Berlin, de Vienne, de Bruxelles (avec Kiew tous les quinze jours) les résultats obtenus (poids des racines et richesses saccharine) et ils étaient aussitôt publiés.

Etant donné la faible étendue des champs d'expérience, relativement à l'étendue des emblavements de chaque pays, cette manière de suivre la récolte de betteraves peut assurément donner lieu à des erreurs, si on ne considère que les champs d'un seul pays. Mais, si on met en comparaison d'une année à l'autre, l'ensemble des résultats obtenus en France, en Allemagne, en Autriche, en Belgique et en Russie, elle

donne les appréciations les plus exactes qui existent à l'heure actuelle.

On comprendra toute la valeur de ces renseignements si l'on considère que, ainsi que nous aurons l'occasion de le voir, en France, en Allemagne, en Belgique, les cours du sucre se règlent d'après les cours du sucre sur le marché d'exportation, c'est-à-dire sur le marché de Londres, et tous les pays exportateurs exercent sur ces cours, une part d'influence qui dépend de l'importance de leur récolte, — la Russie exceptée.

En outre comme les conditions météorologiques ont une très grande influence sur le développement de la betterave et sa teneur en sucre, depuis 1894, une organisation de soixante bureaux météorologiques fournit chaque semaine des observations au Syndicat, qui les publie aussitôt dans sa *Circulaire hebdomadaire* sous forme de tableau synoptique.

Ce ne sont pas là d'ailleurs les seuls services que le Laboratoire rend aux fabricants de sucre. Depuis sa création on peut dire qu'il a été l'initiateur de perfectionnements et de progrès par les nombreuses recherches et les nombreuses expériences auxquelles il s'est livré, sous la haute direction de M. Saillard, sur la culture de la betterave, la diffusion, l'épuration des jus, l'évaporation, les mélasses, le charbon, etc... (1).

Tel était l'état dans lequel se trouvait l'industrie de la fabrication du sucre de betterave en France au moment où éclata la guerre, nous voudrions avoir montré par le trop court exposé qui précède que cette industrie obligée de se défendre perpétuellement contre les exigences du Trésor et contre la concurrence soit des colonies, soit de l'étranger, était malgré les rudes coups qu'elle avait supportés, demeurée très vivace et qu'elle était parvenue par son organisation et ses méthodes à un tel degré de progrès que lors d'une séance de la Commis-

(1) *Hist. cent. de la betterave*, p. 104.

sion de Contrôle et de Taxation des sucres en 1916, le Rapporteur de la question de l'alcool pût dire : « Parmi les industries qui travaillent la betterave, et peut-être parmi toutes les industries agricoles de ma connaissance, il n'en existe pas en France, qui puisse rivaliser avec la sucrerie pour l'organisation qui est remarquable et pour la perfection de l'outillage et des méthodes scientifiques ».

..

Pour terminer notre étude de la production du sucre en France, il nous reste maintenant à parler des raffineries à propos desquelles, nous le verrons, s'est posée pendant la guerre la grave question de leur existence même.

Si l'industrie du sucre de betterave est d'origine récente, puisqu'elle ne date que du début du xix^e siècle, la raffinerie au contraire peut se prévaloir d'annales beaucoup plus anciennes. C'est en effet en 1471 que les Vénitiens commencèrent à pratiquer l'art de mettre en pains le sucre de canne que leurs vaisseaux rapportaient du Levant.

En France, c'est au xvi^e siècle que furent fondées les premières raffineries qui travaillaient les sucres d'Amérique. Les plus anciennes paraissent être celles de Rouen (1612), d'Orléans (1653) et de Nantes où l'on comptait en 1671, cinq raffineries importantes. Nous avons vu comment au début du xix^e siècle les raffineries des ports s'étaient liguées avec la marine et les producteurs coloniaux contre l'industrie du sucre de betterave. Au xvii^e siècle, c'est au contraire avec les producteurs coloniaux qu'elles sont en rivalité, nous n'entrons pas dans le détail de ces luttes qui faillirent être fatales aux colonies, mais qui n'ont plus qu'un intérêt purement historique, disons seulement qu'elles ont été causées par le système de Colbert qui tendait à développer notre expansion

coloniale tout en frappant d'un droit une denrée qui était alors considérée comme un aliment de luxe (1).

Les premiers fabricants de sucre de betterave raffinèrent leurs sucres dans leurs usines mêmes, de sorte que celles-ci furent dénommées sucreries-raffineries, par opposition aux usines dans lesquelles on ne travaillait que des sucres exotiques et qui furent appelées raffineries libres, parce que la loi de 1837 qui établissait le principe de l'exercice des sucreries de betterave, ne leur était point applicable. L'exercice des raffineries ne fut appliqué que par la loi du 5 août 1890. Le nombre de ces usines a diminué constamment, en effet, vers 1850 il y avait en France environ 300 petites raffineries, dix ans après il n'en existait plus qu'une cinquantaine. A la suite de la loi du 5 août 1890 le raffinage en fabrique prit une certaine extension : le nombre des usines qui n'était que de sept au moment où l'exercice des raffineries fut mis en vigueur s'éleva à seize en 1896 et à dix-huit en 1898, depuis lors ce mouvement s'est arrêté et le nombre des sucreries-raffineries a même sensiblement diminué, puisque d'après la *Liste générale des fabriques de sucre* de 1914 il n'y avait que onze sucreries-raffineries. Leurs produits d'ailleurs, et en particulier ceux des usines de Bourdon, de Nassandré, de Thumeries, de Sermaize, de Châlon-sur-Saône, etc... étaient parvenus à égaler et même, pour les sucres cristallisés extras en gros et petits grains, fabriqués notamment par les usines de Bourdon, à dépasser ceux des raffineurs. Quant au nombre de raffineries il était en 1914 de vingt-quatre (2), les usines sont installées, quelques-unes dans la région du Nord, mais le plus grand nombre à Paris et dans les ports où nous avons

(1) V. *Hist. cent.*, p. 94.

(2) 4 à Paris, 6 à Nantes, 3 à Marseille, 4 à Bordeaux, 2 à Tergnier, 2 à Lille et 3 à Marc-en-Barœul, Raismes et Vieux-Condé. En outre il existait 3 raffineries de mélasse, *Liste générale des Fabriques de sucre*, p. 52 et 53.

vu qu'était née cette industrie qui s'était installée dans les lieux de réception des sucres coloniaux et exotiques. Les plus importantes sont toutefois celles de Paris dont le chiffre moyen de production en raffiné a été pour la campagne 1912-1913 :

Say, 148.082 tonnes ; Lebaudy, 83.396 tonnes ; Sommier, 60.770 tonnes.

Ensuite viennent les raffineries de Marseille qui travaillent surtout pour l'exportation. En 1912-1913 la raffinerie Saint-Louis a produit 57.926 tonnes, Saint-Charles, 52.554 tonnes et celle de la Méditerranée, 36.434 tonnes.

Les raffineries de Nantes ont eu pendant cette même campagne le chiffre de fonte suivant : Chantenay, 23.677 tonnes ; Cossé-Duval, 3.861 tonnes ; Pellerin et C^o, 3.325 tonnes ; Billard, 2.561 tonnes ; Corhumel, 2.557 tonnes ; Hubert, 124 tonnes.

Ces raffineries produisent une espèce particulière de sucre appelé sucre candi, qui est surtout fabriqué avec le sucre de canne et qui est employé principalement pour la fabrication des vins mousseux, des cognacs et des sirops de pharmacie. La fabrication de ces sortes de sucre exige un outillage spécial. Le raffinage du sucre et spécialement des sucres de canne permet également de fabriquer un sous-produit appelé vergoises ou batardes qui était surtout utilisé pour l'exportation dans l'Afrique du Nord.

Les raffineries de Bordeaux ont produit pendant l'année 1912-1913 : Frugés, 9.307 tonnes ; Tessandier, 9.160 tonnes ; Abribat, 5.846 tonnes ; Bertault, 5.693 tonnes (1).

Les travaux de raffinage exigent une consommation de charbon qui varie selon l'outillage des usines et la qualité de combustible, toutefois on peut dire qu'il faut en moyenne

(1) Tous ces chiffres ont été établis par le service des sucres d'accord avec les contributions indirectes.

pour raffiner 100 kilogrammes de sucre dépenser de 25 à 30 kilogr. de charbon (1). L'industrie de la raffinerie emploie un grand nombre de personnes, parmi lesquelles des techniciens et surtout un personnel féminin très important (casseuses, rangeuses, peseuses, empaqueteuses, etc...) Les salaires variaient suivant les usines, ils étaient pour les raffineries parisiennes, d'environ 12 francs par jour pour les spécialistes, de 5 francs pour les manœuvres et de 4 francs environ pour les femmes. En général les frais de main-d'œuvre pour le raffinage de 100 kilogrammes de sucre s'élevaient à environ 1 fr. 65, le total des frais généraux pour 100 kilogrammes de sucre s'élevait à 6 fr. 50 pour les cartons de 5 kilogrammes de sucre cassé. Cette somme constituait « l'écart de raffinage » entre le prix du sucre brut et le prix du sucre raffiné.

Les procédés de raffinage qui avaient été pendant longtemps ceux du début de cette industrie ont été perfectionnés au cours du XIX^e siècle. Actuellement, en effet, le sucre cassé en morceaux a remplacé avantageusement le sucre en pains. Aujourd'hui le procédé employé par la plupart des usines est celui de Adant qui a été breveté en 1887. Outre le sucre en morceaux et en pain, la raffinerie produit des déchets ou « traits de scie » qui constituent le sucre en poudre qui est employé surtout par les pâtisseries et les confiseurs et qui est vendu au détail pour les usages domestiques (2).

Les procédés de fabrication des raffineurs et leur matériel ne sont pas tellement compliqués que les fabricants de sucre ne puissent installer dans leurs usines le raffinage de leurs

(1) Rapports à la Commission de contrôle et de taxation des sucres présentés par MM. Garbado et Remy les 21 mai et 23 juin 1917.

(2) Les raffineries américaines produisent du sucre raffiné en grain qui n'est pas aggloméré en pain ou en morceaux mais livré tel quel à la consommation, ce sucre est connu sous le nom de granulé américain. Avant la guerre le sucre en morceaux était sur le point de passer de mode et tendait à être remplacé par le sucre granulé aggloméré.

produits. Nous avons vu qu'ils avaient résolu des problèmes techniques beaucoup plus difficiles et que certains d'entre eux avaient réussi à produire en fabrique des sucres aussi beaux que ceux des raffineurs. Mais, si l'organisation industrielle des fabricants de sucre est de tout point remarquable, il faut reconnaître que la raffinerie exige une organisation commerciale qui, sauf les quelques exceptions que nous avons indiquées, fait à peu près complètement défaut à la sucrerie. Le fabricant, en effet, n'a pas besoin d'un service commercial compliqué il vend, nous l'avons vu à l'avance, sa production de sucre de la campagne soit à un raffineur, soit à un courtier ou à un négociant en gros, personnages dont nous parlerons en étudiant le commerce des sucres, le risque qu'il court c'est que l'année soit mauvaise et la production délicate, dans ce cas au moment de remplir ses engagements, il devra acheter du sucre au cours du jour. Les raffineurs, au contraire, sont plutôt des commerçants que des industriels, c'est cette différence qui est cause des difficultés qui ont existé parfois entre eux et les fabricants de sucre. Ils sont obligés de bien connaître le marché intérieur et le marché étranger, ils ont des agents dans toutes les places qui visitent les clients, les suivent et sont au courant de leurs besoins en sucre. De là la nécessité pour les raffineurs d'avoir une organisation commerciale, dans cette organisation la raffinerie française est parvenue à un très haut degré de perfection, elle la doit surtout à ce qu'elle a été une des premières à comprendre les avantages de la concentration et que les raffineries sont devenues, avec le temps, de très grandes entreprises ayant de vastes usines et de puissants organismes commerciaux. D'ailleurs les raffineurs, de même que les fabricants, ont constitué un syndicat dont le siège social est à la Bourse du Commerce de Paris et qui a pour but de rechercher les moyens de perfectionner, tant au point de vue industriel que commercial, l'industrie de la raffinerie et de défendre auprès des pouvoirs

publics les intérêts des raffineurs. Cette organisation commerciale est si importante que c'est grâce à elle, nous le verrons, que l'industrie de la raffinerie a pu continuer à subsister en temps de guerre en raison des services considérables qu'elle rendait pour la répartition du sucre.

Nous avons ainsi étudié tout ce qui concerne la production du sucre de betterave tant en France qu'à l'étranger ; il nous reste à parler maintenant de la production du sucre de canne dans les colonies françaises et dans les autres pays.

SECTION III

La production du sucre de canne.

Le sucre de canne est connu depuis la plus haute antiquité. Toutefois, ce n'est qu'après la découverte de l'Amérique que la culture de la canne à sucre prit un essor considérable, en effet cette plante trouva sous le climat chaud et humide du Nouveau Monde des terres où elle réussit parfaitement. La première sucrerie fut créée à Saint-Domingue en 1506 ; de là, l'industrie du sucre passa à Cuba (1580), puis au Brésil et aux Antilles ; la Guadeloupe et la Martinique n'exploitèrent la canne que vers 1648. En 1762, l'exploitation de la canne devint la principale culture des colons français qui en tiraient du sucre, de la mélasse et du rhum. En 1790, il y avait, dans les ports français, une centaine de raffineries occupées au traitement des sucres des îles d'Amérique. Non seulement les colonies françaises fournissaient la presque totalité de la consommation en sucre de la métropole, mais il en était transporté une très grande quantité à l'étranger et, avant la Révo-

lution, le sucre français avait chassé les sucres étrangers de tous les marchés européens (1).

Depuis cette époque, nous l'avons vu, l'histoire du sucre de canne est intimement liée à celle du sucre de betterave. Nous n'aurons donc à parler ici que de la production du sucre de canne dans les années qui ont précédé la guerre, dans nos colonies et dans les autres pays producteurs de canne.

Les colonies françaises dans lesquelles on fabrique principalement le sucre de canne sont : La Réunion, la Guadeloupe et la Martinique (2). La question des sucres présentant certaines différences dans ces colonies, nous allons l'examiner tour à tour à propos de chacune d'elles.

A La Réunion, la campagne sucrière commence en août pour finir au mois de décembre. La canne n'est pas fournie aux usines uniquement par les planteurs. Elle est également cultivée sur une très large échelle, par les usiniers eux-mêmes dont la plupart possèdent d'importants domaines agricoles. (Il en est de même en France pour les fabricants de sucre de betterave.) On estime que les cannes de cette dernière provenance entrent en moyenne pour un tiers, et, dans certaines usines, pour près de la moitié, dans l'ensemble des cannes traitées. En raison de l'insuffisance des ressources locales, la plus grande partie de la main-d'œuvre est constituée par des travailleurs hindous engagés par contrats, et auxquels les employeurs doivent fournir, en plus de leur salaire, le logement,

(1) *Hist. cent.*, « Origine du sucre », p. 16.

(2) Les renseignements que nous donnons au sujet des sucres coloniaux sont empruntés au rapport de M. l'Inspecteur général des Colonies Rheinart. Ce rapport, rédigé le 22 mai 1916, devait être soumis à la Commission de contrôle et de taxation des sucres, mais il a été retiré par son auteur parce que les renseignements qui lui avaient été fournis sur la campagne sucrière 1916-1917 ne correspondaient plus à la réalité au moment où la Commission eut à discuter le prix des sucres coloniaux. Toutefois, les renseignements généraux qu'il donne n'en sont pas moins exacts, et nous avons cru pouvoir les utiliser ici.

la nourriture et les soins médicaux : toutes obligations dont l'exécution est strictement contrôlée par l'administration locale, et qui représentent, pour les grandes exploitations, une charge appréciable (1).

Le rendement à l'hectare est évalué à 45.000 kilogrammes de cannes dans les domaines où la culture est la plus soignée.

La tonne de canne donne en moyenne 90 kilogrammes de sucre et 20 litres de mélasse.

Les planteurs ne passent pas de contrat avec les usiniers, ils choisissent, entre plusieurs usines voisines, celle qui supporte les frais de transport des cannes de la gare à l'usine.

Les règlements entre usiniers et planteurs pour les cannes livrées se font au choix du planteur, soit en sucre, à raison de 63 kg. 560 de sucre premier jet, emballé, titrant 98°, par tonne de cannes, soit en argent, au prix affiché aux bascules des usines, prix qui suit naturellement les variations du cours du sucre en France.

Il existait, au début de 1914, dans la colonie, vingt et une usines en activité (2). Les usiniers vendaient presque tous, chaque année, à l'avance, aux raffineurs de la métropole leur production, d'après un contrat fixant les délais de livraison, la quantité approximative de sucre à livrer et le mode d'établissement du prix. Ce prix est basé sur le cours des 88° à la Bourse de Paris (tel qu'il est au jour du départ, ou à la veille de l'arrivée du navire, ou encore au jour fixé par le raffineur dans le mois suivant le départ, à condition, dans ce dernier cas, que le raffineur fasse connaître sa décision avant midi au jour choisi par lui).

(1) La Réunion tire en effet de l'Indo-Chine le riz nécessaire à l'alimentation de sa population de couleur (24.000 balles de 75 kgs par mois). Quant au charbon nécessaire aux usines, elle le fait venir soit de l'Indo-Chine, soit du Natal.

(2) *Liste générale des Fabriques de sucre de 1914.* En 1916, il n'y en avait plus que 14 en activité.

A cette base, on ajoute d'abord pour les premiers jets qui contiennent en réalité plus de 88° de sucre, la valeur des degrés en sus de 88°, soit 2 francs environ ; puis la détaxe de distance fixée à 2 fr. 50 par 100 kilogrammes de raffiné. Cette détaxe de distance est d'ailleurs réglée aux importateurs par la douane, non sous forme de remboursement en espèce, mais sous forme de certificats qui sont acceptés ensuite pour l'apurement des droits sur des sucres travaillés en admission temporaire. Ces bons doivent donc être négociés à des industriels susceptibles de les utiliser ; d'où les frais qui diminuent leur valeur nominale et dont il est fait déduction lorsque l'on veut établir la valeur nette de la détaxe de distance.

A la Réunion, la moyenne des titrages de tous les sucres est de 96°, soit, en raffiné, 94°,56.

Enfin, il convient de noter que les planteurs ne peuvent expédier ou vendre eux-mêmes le sucre qui leur est livré par l'usiner ; ils le vendent à des négociants sur place.

Le régime de l'industrie sucrière à la Guadeloupe se rapproche, par certains côtés, de celui que nous venons d'exposer pour la Réunion. En effet, dans cette île, comme à la Réunion, il existe des planteurs vendant aux usines les cannes qu'ils ont cultivées, et des usines tirant une partie de leurs cannes de l'exploitation de leur propre domaine agricole. Toutefois, le mode de règlement entre les planteurs et les usiniers n'est pas le même dans les deux colonies. En effet, à la Guadeloupe, ce règlement s'effectue d'après une formule dite « bordereau », dont les éléments ont été arrêtés, pour la première fois, en 1910, à la suite d'un accord entre les intéressés. D'après ce bordereau, le prix de base du règlement était fixé de la façon suivante : on partait du cours de 88°, auquel, pour les premiers jets, on ajoutait un écart de degré en sus de 88°, chiffre qui était fixé à forfait ; on augmentait le total ainsi obtenu de la détaxe de distance à raison de 2 fr. 50 par 100 kilogrammes de raffiné. De cette somme, il y avait lieu

de déduire, pour avoir la valeur nette de 100 kilogrammes de sucre : 1° Les frais de fabrication (personnel, combustible, matériel, etc.), et 2° les autres frais jusqu'à la livraison dans la métropole (frais de transport et de vente, droits de sortie, de prime sur nuance, fret, emballages, etc.).

D'après les statistiques officielles, le rendement industriel moyen des cannes à sucre récoltées dans la colonie pendant l'année 1913 a été de 7,61 0/0, de sorte qu'une tonne de canne est censée donner 76 kg. 100 de sucre et 30 litres de mélasse. Sur ce chiffre, 65 kilogrammes de sucre revenaient au planteur avec 25 litres de mélasse.

Il y avait, au début de 1914, à la Guadeloupe, seize usines en activité (1), dans l'ensemble des cannes travaillées, il allait compter un tiers de cannes achetées aux planteurs.

La campagne sucrière commence à la Guadeloupe en janvier et se termine en juillet. Le rendement moyen à l'hectare est estimé à 41.000 kilogrammes de cannes, ce qui donnerait 3.420.400 kilogrammes de sucre.

Le régime de l'industrie sucrière de la Martinique est différent de celui de la Réunion et de la Guadeloupe.

Sur les 15 usines de la Martinique, six, et non des moins importantes, traitent exclusivement des cannes cultivées directement par leurs soins sur leurs propres domaines. Les neuf autres achètent les cannes qu'elles travaillent à des planteurs avec lesquels elles sont liées par des contrats établis sur les bases suivantes :

1° Les cannes font l'objet, à la livraison, d'un premier règlement provisoire, sur la base du prix des 88° et à raison de 6 0/0 de sucre par 100 kilogrammes de cannes ;

2° Sur les résultats de la campagne, il est prélevé 3 0/0 pour les actionnaires de l'usine, ainsi que le montant des frais d'administration ;

(1) *Liste générale des fabriques de sucre, année 1914, p. 55.*

3° Le surplus des bénéfices est réparti, par parts égales, entre les fournisseurs de cannes et les actionnaires de l'usine.

Le rendement cultural était en temps normal de 40.000 kilogrammes de cannes à l'hectare.

Le rendement industriel d'une tonne de canne est estimé à 5,50 0/0, soit 55 kilogrammes de sucre premier jet, 0,75 0/0 de sucre de second jet, et 4 0/0 de mélasse. Lorsqu'on prévoit une hausse sur les rhums, les seconds jets et les mélasses sont transformés en rhums. A la Martinique, la campagne sucrière commence en janvier et se termine en juillet.

A ces colonies, grosses productrices de sucre de canne, il convient d'ajouter, pour donner une idée exacte de la production du sucre dans nos colonies, que l'Indo-Chine française produit aussi une certaine quantité de sucre qui n'est exporté en France et en Europe que pour une très faible quantité.

Voici, d'après les statistiques de l'Association internationale de statistique sucrière, quelle a été, depuis 1903-1904 jusqu'en 1910-1911, la production en sucre brut de la France et de ses colonies :

Campagnes (1 ^{er} sept. au 31 août)	Colonies fran- çaises. (en tonnes)	France (en tonnes)	Total (en tonnes)
1903-1904	116.155	794.500	910.655
1904-1905.....	94.604	614.700	709.304
1905-1906	78.807	1.076.200	1.155.007
1906-1907	109.410	747.100	856.510
1907-1908	115.990	718.900	834.890
1908-1909.....	119.561	791.600	911.161
1909-1910	99.576	803.000	902.576
1910-1911	119.534	722.818	842.352

Le chiffre de production des colonies en 1907-1908 est l'un des plus forts qui ait été atteint depuis 1894 ; il n'est dépassé que par celui de 1896-1897 qui s'élève à 121.700 tonnes.

*
* *

Voyons maintenant quelle était la production du sucre de canne dans les pays autres que les colonies françaises. D'après la statistique dressée par MM. Willett et Gray (1), les statisticiens bien connus, la production totale du sucre de canne en Amérique s'est élevée, en 1911-1912, à 4.190.670 tonnes (2) et en 1912-1913, à 4.413.302 tonnes. Le principal pays producteur du sucre de canne de l'Amérique est Cuba qui, en 1912-1913, a fourni un contingent de 2.428.537 tonnes. Ensuite, viennent les îles Hawaï, 488.213 tonnes, Porto-Rico, 350.323 tonnes, le Brésil, 204.000 tonnes, le Mexique, 148.672 tonnes, la République Argentine 147.248 tonnes, le Pérou (exportation), 140.000 tonnes, la Louisiane, 137.119 tonnes et Haïti, 84.000 tonnes, Demerara (exportation). 83.922 tonnes. Tous les autres pays n'ont pas une production qui atteigne 50.000 tonnes chacun.

La production du sucre de canne de l'Asie a été, en 1912-1913, de 4.183.081 tonnes. Dans ce contingent, les Indes anglaises entrent pour 2.583.600 tonnes, Java pour 1.331.180 tonnes, Formose pour 113.100 tonnes et les Philippines pour 155.201 tonnes.

L'Australie a produit 189.783 tonnes, savoir : Queensland 113.060 tonnes, La Nouvelle-Galles du Sud 16.723 tonnes, les îles Fidji (export.) 60.000 tonnes.

L'Afrique a produit 415.654 tonnes, qui se répartissent ainsi : Maurice 206.497 tonnes, Le Natal 82.589 tonnes, l'Égypte 58.000 tonnes, La Réunion (export.) 38.568 tonnes et le Mozambique 30.000 tonnes.

A ces chiffres, il faut ajouter la production de sucre de

(1) *Circ. heb.* du 20 septembre 1914. Estimation du 3 septembre 1914, p. 3.

(2) En tonnes de 1.016 kilogrammes.

canne de l'Espagne, qui s'est élevée cette année-là à 13.817 tonnes.

En 1912-1913, la production totale du sucre de canne dans le monde a été de 9.213.637 tonnes tandis que la production du sucre de betterave en Europe était de 8.341.063 tonnes et aux Etats-Unis de 624.064 tonnes, soit au total de 8.965.097 tonnes, d'où une différence en faveur du sucre de canne de 250.540 tonnes.

En 1890-1891, il en était tout différemment et la production du sucre de betterave, qui était de 3.640.000 tonnes, dépassait sensiblement celle du sucre de canne qui n'atteignait que 2.597.000 tonnes. Depuis lors, la différence a été constamment en s'atténuant jusqu'en 1904-1905 où la production du sucre de canne atteint à peu près celle du sucre de betterave; depuis cette date, les chiffres sont sensiblement les mêmes et bien souvent ceux du sucre de betterave sont dépassés, ainsi que le prouve la statistique suivante que nous empruntons au livre de M. Saillard (1) :

Campagnes (1 ^{er} sept. au 31 août)	Sucre de betterave (en tonnes)	Sucre de canne (en tonnes)	Total (en tonnes)
1904-1905.....	4.876.500	4.594.500	9.471.000
1905-1906.....	7.171.000	6.731.000	13.902.000
1906-1907.....	7.125.600	7.329.000	14.454.600
1907-1908.....	6.954.800	6.924.000	13.878.800
1908-1909.....	6.890.800	7.638.800	14.529.600
1909-1910.....	6.546.000	8.340.500	14.886.500
1910-1911.....	8.442.300	8.380.200	16.822.500

Ce développement considérable de la production du sucre de canne depuis le début du xxe siècle menaçait de créer des difficultés aux fabricants de sucre de betterave et de faire

(1) *Betterave et sucrerie de betterave*, p. 190.

renaître les vieilles luttes entre les deux catégories de producteurs, mais au moment où la guerre a éclaté, les pays gros producteurs de cannes et notamment Cuba se trouvaient à la veille d'une crise de surproduction. D'après M. Naudet (1), qui a étudié tout particulièrement cette question, l'industrie du tabac qui, dans ce pays, était tout entière entre les mains des Américains et des Allemands paraissait diminuer tout en changeant de zone, tandis qu'au contraire la culture de la canne à sucre prenait un développement extraordinaire, mais ce développement trop rapide, qui avait amené en 1914 une production de 2.600.000 tonnes, allait, par suite de l'avilissement des cours, entraîner une catastrophe qui aurait eu certainement sa répercussion sur le marché international des sucres. Nous verrons, en étudiant les campagnes sucrières postérieures à 1914, comment la guerre a entraîné subitement, dans l'île de Cuba, un afflux de capitaux et une prospérité inouïe de l'industrie du sucre de canne.

En résumé, de l'exposé rapide que nous venons de faire de la consommation du sucre dans le monde et de la production tant du sucre de betterave que du sucre de canne, il nous semble que les conclusions suivantes doivent se dégager. En France, l'industrie du sucre de betterave qui, à la suite des lois de 1884 et de 1897, avait atteint un très haut degré de développement et de perfection technique, avait été privée, par les conventions de Bruxelles de 1902 et de 1908, de son débouché extérieur le plus important, le marché anglais, et, par la suppression des primes à l'exportation, de son plus puissant stimulant. Toutefois, après quelques difficultés qui entraînèrent une diminution notable dans le nombre des usines, elle était parvenue à maintenir sa production à un

(1) Voyage aux Etats-Unis et à Cuba, dans *l'Economiste parlementaire* du 19 juillet 1916.

chiffre élevé, par l'extension des débouchés intérieurs et la création, notamment dans l'Afrique du Nord et surtout au Maroc, de nouveaux marchés où notre exportation de sucre allait pouvoir se développer. Au point de vue des débouchés donc, l'avenir paraissait assuré. Toutefois, l'industrie française n'était pas sans avoir de graves soucis dont le principal était, nous l'avons vu, le renchérissement de la matière première, la betterave, qu'il lui fallait disputer à la distillerie et que la suppression des primes ne lui permettait pas de payer aux prix rémunérateurs qu'elle donnait autrefois. Elle avait essayé, pour remédier dans une large mesure à cet inconvénient, de diminuer ses frais de production au moyen de perfectionnements techniques, mais elle n'était pas parvenue à couvrir, par ce moyen, le renchérissement de sa matière première, d'autant plus que la betterave française, par suite du climat, n'était pas aussi riche en sucre que la betterave étrangère. En outre, le coût de la main-d'œuvre avait renchéri. Aussi, notre industrie se trouvait-elle désavantagée au point de vue de ses concurrents étrangers et notamment des Allemands qui avaient une matière première plus abondante et plus riche, et obtenait la main-d'œuvre à meilleur compte, ce qui leur permettait d'avoir un prix de revient du sucre inférieur au nôtre.

A toutes ces difficultés, était venu s'ajouter un nouvel essor de la production du sucre de canne qui dépassait le chiffre de la production du sucre de betterave et occasionnait un avilissement des prix sur certains marchés. Comme on le voit, l'avenir s'annonçait, pour l'industrie sucrière, sous un aspect assez sérieux. Il paraît bien que dans certains pays et notamment à Cuba, où la production du sucre de canne avait atteint un essor trop rapide et trop vaste, une crise de surproduction allait se produire et que cette crise aurait eu une répercussion sur les marchés étrangers du sucre. Étions-nous à la veille d'une crise générale? — On ne peut, à notre avis, l'affir-

mer absolument. Toutefois, nous allons voir, en étudiant le commerce des sucres, quels étaient avant la guerre, en France et dans les divers pays, le prix du sucre et l'influence de l'état de la production universelle des sucre sur ce prix.

CHAPITRE II

LE COMMERCE DES SUCRES AVANT LA GUERRE

Avant d'étudier les multiples éléments qui servent à déterminer le cours du sucre, il est nécessaire que nous disions quelques mots des entrepôts et de l'organisation du marché du sucre français, et en particulier du marché de Paris, qui, avec ceux de Hambourg et de Londres, sont les marchés les plus importants et servent de régulateur aux cours du sucre.

Toute production exige, comme auxiliaire indispensable, un magasinage, mais cet auxiliaire prend une énorme importance lorsqu'il s'agit d'une industrie saisonnière et en particulier de la sucrerie qui doit fabriquer en deux ou trois mois le sucre qui sera consommé pendant toute l'année. Elle se trouve donc dans l'obligation d'emmagasiner plus des trois quarts de ses stocks. De là, la création de vastes magasins connus sous le nom d'entrepôts qui, pour la plupart, se trouvent être parfaitement outillés pour effectuer les délicates manutentions mécaniques rapides et économiques, ainsi que pour les chargements et déchargements de bateaux et de wagons à l'abri des intempéries. En France, où les entrepôts furent créés par Colbert pour emmagasiner les produits d'importation, « les entrepôts réels spéciaux des sucres bruts indigènes » furent établis par les lois du 11 août 1839 et du 31 mai 1846. Les plus anciens en date et les principaux sont

ceux de la Compagnie des Magasins et Entrepôts généraux de Paris qui occupent aujourd'hui les emplacements considérables du pont de Flandre, de la Villette et d'Aubervilliers. Ensuite, il fut ouvert, à diverses époques, des entrepôts de sucre dans plusieurs villes. Indépendamment de ceux qui existent dans les ports de mer, Calais, le Tréport, Boulogne, Rouen, Dunkerque, Bordeaux, Nantes, Marseille, Honfleur et le Havre, il y a des entrepôts dans les grandes villes de l'intérieur du pays, surtout dans la région où la culture de la betterave et la production du sucre sont très développées, à Orléans, Lyon, Valenciennes, Douai, Saint-Quentin, Amiens, Tergnier, Cambrai (Les magasins de la Société des Docks et Entrepôts de Cambrai, fondés en 1896, sont les plus importants des entrepôts de province), Péronne, Louches, Arras, Ham, Soissons, Thumeries. Tel est, dans son ensemble, l'important outillage de ces magasins nécessaires aux producteurs de sucre et aux consommateurs. Mais les entrepôts ne servent pas seulement à la conservation des stocks de sucre emmagasinés par les producteurs ou les importateurs de cette denrée. Ce sont aussi des établissements spéciaux soumis à l'exercice de la Régie et souvent astreints également au contrôle effectif d'institutions publiques telles que les Chambres de Commerce ou les Municipalités.

Enfin, au point de vue du commerce des sucres, ces magasins sont devenus un des rouages indispensables de ce commerce. En effet, ils facilitent les ventes et les achats par transferts, sans déplacements effectifs, au moyen d'ordres de livraison appelés « filières » ; ils permettent de warranter les marchandises, c'est-à-dire d'en mobiliser la valeur. De plus, grâce à leur personnel expérimenté, ils permettent d'effectuer les soins spéciaux et les reconnaissances des marchandises, les prélèvements et envois d'échantillons, les changements d'emballages, mélanges, réglages de poids, plombages de colis, etc. ils se chargent des assurances contre les incendies, opèrent

l'affrètement des bateaux et péniches, etc. Enfin, au point de vue qui nous occupe plus spécialement dans ce travail, ils fournissent, sur les stocks existant en magasins, des données précises dont la publication régulière est de nature à renseigner le commerce des sucres.

Voyons maintenant quel était, dans les années qui ont précédé la guerre, l'état de ce commerce, et tout d'abord indiquons, le plus succinctement possible, l'organisation ainsi que les conditions et usages du plus important de tous les marchés de sucre de France, le marché de Paris. A ce propos, nous ne rappellerons pas ici les crises qu'avait subies ce marché à la suite de la première convention de Bruxelles et de l'effondrement de quelques gros spéculateurs (1). Cette question n'offre pas, en effet, pour notre sujet, un intérêt direct ; nous aurons certes à dire quelques mots du marché à terme, mais pour ce faire, nous nous placerons exclusivement à l'époque qui a précédé la guerre.

On sait que les Bourses de marchandises, de même que celles des valeurs, sont placées sous l'autorité du gouvernement parce qu'elles remplissent, en quelque sorte, un service d'intérêt général qui a pour objet la circulation publique des valeurs ou des produits avec la détermination de leurs cours (Art. 71, C. Com.). Sous réserve de ce contrôle, l'administration intérieure du marché est laissée aux commerçants eux-mêmes. Depuis la loi du 21 mars 1864, la Bourse de commerce de Paris, qui nous intéresse spécialement, est administrée par le « Syndicat Général des Grains, graines, farines, huiles, sucres et alcool », qui n'est qu'un groupement fédératif de tous les syndicats particuliers ayant pour objet le commerce des diverses marchandises que nous venons d'énumérer (1). C'est ce syndicat général qui a seul qualité pour édicter le ré-

(1) V. Dunan, *La crise du marché des sucres en 1905*.

(2) V. art. 1^{er} des statuts de 1913 du Syndicat général.

glement intérieur de la Bourse. En outre, aux termes des art. 6 et 7 des statuts de ce syndicat en date du 1^{er} juillet 1913, en dehors des membres des syndicats qui le composent, le syndicat général peut accorder le droit d'entrée à toute personne dont la profession se rattache ou se rattachait directement ou indirectement au marché libre ou au marché réglementé de la Bourse de Commerce de Paris. Toutefois, ces personnes ne peuvent acquérir le droit d'entrée au Syndicat général et le conserver que si elles remplissent certaines conditions énumérées par l'art. 7 des statuts. Voici donc une première catégorie de personnes qui peuvent prendre part aux opérations de la Bourse de Commerce, et notamment au marché des sucres.

À côté des personnes faisant simplement partie du Syndicat général, il existe une Association syndicale dite Syndicat du Commerce des Sucres, constituée entre tous ceux qui, intéressés à un titre quelconque au commerce des sucres, ont adhéré aux statuts de ce syndicat et remplissent les conditions suivantes requises par les art. 3 et 4 de ces statuts. Pour acquérir et conserver la qualité de membre du Syndicat, il faut : 1^o être domicilié et patenté à Paris ou dans le département de la Seine ; 2^o jouir de la plénitude de ses droits civils ; 3^o se trouver *in bonis* ; 5^o acquitter le droit d'entrée individuel dans les locaux du Syndicat ; 4^o acquitter certains droits ; 6^o être agréé par la Chambre syndicale.

Avant d'étudier le mécanisme du Syndicat du commerce des sucres ainsi que les règles auxquelles sont soumis ses membres et qui constituent les « conditions et usages du marché de Paris », il nous paraît intéressant de retracer, à grands traits, l'historique de cette Compagnie, que nous devons à l'obligeance de M. Bertin, secrétaire du Syndicat, et qui n'a jamais été publié.

Depuis l'année 1829, il se traite à Paris des affaires à terme sur les sucres de betterave, dénommés sucres indigènes. En

effet, pour la première fois, le 26 novembre 1829, les courtiers de commerce cotent le « sucre indigène » sous la rubrique de Sucre brut indigène : 1^o au cristalliseur ; belle quatrième ; bonne quatrième ; ordinaire quatrième ; commun 2^o à la cuite (mêmes sortes que ci-dessus).

Le 31 août 1867, le sucre indigène n^o 2 fait son apparition à la cote officielle. Enfin, le 16 octobre 1868, le sucre blanc n^o 3 est admis à la cote. Les types de sucre servant de bases aux livraisons étaient établis sur la série des types dits « de Hollande » (1).

Le marché de Paris se basait sur les types arrêtés par les délégués des Chambres de commerce, mais ces types ne correspondant plus aux progrès de la fabrication et ne répondant plus aux besoins du commerce d'exportation, le commerce des sucres de Paris, d'accord avec la Fabrique dans son assemblée du 21 mai 1897, a décidé de les fixer lui-même désormais.

Jusqu'en 1883, bien qu'elles aient pris un énorme essor, les affaires de sucre se traitaient sur la foi des usages, usages qui furent codifiés bientôt sous la forme de marchés par la Compagnie des Courtiers de commerce, mais dont l'application donnait lieu à de fréquentes contestations. Les principales difficultés résidaient dans la liquidation des engagements, le mode de détermination de la qualité de la marchandise présentée en livraison. Le plus souvent, les contestations ne pouvaient être aplanies que par l'Assemblée générale dont les résolutions n'avaient cependant aucun caractère décisif, les personnes qui y prenaient part n'ayant, entre elles, aucun lien de droit. Pour mettre fin à cette situation préjudiciable à l'ampleur des transactions, 125 négociants, commissionnaires et courtiers en sucre se réunirent, le 19 octobre 1882, au Palais de la Bourse

(1) Tableau annexé à la loi concernant les usages commerciaux du 13 juin 1866.

qui était alors le siège officiel des affaires, pour instituer une « Commission » destinée à constater les usages suivis jusqu'ici et à les codifier dans un Règlement sur lequel se baseraient désormais les transactions. L'Assemblée ayant adopté le principe d'une commission des sucres, celle-ci fut constituée par le scrutin des 12 et 13 février 1883 et se mit aussitôt à l'œuvre pour l'élaboration d'un Règlement, sur les bases adoptées dans l'Assemblée générale préparatoire. Le premier règlement ainsi élaboré par la Commission des sucres porte la date de novembre 1883 ; il avait pour objet exclusif le marché des sucres blancs, marché qui est encore la base des affaires en sucre au marché de Paris. A cette époque, la commission des sucres avait son siège social au Cercle commercial du Louvre, où le Commerce des sucres avait pris l'habitude de tenir sa première réunion de la journée, la seconde se tenant à la Bourse des Valeurs. En 1887, l'édification d'une Bourse spéciale au Commerce étant décidée, et les affaires à terme devant s'y traiter exclusivement désormais, conformément à la loi, la Commission des sucres proposa au Commerce d'y transporter son siège et celui des affaires. Ce transfert n'eut lieu effectivement qu'en juillet 1887. C'est également à cette date que l'assemblée générale adopta à l'unanimité la proposition de la Commission des Sucres de se constituer sous une forme légale conformément à la loi du 21 mars 1884 sur les Syndicats professionnels afin de faire profiter le Commerce des sucres des avantages d'une Bourse spécialement destinée au Commerce. La Commission des sucres acquit, à la suite de ce vote, un caractère légal, elle devint la « Chambre syndicale du Commerce des sucres » et ses adhérents formèrent le Syndicat du Commerce des sucres.

Avant la guerre, ce syndicat groupait environ 150 membres. Il est dirigé par une Chambre syndicale qui est la représentation du commerce des sucres de Paris et qui a le titre officiel de « Chambre syndicale du Commerce des sucres à Paris ».

Elle est composée de neuf membres choisis dans le Syndicat ; ils sont élus par les membres du Syndicat au scrutin secret et à la majorité des suffrages exprimés. Ils sont nommés pour trois ans, mais la Chambre syndicale est renouvelable par tiers tous les ans au mois de janvier ; les membres sortants sont rééligibles.

Chaque année, après l'élection, la Chambre syndicale nomme son bureau composé d'un Président, d'un Vice-Président, et d'un Rapporteur-Trésorier.

La Chambre syndicale se réunit toutes les fois qu'il est nécessaire, sur la convocation de son Président ou sur la demande écrite de trois de ses membres. Ses délibérations exigent la présence d'au moins cinq membres, et ses décisions ne sont valables que si elles sont prises à la majorité absolue du nombre des membres présents. Cependant, en cas d'urgence, des règles exceptionnelles sont édictées par l'art. 9, § 2 pour les délibérations de la Chambre syndicale. C'est cette Chambre qui, nous l'avons vu, agréé les membres du Syndicat, pourvu qu'ils remplissent les conditions énumérées par l'art. 3. En outre, si elle le juge utile aux intérêts généraux du commerce des sucres, elle peut encore admettre dans le Syndicat, les raffineurs et fabricants de sucre non domiciliés et patentés à Paris ou dans le département de la Seine.

Outre la direction du Syndicat et des attributions d'ordre disciplinaire, indiquées dans l'art. 10, § 4, des Statuts, la Chambre syndicale a pour mandat plus particulier (Art. 10 § 2) : a) d'étudier toutes les questions relatives au Commerce des sucres et produits connexes en France comme à l'étranger. ou touchant les intérêts commerciaux des membres du Syndicat ; b) de confectionner et de garder les types servant de bases aux transactions du commerce des sucres, d'organiser et de surveiller le fonctionnement des commissions d'expertise ; de contrôler, si elle le juge utile, les sondages des sucres présentés à la Commission d'expertise ; c) de réglementer le dé-

tail du fonctionnement des liquidations tant pour l'endossement des filières que pour l'échange et le paiement des factures ; d) de fixer les conditions et usages du commerce des sucres, d'étudier et de soumettre à la ratification des membres du Syndicat, réunis en Assemblée générale ou appelés à se prononcer par voie de scrutin, les projets de règlements ou de modifications touchant aux conditions essentielles du marché et reconnues nécessaires ; e) d'interpréter les usages, règlements et statuts lorsqu'il se produit des doutes, contestations ou difficultés sur les applications ; f) de régler les différends, toutes les fois qu'elle y est invitée en qualité d'amiable compositeur, avec dispense des formes ordinaires de la procédure et jugeant en dernier ressort. Les parties, d'accord pour la prendre comme arbitre, s'engagent d'avance à se soumettre à ces décisions ; g) de surveiller les services généraux du Syndicat, notamment la liquidation, de veiller à l'observation des règlements et des statuts ; h) d'établir, chaque année, le budget du Syndicat, en recettes et en dépenses pour l'année suivante, et notamment de fixer la quotité du droit d'admission, le droit d'entrée individuel dans les locaux du Syndicat et, s'il y a lieu, une cotisation annuelle des membres ; i) de fixer également le coût de la filière et de l'endos, le coût du sondage par l'entrepôt et de l'expertise, ainsi que l'importance du cautionnement exigé des liquidateurs.

La Chambre syndicale agréée et révoque les liquidateurs et prononce l'admission au marché des divers entrepôts.

Elle organise le groupe qui constitue le marché et y exerce, quant aux membres du Syndicat, surveillance et discipline ; elle veille, en outre, à la régularité des cours inscrits ; sont seuls enregistrés les cours pratiqués entre les membres du Syndicat traitant en leur propre nom.

Ajoutons, pour terminer ce point, que l'art. 11 des statuts interdit, sous peine d'amende, aux membres du Syndicat exerçant la profession de courtier, commissionnaire ou négo-

ciant assujettis, de faire soit directement, soit indirectement, des affaires pour tout employé d'un membre assujetti du Syndicat, de même que pour tout liquidateur ou employé de liquidateur ; l'exclusion peut être prononcée en cas de récidive.

Ainsi, il semble bien résulter de l'étude de cette réglementation, qui a été plusieurs fois remaniée pour répondre aux besoins du Commerce des sucres, que toutes les précautions ont été prises pour évincer le plus possible du Syndicat les purs spéculateurs et pour n'admettre dans la Compagnie que les personnes s'occupant réellement du commerce des sucres, c'est-à-dire les fabricants, les raffineurs, les courtiers, les commissionnaires et les négociants en gros.

Le marché de Paris est le principal marché des sucres indigènes de France. Les conditions et usages du marché de Paris sont, nous l'avons vu, codifiés par les soins de la Chambre syndicale du Commerce des sucres, et publiés par la Bourse de Commerce de Paris sous le nom de « Règlement du marché des sucres blancs ». Toute affaire de sucre traitée aux conditions et usages du marché de Paris est régie par les dispositions du présent règlement, sans exception d'aucune sorte, et implique l'obligation formelle, pour toutes les parties contractantes, clients ou membres du Syndicat du Commerce des sucres à Paris, de s'y conformer réciproquement.

Aussi, aux termes de l'art. 27, quiconque ne faisant pas partie du marché de Paris traite aux conditions et usages de ce marché, soit par contrat de Commission, soit par contrat direct, avec un membre du Syndicat du commerce des sucres de Paris, doit, pour l'exécution de ses engagements, faire, dans les 24 heures, éléction de domicile à Paris.

La plus grande partie des dispositions contenues dans le règlement du mois de mai 1913 est relative aux filières, à la compensation, aux droits de l'acheteur et du vendeur, etc.

Nous ne parlerons ici que des clauses qui intéressent plus particulièrement notre sujet. Aux termes des dispositions du

titre I^{er}, le marché des sucres a pour base le sucre indigène de betterave blanc cristallisé, homogène et bien mélangé, classé au n° 3 des types dits du « Marché de Paris », d'un titrage de 99° et provenant exclusivement de la campagne de fabrication en cours au moment de la livraison. Cette campagne s'étend d'octobre à fin septembre de l'année suivante ; néanmoins le sucre nouveau produit en septembre est livrable dans ce mois. Le sucre est livrable à Paris, droits non acquittés, en sacs de 101 kilogrammes bruts, facturés pour 100 kilogrammes nets, dans les entrepôts agréés par l'Etat et admis chaque année par la Chambre syndicale. Les sucres ayant été acquittés et réintégrés en entrepôts sont exclus du marché. Le prix s'entend aux 100 kilogrammes nets, payable comptant sous escompte de 1/4 0/0.

Il existe, au marché de Paris, deux types, l'un n° 3 qui est le type commercial du sucre blanc, l'autre n° 2, ne différant que par la nuance, est soumis à une réfaction de 0 fr. 25 par 100 kilogrammes. Peuvent seuls être livrés les sucres acceptés à l'expertise comme nuance et sécheresse sur l'un de ces types. Ces types sont déposés à la Chambre syndicale du Commerce des sucres qui est chargée de les confectionner et qui en a la garde.

Les expertises dont s'occupe le titre II, se font à la Bourse de Commerce, par une Commission composée de 20 membres au maximum et désignée chaque année à cet effet. Ces membres sont choisis parmi les courtiers assermentés, les courtiers libres, les négociants et les commissionnaires faisant partie du Syndicat du Commerce des sucres à Paris.

En ce qui concerne la livraison des sucres, elle s'effectue par lots indivisibles de 100 sacs au moyen d'ordres de livraisons dits « filières » délivrés par le Syndicat. La filière ne peut comporter que 100 sacs. Toute marchandise, pour être mise en filière, doit être préalablement acceptée à l'expertise.

Nul ne peut émettre de filière, ni en endosser, ni en arrêter

s'il n'est membre du Syndicat du Commerce des sucres, domicilié et patenté à Paris. Les liquidateurs ne doivent recevoir d'endos que sur les personnes remplissant les conditions ci-dessus (art. 6, § 4).

Outre le sucre blanc n° 3, 99°, type du marché de Paris, la cote officielle mentionne le sucre roux à 88°, à propos duquel elle fait une distinction entre la « cuite » et les autres jets. Enfin, nous relevons encore à la cote officielle le sucre raffiné qui comprend deux variétés : 1° bonne sorte ; 2° belle sorte.

Il convient de noter ici que le marché de Paris est le seul où les affaires se traitent principalement sur le type n° 3 à 99° de polarisation. Si nous prenons en effet les cotes officielles des autres grands marchés d'Europe et d'Amérique, nous voyons que le sucre qui y est porté est du sucre à 88° (Londres, Anvers, Magdebourg, Prague) (1) et qu'à New-York, le sucre qui figure à la cote est le « centrifuge 96° ». Cette différence prouve que si d'autres pays étaient parvenus à produire le sucre en plus grande abondance que chez nous, nos procédés de fabrication étaient de beaucoup les plus perfectionnés, ce qui fait grand honneur à notre industrie sucrière dont nous avons indiqué plus haut les efforts.

Enfin, l'art. 26, titre IX du règlement du marché des sucres prévoyait le cas de guerre : « En cas de mobilisation générale suivie de guerre, dit ce texte, le décret de mobilisation sera réputé, sans possibilité de preuve contraire, un cas de force majeure entraînant la mise hors du commerce de tout ce qui faisait l'objet du marché ».

Les opérations faites sur les sucres à la Bourse de Commerce de Paris étaient celles qu'on fait habituellement dans les Bourses de marchandises et de valeurs ; le marché à terme, prohibé par la loi dans quelques pays étrangers, y était prati-

(1) *Circ. heb.*, Relevé des cotes officielles et commerciales sur le marché de Paris et des cours des principaux marchés étrangers.

qué sous toutes ses formes. On comprendra d'ailleurs aisément l'importance du marché à terme au point de vue du Commerce des sucres si l'on se souvient que les fabricants vendent, soit à des raffineurs, soit à des courtiers ou autres négociants en sucre, leur production avant le commencement de la campagne sucrière, c'est-à-dire avant fin septembre. On se base, pour passer les contrats auxquels donne lieu cette vente de « choses futures », sur le nombre d'hectares de betteraves achetés par les fabricants et sur le rendement moyen de betteraves par hectare et de sucre par tonne de racines ; en outre, le cours du sucre sur le marché de Paris joue un grand rôle pour la détermination du prix d'achat.

Grâce à la concentration très grande de l'industrie de la raffinerie, la spéculation avait pu un moment se livrer sur les sucres à des opérations hasardeuses qui aboutirent à des krachs dont le souvenir n'est pas encore effacé et qui eurent de très graves répercussions par suite du trouble qu'ils causèrent sur le marché de Paris. Toutefois, depuis ces événements qui remontent aux premières années du xx^e siècle, il ne semble pas que le marché à terme et la spéculation aient occasionné de bien grandes perturbations sur le marché de Paris. Le cours des sucres qui dépend avant tout de l'opinion sur le marché est, comme celui des valeurs, soumis à un grand nombre d'influences diverses. Toutefois, les plus importantes paraissent être l'importance des stocks dans les entrepôts, l'évaluation de la récolte non seulement en France et en Europe, mais dans le monde entier, évaluation au sujet de laquelle, nous l'avons vu, les fabricants sont admirablement renseignés, l'importance des importations et des exportations en France et à l'étranger, l'évaluation de la consommation en France et à l'étranger. A ce propos, la *Circulaire hebdomadaire* du Syndicat indique la consommation mensuelle des sucres dans les principaux pays d'Europe et les livraisons par les quatre principaux ports des Etats-Unis. Enfin, en dehors d'un grand nombre de menus

faits d'ordre occasionnel, il faut tenir un très grand compte d'un élément très important de la fixation des cours, l'*arbitrage*.

En effet, le marché de Paris est, nous l'avons déjà dit, avec le marché de Hambourg et celui de Londres, un des grands marchés régulateurs du prix du sucre dans le monde. Avant la guerre, le marché commençait à Hambourg à 10 heures (heure allemande), et à 11 heures à Londres, tandis qu'il n'était ouvert à Paris qu'à 13 heures. En outre, la clôture avait lieu à 3 heures à Londres et à Hambourg, et à 4 heures à Paris.

Le cours du sucre à Londres et à Hambourg servait donc à fixer le cours d'ouverture à Paris ; si, au cours du marché, le prix du sucre s'élevait à Paris, immédiatement des offres de vente arrivaient de l'étranger aux courtiers et autres négociants en sucre de Paris, et le cours baissait et tendait à se niveler sur ceux de Londres et de Hambourg ; la réciproque d'ailleurs se produisait, pour le cas où, malgré les droits de douane, il y avait intérêt à acheter du sucre à l'étranger pour l'importer en France, ou encore lorsque, dans un but de spéculation, on faisait des opérations à terme soit à Londres ou à Hambourg, soit à Paris.

Comme on le voit, les éléments de variation du cours du sucre étaient des plus divers.

Depuis 1891 jusqu'à 1913, la moyenne annuelle des cours du sucre blanc n° 3 sur le marché de Paris a été le plus souvent supérieure à 30 francs. Les moyennes les plus basses ont été de 22 fr. 18 en 1902, 25 fr. 47 en 1903, 25 fr. 78 en 1906, 26 fr. 08 en 1901, 26 fr. 68 en 1907, 26 fr. 79 en 1897, 28 fr. 62 en 1895 et 29 fr. 47 en 1904. Au contraire, les moyennes les plus hautes ont été atteintes en 1893 (42 fr. 50), 1912 (42 fr. 34), 1911 (41 fr. 48), 1910 (39 fr. 98), 1892 (38 fr. 64), 1891 (36 fr. 88), 1894 (32 fr. 50), 1905 (32 fr. 44). Enfin pendant les années 1899, 1909, 1900 et 1908, le cours moyen du sucre

a été respectivement de 31 fr. 89, 31 fr. 82, 30 fr. 90 et 30 fr. 21. En 1913, le cours moyen du sucre à Paris s'est élevé à 30 fr. 86.

Tel était, avant la guerre, l'état du marché de Paris grâce au règlement sur la base duquel toutes les affaires y étaient traitées et qui avait été amené à un très haut degré de perfection. Le renom du marché de Paris était universel et il était devenu l'un des premiers marchés de sucre, et, avec ceux de Hambourg et de Londres, l'un des marchés régulateurs des affaires dans le monde entier. Son utilité est incontestable, si l'on considère que la fabrication sucrière s'effectue en deux ou trois mois et que le fabricant de sucre doit vendre le produit fabriqué pour payer la matière première : le marché de Paris exerce sur le cours du sucre une influence modératrice en absorbant, au moment de la fabrication, ce que ne pourrait absorber immédiatement la consommation, et en fournissant ensuite celle-ci au fur et à mesure de ses besoins. Enfin, l'ampleur de ce marché permettant de traiter les affaires sur des époques éloignées fournit aux fabricants de sucre une base effective pour traiter avec la culture, à des prix lui assurant le bénéfice industriel auquel il a droit, et assure, par suite, à l'agriculteur, pour sa récolte future, un prix exempt d'aléas (1).

Si nous recherchons maintenant quel était le cours du sucre à la veille de la guerre en France et sur les divers grands marchés d'Europe ainsi qu'à New-York, nous voyons qu'en 1914, les stocks généraux de sucre en entrepôt à Paris (Sacs de 100 kilogrammes nets) étaient : en janvier 1.088.113, en février 918.652, en mars 730.120, en avril 705.811, en Mai 581.079, en juin 472.299, en juillet 340.895 et en août 310.768 sacs. A ces quantités, il faut ajouter celles qui se

(1) M. Bertin, *Historique du Commerce des sucres à Paris* (inédit).

trouvaient, pendant les mêmes mois, dans les entrepôts de province situés, nous l'avons vu, surtout dans le Nord. Au 31 juillet, il y avait, tant dans ces entrepôts que dans ceux de Paris, 782.611 sacs de 100 kilogrammes (blancs et roux). Quant à la cote du sucre, elle a été, cette année-là, en moyenne de 31 fr. 48 en janvier, de 32 fr. 43 à 32 fr. 01 en février, mars et avril, de 33 fr. 14 en mai, de 34 fr. 23 en juin, de 33 fr. 52 en juillet et de 37 fr. 71 en août.

Le 31 juillet 1914, les cours officiels du sucre étaient à Paris : blanc n° 3, 37 fr. 37, roux 88°, 30 fr. 625, à Londres 22 fr. 94, à Magdebourg 22 fr. 75, à Prague (ne cotait plus le 31 juillet). La dernière cote relevée est du 29 juillet ; elle est de 22 fr. 31. A New-York, 37 fr. 76 (1).

Maintenant que nous sommes arrivés au terme de cette étude générale du commerce des sucres en France, il nous semble que les conclusions suivantes se dégagent des chiffres que nous avons donnés.

Le prix du sucre indigène avait atteint, sur le marché de Paris, en 1911 et 1912, 41 fr. 82 et 42 fr. 34, chiffres que l'on ne retrouve qu'en 1893. On pourrait être tenté de croire que loin de faire présager une crise de surproduction possible, ces prix étaient plutôt l'indice d'une recrudescence de prospérité du commerce du sucre. Telle n'est pas cependant leur signification. Ces hauts prix tiennent nous avons déjà eu l'occasion de le dire, à ce que la récolte de la campagne 1911-1912 a été exceptionnellement déficitaire, non seulement en France mais dans les autres pays producteurs de sucre. Il y a là un état anormal et passager dont il n'y a pas lieu de tenir compte, la preuve en est dans le tableau des stocks généraux des entrepôts de Paris. En septembre 1911, c'est-à-dire au début de la campagne, les stocks en entrepôts étaient de 55.424 sacs,

(1) Les sucres cotés sur les marchés autres que celui de Paris ne sont pas des blancs n° 3 mais des sucres à 88° et à 96° (New-York).

alors que les années précédentes, ils étaient de 895.018 sacs en 1910, et en 1909 de 582.432. Ce stock de septembre 1911 est le plus faible qui ait été enregistré depuis 1894. La même constatation peut être faite à propos des stocks en entrepôts jusqu'au mois de juin 1912. En outre, en 1913, le cours moyen du sucre à Paris est tombé à 30 fr. 86, revenant ainsi à la moyenne à laquelle il était descendu en 1908 et 1909 pour ne remonter sensiblement qu'en 1910. En 1914, d'après les chiffres que nous avons indiqués plus haut, la moyenne paraissait devoir être un peu plus élevée qu'en 1913, car les chiffres par mois sont un peu supérieurs à ceux des mois correspondants de cette année. Il n'en demeure pas moins certain que depuis 1894, le prix du sucre avait baissé et qu'il tendait à se maintenir aux environs de 30 francs les 100 kilogrammes.

Ce prix aurait-il diminué encore ? L'augmentation de la production du sucre de canne était, à ce point de vue, une grave menace ; nous nous sommes laissés dire que, malgré le droit de douane de 6 francs, certains commerçants avaient cru de leur intérêt d'importer des sucres exotiques. La preuve en est dans l'augmentation des importations de sucre qui, si l'on excepte la campagne exceptionnelle de 1911-1912 où elles atteignent 187.366 tonnes, étaient passées de 81.462 tonnes en 1905-1906, à 101.191 tonnes en 1906-1907, à 108.031 tonnes en 1907-1908, à 115.333 tonnes en 1908-1909, et, après être tombées en 1909-1910 à 99.322 tonnes, étaient remontées en 1910-1911 à 145.792 tonnes et à 137.138 tonnes en 1912-1913.

Cette situation, en raison de l'augmentation de la matière première et des frais de fabrication, allait créer un état de malaise et de crise que prévoyaient les fabricants français qui cherchaient à sauver leur industrie si profitable à l'agriculture en demandant l'abaissement de l'impôt sur le sucre et la dénonciation des conventions de Bruxelles.

La guerre, loin de simplifier le problème, l'a, nous le verrons, aggravé en détruisant une très grande partie des usines françaises. Nous allons voir, dans la seconde partie de cette étude, quelles ont été les répercussions de l'invasion de notre territoire sur la production du sucre en France et le commerce de cette denrée. Jusqu'en 1916, l'Etat n'avait eu que peu d'occasion d'intervenir dans le ravitaillement en sucre de la population ; nous devons donc diviser notre étude en deux chapitres : le premier, qui sera consacré aux années 1914-1915, aura donc pour objet la période de ravitaillement par le commerce libre, tandis que dans le second, qui aura trait à l'année 1916, nous étudierons l'intervention de l'Etat dans le ravitaillement en sucre de la France. Dans ces deux chapitres, nous indiquerons, par comparaison et à grands traits, ce qui a été fait pendant le même temps, à l'étranger, dans les pays alliés en particulier, et aussi chez nos ennemis.

DEUXIÈME PARTIE

Le ravitaillement en sucre de la France pendant la période 1914-1916.

CHAPITRE PREMIER

PÉRIODE DU RAVITAILLEMENT PAR LE COMMERCE LIBRE (AOUT 1914-JANVIER 1916)

Au 1^{er} juillet 1914 (1), le stock général des sucres en Europe et en Amérique était évalué de la façon suivante, en tonnes : Europe 2.038.200, qui se répartissaient ainsi : France 261.400, Angleterre 315.300, Allemagne 790.000, Hambourg (au 25 juillet) 412.600, Autriche-Hongrie (1^{er} juillet) 429.700, Hollande 49.000, Belgique 80.500.

Aux Etats-Unis, il était de 392.000 tonnes au 29 juillet. A la même date, la statistique d'exportation, dans les ports de Cuba, donnait le chiffre de 322.000 tonnes, ce qui faisait au total pour l'Amérique 714.000 tonnes et au total général pour l'Europe et l'Amérique 2.752.200 tonnes. D'après la maison Czarnikow, il y avait sous voile, au 30 juillet, 59.350 tonnes.

Du fait de la déclaration de guerre, l'Angleterre, qui ne possède qu'une seule fabrique de sucre à Cantley (Norfolk), allait se trouver privée de ses gros fournisseurs de sucre habi-

(1) *Circ. heb.* du 2 août 1914, p. 6.

tuels : l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, dont les dernières exportations dans le Royaume-Uni s'étaient élevées, pour le sucre raffiné, pendant la période de janvier à juin 1914 à : Allemagne : 261.787 tonnes, et Autriche-Hongrie : 106.859 tonnes, sur un total de 465.900 tonnes. Pour le sucre brut, les exportations d'Allemagne pendant la même période s'étaient élevées à 126.403 tonnes, et celles de l'Autriche-Hongrie à 61.520 tonnes, sur un total de 189.153 tonnes. Pendant ce temps, les exportations de France s'élevaient pour le sucre raffiné à 2.393 tonnes, et pour le sucre brut à 115 tonnes. La Russie n'avait exporté à cette époque en Angleterre que 1.428 tonnes de sucre raffiné et aucune quantité de sucre brut ; ainsi l'Angleterre était donc le gros client des empires centraux pour le sucre. En outre, la production de ces pays allait faire défaut sur le marché international des sucres et créer une raréfaction ou moment où les besoins de cette denrée, notamment pour l'armée, allait prendre une plus grande importance. Or, en 1914, la production sucrière de l'Allemagne promettait d'être plus importante encore que les années précédentes ; en effet, les ensemencements en betteraves étaient passés cette année-là en Allemagne de 533.309 hectares en 1913 à 546.065 hectares en 1914, parmi lesquels figurent 1386 hectares cultivés à l'étranger (1).

La déclaration de guerre eut donc pour résultat de créer, sur les marchés régulateurs de Paris, de Londres et de New-York, une véritable panique qui se traduisit, pour notre pays notamment, par une élévation importante des cours.

*
* *

En France, le décret du 2 août 1914 concernant les réquisitions militaires mentionne le sucre parmi les denrées ali-

(1) *Circ. heb.*, 12 juillet 1914, p. 3.

mentaires susceptibles d'être réquisitionnées. En outre, de façon à réserver au ravitaillement de l'armée et de la population civile les stocks de sucre existant dans les entrepôts et dans les raffineries au moment de la déclaration de guerre, et dans le but d'éviter toute sortie de sucre à destination de l'étranger, un décret fut pris le 3 août 1914 qui prohibe la sortie et la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit, de transbordement et d'admission temporaire du lait pur, concentré ou sucré, et des sucres bruts, raffinés et candis. Toutefois, ajoute l'art. 1^{er} de ce décret, des exceptions à cette disposition pourront être accordées, sous les conditions qui seront déterminées par le Ministre des Finances.

Les mesures de réquisitions amenèrent une diminution importante des stocks de sucre destinés à l'alimentation de la population civile. De petites quantités furent mises à la disposition des Chambres de Commerce en vue de l'approvisionnement des industries transformant le sucre : chocolateries, biscuiteries, confiseries, etc. de façon à permettre à ces industries d'assurer un travail continu à leurs ouvriers et d'éviter le plus possible d'accroître le nombre, si grand à cette époque, des chômeurs. Quant à l'approvisionnement des négociants qui achètent le sucre pour le revendre directement, il doit être effectué par les raffineries. Mais les stocks des raffineries ne tardèrent pas à s'épuiser. Aussi, la crainte d'une disette de sucre amena nombre de consommateurs, dès le début des hostilités, à faire des provisions et à constituer des stocks familiaux.

Telles sont les causes principales qui ont provoqué, dès le début, l'élévation du cours du sucre. Aussi, lorsque le 19 octobre 1914, le *Journal officiel* publia une circulaire du Garde des Sceaux relative à la répression des actes d'accaparement et autres manœuvres frauduleuses tendant à la hausse artificielle des prix des denrées, le Syndicat des Fabricants de sucre, dans sa *Circulaire hebdomadaire* du 25 octobre 1914, fit

observer « qu'en ce qui concerne les sucres, la réquisition des
 « produits, même de ceux de la fabrication de 1914-1915, qui
 « ne sont pas encore extraits de la betterave, a les mêmes effets
 « que l'accaparement et son influence sur les prix est indéniable.
 « Le commerce qui veut acheter pour les consommateurs de
 « sucre et les industriels fabriquant des produits se heurtent à
 « des difficultés d'approvisionnement qui ne peuvent que
 « fausser les cours ».

Il convient d'ajouter également à ces causes que, par suite des transports de troupes et de matériel de guerre, les livraisons de sucre au commerce se sont trouvées souvent suspendues ou retardées. De là, une demande supérieure à l'offre, qui a entraîné la hausse des prix du sucre. Voyons quels étaient ces cours.

Dès la fin de juillet 1914, de graves inquiétudes s'étaient manifestées dans le monde de la Bourse de Commerce à l'égard du maintien de la paix. En présence de la tension politique extérieure, le Syndicat général décida, le 28 juillet, de suspendre jusqu'à nouvel ordre toute transaction sur le livrable et ensuite de s'ajourner *sine die*. C'est alors qu'intervint, pour le marché du sucre blanc, la fameuse clause de guerre que nous avons reproduite ci-dessus. Toutefois, il fut décidé que la Bourse de Commerce resterait ouverte pour les opérations au comptant. Ainsi, depuis fin juillet et pendant la période qui nous occupe, les affaires à Paris ont continué à se traiter au comptant seulement.

Les cours du sucre, pour les raisons que nous avons indiquées, oscillèrent dès le début de la guerre, dans des proportions considérables. Ainsi, en ce qui concerne le sucre blanc n° 3, le cours officiel qui était, en juillet, de 33 fr. 52, passe le 1^{er} août à 34 francs, puis à 35 francs, le 3 août ; il se maintient à ce taux jusqu'au 12 août où il monte à 37 francs, puis à 38 francs le 14 août, à 39 francs, le 19 août et atteint 41 francs et 40 fr. 50 du 22 au 26 août, ce qui représente, de fin juillet

à fin août, une hausse de 7 francs par 100 kilogrammes, c'est-à-dire de plus de 20 0/0 en l'espace de 20 jours.

Pour le sucre raffiné en pains, il était coté en juillet : bonne sorte 65 francs, belle sorte 65 fr. 50 ; il reste sans être coté jusqu'au 8 août, époque à laquelle les cours sont respectivement de 68 fr. 50 et de 69 francs ; ils s'élèvent rapidement à 71 francs et 71 fr. 50, prix auquel il se maintient du 14 au 26 août. La hausse sur le mois de juillet est donc de 6 franc par 100 kilogrammes.

Quant au sucre roux 88°, qui était coté 30 fr. 77 en juillet, il reste sans cote jusqu'à la fin d'août.

En septembre, la hausse continue et les cours passent, pour le blanc n° 3 de 39 francs, le 2 septembre à 42 et 43 francs, le 30. Quant au sucre raffiné en pain, il atteint le 30 septembre 78 fr. 50 la bonne sorte et 79 francs la belle sorte. Le sucre roux à 88° reste non coté.

La hausse pour le blanc n° 3 est donc de 3 à 5 francs, et pour le raffiné de 7 fr. 50.

En octobre, la hausse s'accroît encore. Du 7 au 28 octobre, le cours du sucre blanc n° 3 passe de 45 à 55 et 60 francs. Celui du raffiné en pain, bonne sorte et belle sorte, monte respectivement de 80 fr. 50 à 92 fr. 50 et de 81 francs à 93 francs. Soit, pour ce mois, une hausse de 10 à 13 francs par 100 kilogrammes pour le sucre brut, et de 12 francs pour le raffiné en pains bonne sorte. Toutefois, le point culminant est atteint en ce qui concerne le sucre brut qui, au mois de novembre, après s'être maintenu à 70 francs, jusqu'au 18 de ce mois, descend à 46 fr. 35 et 46 francs le 30 novembre.

En Angleterre, pendant cette même période de temps, le prix du sucre avait également augmenté et la marche ordinaire des affaires avait été complètement désorganisée dès le mois d'août. Ainsi le cours du granulé américain, qui était, aux 100 kilogrammes, de 69 fr. 40 le 19 août, atteint, le 16 septembre, 70 fr. 70. Il y a également augmentation pour toutes

les autres catégories de sucres cotés à Londres, qu'il s'agisse de raffiné, anglais ou exotique, ou de cristallisé. Dès le 16 septembre, on signale une demande importante, mais une réduction des approvisionnements qui fait que les affaires sont modérées et les prix fermement tenus (1).

Un article de la revue mensuelle *The International Sugar Journal* de Londres, traduit dans la *Circulaire Hebdomadaire* du 4 octobre 1914, nous apprend qu'il a fallu recourir à l'acquisition de sucre de canne pour combler le déficit occasionné par la suppression des importations d'Allemagne, d'Autriche et de France, et que d'importants contrats ont été conclus par le Gouvernement britannique, contrats suffisants en attendant, pour faire face, pendant une période prolongée, aux besoins réduits de la consommation anglaise. Ces achats, bien que les chiffres officiels ne soient pas connus, paraissent s'élever à 900.000 tonnes environ, dont 500.000 tonnes de Java, 250.000 de Cuba, 50.000 des Antilles et 100.000 de l'île Maurice. A ces 900.000 tonnes, il convient d'ajouter probablement 100.000 tonnes qui seront l'objet de chargements en dehors des achats du Gouvernement britannique.

La consommation normale et mensuelle du Royaume-Uni étant de 450.000 tonnes s'abaissera à 100.000 par suite de l'élévation du prix du sucre, de sorte que l'approvisionnement est assuré pour 10 mois. Quant aux stocks existant avant la déclaration de guerre, ils paraissent suffisants pour 5 ou 6 semaines. Peu avant le commencement de la guerre, le prix du sucre granulé a haussé jusqu'à 40 schellings par quintal anglais, et en Ecosse, le cours s'est élevé à près de 60 schellings (148 francs par 100 kilogrammes). Mais, par l'intervention du Gouvernement, fixant les prix de vente, les cotes ont rapidement baissé. Les vendeurs au détail sont autorisés à demander le prix maximum de 3 *d.* 3/4 par livre (0,77 par

(1) *Circ. heb.* des 20 et 27 sept. 1914.

kilogramme). Beaucoup d'importantes maisons faisant le commerce au détail ont même fait profiter le public du bénéfice résultant d'achats antérieurs et ont vendu le même sucre à 3 d. par livre (0 fr. 62 par kilogramme). Les stocks étant maintenus très bas, il se peut que, le prix de détail s'élève jusqu'au jour où les sucres bruts achetés par le Gouvernement commenceront à arriver plus abondamment. En outre, cet article signale que peu après le commencement des hostilités, quelques milliers de tonnes de sucre granulé américain ont été achetées au prix de 25 à 29 schellings (64 fr. 32 à 74 fr. 92 par 100 kilogrammes) cif. Aujourd'hui, ces prix se sont élevés à 74 fr. 40 par 100 kilogrammes cif. On a essayé de se procurer du sucre cristallisé russe *via* Odessa, mais les Dardanelles ne sont pas ouvertes au trafic, et les primes d'assurance pour couvrir les risques des steamers sont tellement élevées qu'elles ont un caractère prohibitif et rendent ainsi impraticables les affaires envisagées.

Ainsi, dès le début des hostilités, le Gouvernement anglais achetait du sucre exotique en quantité considérable et fixait le prix de vente maximum du sucre. Là d'ailleurs ne s'arrêtait pas son activité, et la circulaire du 1^{er} novembre 1914 nous apprend que les affaires sont très calmes à Londres et qu'on peut même dire qu'elles sont arrêtées à cause de la prohibition des importations de sucre publiée depuis le 26 octobre. Cette prohibition était faite sous les réserves suivantes (1). Si le sucre brut et raffiné n'est pas produit dans un pays ennemi, ou si le raffiné n'est pas produit avec du sucre brut fabriqué par un ennemi, la prohibition ne s'applique pas au cas du sucre, expédié du port d'envoi à destination du Royaume-Uni le 26 octobre 1914 ou avant cette date, ou importé sous contrat passé avant le 4 août 1914. Ainsi la prohibition était absolue à l'égard du sucre ennemi et tempérée par une

(1) *Circ. heb.* du 8 novembre 1914, p. 4.

disposition transitoire pour le sucre expédié avant la prohibition ou acheté avant le 4 août.

En France, pendant ce temps, le cours des sucres ne cessait de s'élever. Toutefois, au mois de novembre, nous l'avons vu, les sucres de betterave de la nouvelle récolte ayant fait leur apparition sur le marché, le prix du sucre granulé avait baissé et était tombé de 60 francs au 4 novembre à 46 francs au 30 de ce mois. En outre, il faut ajouter que l'une des causes de cette baisse avait été le bruit, dénué de fondement mais qui avait couru en Bourse, de l'importation de sucre danois qui ne devait pas avoir à acquitter la surtaxe de douane. De même le sucre raffiné en pain, dont le cours avait atteint, le 4 novembre, 95 francs et 95 fr. 50, tombe, pour les mêmes raisons, à 91 francs et 91 fr. 50, selon la sorte, à la fin de ce mois. En décembre, sous l'influence d'offres nombreuses des fabriques, offres nécessitées par les besoins d'argent, la baisse s'accroît et le cours du blanc n° 3, qui était le 1^{er} décembre de 46 francs, tombe à 44 fr. 75 le 24 décembre.

Le prix du sucre en pain descend à cette même date à 90 francs et 90 fr. 50 selon la sorte. Enfin, le sucre roux, 88°, qui avait été coté le 11 novembre à 55 francs et était tombé à 38 francs le 7 décembre, est coté à 45 francs le 23 décembre.

Les moyennes des cours pendant ces différents mois atteignent des chiffres qui n'avaient été atteints qu'en 1910 et 1911. La moyenne la plus forte, en effet, avant la guerre, est celle du mois de septembre 1911, où le cours moyen du blanc n° 3 atteint 58 fr. 19 pour les raisons que nous avons indiquées dans la première partie de cette étude.

Enfin, l'écart de raffinage, c'est-à-dire la différence entre le prix du sucre brut et celui du sucre raffiné, qui était en janvier 1914, de 7 fr. 52, passait au mois d'août à 8 fr. 25 et atteignait en décembre 19 fr. 01.

Cette situation n'avait pas été sans soulever des protestations en France, et les mesures prises en Angleterre avaient

trouvé dans notre pays de nombreux partisans. Dès le mois d'octobre 1914, le groupe des députés de Paris] avait été amené à étudier la question des approvisionnements de sucre, et M. Ignace, rapporteur de cette question, avait conclu en faveur de l'achat de sucre étranger par l'Etat, qui tiendrait à la disposition des raffineurs les quantités de sucre brut qu'il aurait acquises et les leur remettrait à un prix voisin du prix coûtant, mais l'Etat imposerait aux raffineurs l'obligation de ne pas dépasser un prix de vente maximum. Dès que les conclusions du rapport de M. Ignace furent connues, elles furent vivement discutées et critiquées non seulement par le Syndicat du Commerce des sucres à la Bourse du Commerce de Paris, mais aussi par le Syndicat des Fabricants de sucre de France. Contre le projet Ignace, on faisait remarquer que les mesures prises par le Gouvernement anglais et qu'on tentait d'introduire en France n'étaient nullement applicables à notre pays dont la situation n'était pas la même que celle de l'Angleterre qui ne produit pas de sucre, tandis que nos fabriques qui pouvaient travailler pendant cette campagne et payer ainsi la récolte de leurs cultivateurs, s'imposaient des frais de production extraordinairement élevés alors que les fabricants étrangers allaient profiter d'un renchérissement général sans aucun sacrifice de leur part. En outre, le Syndicat du Commerce des sucres s'élevait et protestait de toutes ses forces contre la suspicion de spéculation et d'agiotage qui était jetée publiquement sur tout un commerce sans qu'elle soit justifiée. Il protestait également au nom de la liberté du commerce et de l'intérêt général, contre la conception exposée dans le rapport de M. Ignace et qui tendait à supprimer tout un commerce pour le remettre entre les mains de l'Etat. « Sans vouloir nous étendre, ajoutait la lettre de M. Moutard, « président du Syndicat (1), sur les raisons économiques, ni

(1) Cette lettre, ainsi que la protestation du Syndicat des fabricants de sucre, se trouvent dans la *Circ. heb.* du 15 novembre 1914, p. 3.

« nous appuyer sur des précédents, nous croyons pouvoir
« affirmer que des achats faits par l'Etat seraient traités à des
« conditions plus onéreuses que s'ils étaient effectués par le
« commerce. De plus, nous appelons tout particulièrement
« l'attention de MM. les Députés de Paris sur ce point que
« c'est au moment même où l'on cherche à faire reprendre les
« affaires que l'on viendrait en supprimer une branche des
« plus importantes. Le commerce des sucres ne comprend pas
« seulement les raffineurs qui fournissent l'épicier et quelques
« industriels, il comprend également de nombreuses indus-
« tries, telles que la chocolaterie, la confiserie, la biscui-
« terie, etc., qui emploient différentes sortes de sucre, en
« concurrence avec la raffinerie ; il comprend également un
« grand nombre de représentants, d'agents, de courtiers, de
« négociants commissionnaires, de maisons de gros et de
« demi-gros. Va-t-on priver ces industriels et ces commerçants
« de la liberté de faire leurs affaires en vue desquelles on leur
« impose de payer une patente et de lourds impôts ?... »

De son côté, le Gouvernement français ne s'était pas désintéressé de l'approvisionnement en sucre du pays, d'autant plus que par suite de l'envahissement de la partie du territoire dans laquelle se trouvent situées la plupart des fabriques et des terres ensemencées en betteraves, sur l'évaluation de la production pour 1914, que MM. Willet et Gray aux Etats-Unis estimaient à 350.000 tonnes, il fallait compter un déficit d'un minimum de 100.000 tonnes. Aussi, dès le 23 octobre 1914, un décret édicta que « la sortie des sucres est
« prohibée dans les colonies et pays de protectorat autres que
« la Tunisie et le Maroc. Toutefois, des exceptions à cette
« disposition pourront être accordées dans les conditions qui
« seront déterminées par le Ministre des Colonies ».

Un arrêté ministériel de la même date publié à la suite de ce décret stipulait : Article unique. « Est autorisée dans les
« colonies et pays de protectorat autres que la Tunisie et le

« Maroc, sous les conditions actuellement prévues par les règlements sur la matière, la sortie des sucres à destination de la métropole. »

De cette façon, nous nous assurons la totalité de la production sucrière de nos colonies, de la Réunion, de la Guadeloupe et de la Martinique.

En dehors de cette mesure, il paraît bien que, dès 1904, des sucres ont été achetés à l'étranger pour le compte de la France ; en effet, dans leur *Weekly Statistical Sugar Trade Journal* du 19 novembre 1914, MM. Willett et Gray, à New-York, disent qu'on achète des sucres raffinés pour la France (le décret du 5 août avait bien prohibé la sortie des sucres de France, mais l'importation était demeurée libre), et que le montant des acquisitions pour cette destination s'élève déjà à 65.000 tonnes. En présence des besoins de la France et des besoins ultérieurs de l'Angleterre, il est heureux, ajoutent les auteurs de cet article, pour les acheteurs américains que la production cubaine promette d'atteindre 2.600.000 tonnes et celle de Java 1.500.000 tonnes (1).

Ces achats à l'étranger étaient rendus nécessaires par suite du déficit de la production française pour la campagne 1914-1915.

Avant d'étudier cette campagne à propos de laquelle, pour la première fois, il aura à exercer son action au point de vue du ravitaillement en sucre, il nous faut parler de la création du « Service de ravitaillement civil, » qui devait, par la suite, jouer un si grand rôle en notre matière.

Le décret du 8 septembre 1914 crée le Service du ravitaillement pour l'alimentation de la population civile et le place sous l'autorité du ministre du Commerce ; l'arrêté ministériel du 10 septembre 1914 définit ainsi les attributions de ce service à ses débuts : « Le service du ravitaillement a pour

(1) *Circ. heb.*, 13 décembre 1914, p. 7.

« mission de rechercher et d'évaluer les ressources existantes
« en denrées et marchandises essentielles à l'alimentation de
« la population civile. A cet effet, il fait connaître aux auto-
« rités les centres d'approvisionnements ou de dépôt et inter-
« vient pour faciliter le transport et la répartition des
« ressources selon les besoins de la consommation. Il fait pro-
« céder à des enquêtes et au recensement des entrées et sorties
« de marchandises, principalement dans nos ports ; il veille à
« la reconstitution des stocks au fur et à mesure de leur épuï-
« sement, et se préoccupe des quantités qu'il y a lieu d'im-
« porter de l'extérieur ; il s'entend avec l'autorité militaire
« pour faire concorder, suivant l'intérêt général, les disposi-
« tions à prendre ; en un mot, il centralise tous les renseigne-
« ments et prend toutes les mesures de nature à concourir au
« ravitaillement de la population civile ».

Ainsi cet arrêté donnait au service du ravitaillement civil un rôle très étendu comme informateur et conseiller, mais il ne lui donnait aucun pouvoir d'action directe. Au début, les informations qu'il recueillit permirent de faciliter les achats de nombreuses municipalités en blé, sucre, farine, charbon, etc. Quant aux opérations commerciales proprement dites, elles furent faites par les Chambres de Commerce des principales villes.

Dès le 30 septembre 1914, le ministre de l'Agriculture, le ministre du Commerce et le ministre des Finances soumettaient à la signature du Président de la République un décret prohibant, à dater du 1^{er} octobre, la sortie des betteraves destinées à la fabrication du sucre ainsi que leur réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt de transit, de transbordement et d'admission temporaire. Toutefois, des exceptions à cette disposition pouvaient être accordées. Ce décret (1) avait pour but de compléter celui du 5 août 1914 qui interdisait l'ex-

(1) Publié au *Journal officiel* du 1^{er} octobre 1914.

portation du sucre, en réservant à nos sucreries toute la matière première.

C'est dans ces conditions que s'ouvrit la campagne sucrière 1914-1915.

En raison de la mobilisation, survenue peu de temps avant l'époque habituelle de la mise en œuvre de la récolte betteravière, de graves difficultés se sont élevées pour l'arrachage et le transport des betteraves aux fabriques et pour le fonctionnement même des usines. Grâce aux actives démarches du Syndicat des fabricants de sucre, les difficultés relatives à la main-d'œuvre, aux transports de charbons, etc., ont pu être surmontées dans des conditions relativement satisfaisantes. La fabrication, néanmoins, a débuté beaucoup plus tard que d'ordinaire, le travail des usines a été très lent ; les quantités de betteraves traitées par 24 heures ont souvent été inférieures de moitié à la normale. Les fabricants ont paru éprouver des difficultés sérieuses pour l'écoulement de leurs pulpes et de leurs mélasses. En raison de la lenteur du travail, les frais de fabrication par tonne de betterave se sont accrus dans de fortes proportions. La fabrication a été rendue aussi plus coûteuse par le fait de sa prolongation inusitée et du renchérissement des objets de consommation (1).

Tandis qu'en 1913-1914, 206 usines avaient été mises en marche, 69 seulement ont travaillé en 1914-1915, qui se répartissent par départements de la façon suivante :

(1) Nous avons emprunté tout ce développement à l'article de M. G. Dureau. « L'Industrie du sucre et la guerre de 1914 », dans le *Bulletin de la Société d'Encouragement pour l'industrie nationale*, année 1915, p. 291.

Départements	1913-1914	1914-1915
Aisne	49	4
Ardennes.....	4	Néant
Nord	38	1
Oise.....	19	51
Pas-de-Calais	23	6
Seine-et-Marne	12	12
Seine-et-Oise.....	8	8
Somme.....	31	4
Autres départements.....	22	19
Total.....	206	60

Ainsi, pour l'ensemble du pays, la diminution du nombre des fabriques a été de 137.

Beaucoup de fabriques qui s'étaient trouvées dans la zone des opérations avaient, à la suite de la bataille de la Marne, commencé leur fabrication; c'est ainsi que le 17 décembre 1914, M. Saillard visita la fabrique de Meaux qui est l'une des plus belles de France. Il nous paraît intéressant, pour notre sujet, de parler ici de cette visite qui montre dans quelles conditions les fabricants des régions libérées de l'occupation ennemie ont travaillé cette année-là (1).

La sucrerie de Meaux est installée pour travailler journellement 2.200 à 2.300 tonnes de betteraves. Elle est alimentée par 12 râperies plus ou moins distantes de l'usine centrale; la plus éloignée est à 31 kilomètres de cette usine.

Faute de personnel technique, les râperies ne peuvent avoir cette année, dit M. Saillard, un travail aussi régulier qu'en temps ordinaire. C'est ainsi que certaines ne marchent que le jour. Le surveillant, pendant la nuit, fait seulement quelques soutirages pour que les jus ne stationnent pas trop longtemps dans la batterie non liquidée. Comme la sucrerie de Meaux se

(1) *Cir. heb.*, 3 janv. 1915.

trouve dans la zone des armées, les communications téléphoniques entre l'usine et les râperies ne sont pas permises par l'autorité militaire ; les ordres sont portés par des cyclistes qui doivent se munir chaque jour d'un laissez-passer, sans compter que leur service ne peut pas toujours être fait pendant la nuit.

Toutes ces circonstances font que le travail journalier de la fabrique est réduit de 25 à 30 0/0.

Au 1^{er} août, la fabrique n'avait pas encore reçu tous les couteaux de diffusion qu'elle avait commandés. Et comme les fournisseurs habituels se trouvent dans les régions envahies, il a fallu avoir recours à de vieux couteaux ou en commander de neufs en Angleterre à des conditions beaucoup plus onéreuses. Le poste et l'affûtage des couteaux a partout une grande importance, mais surtout dans une grande fabrique comme Meaux qui possède de nombreuses râperies. Les ouvriers affûteurs habituels sont mobilisés pour la plupart. On les a remplacés par des jeunes ayant moins de 18 ans. Ceux-ci apportent à leur tâche toute leur bonne volonté ; mais comme l'affûtage constitue un travail très délicat, on ne peut, du jour au lendemain, devenir un ouvrier habile. Il y a là une cause de difficultés et de perte de temps, car dans plusieurs râperies voisines des champs de bataille, on a beaucoup de couteaux détériorés par les balles et les objets divers qui arrivent jusqu'au coupe-racines, en même temps que les betteraves.

Le coke et la pierre à chaux (on emploie un mélange de pierre bleue de Belgique et de pierre du pays) qui avaient été commandés pour la campagne 1914-1915 n'étaient pas encore complètement livrés à la date du 1^{er} août. Les moyens de transport n'ont pas permis d'amener jusqu'à maintenant les quantités nécessaires. Aussi, pour parer au manque de coke, la fabrique a dû en préparer elle-même, à diverses reprises, dans les foyers des générateurs. Or, cette préparation né-

cessite beaucoup de main-d'œuvre, sans compter qu'elle doit être surveillée si on ne veut pousser trop loin la combustion du charbon.

Ce n'est que par un travail incessant et en mettant en œuvre toute son énergie et toutes les ressources d'un outillage perfectionné que M. Moussette, le directeur de la sucrerie de Meaux, parvenait à triompher des difficultés occasionnées à la fabrication par les événements. On comprend combien ces difficultés devaient être plus grandes encore pour les petites usines moins bien outillées.

Les 69 sucreries qui ont travaillé cette année-là ont mis en œuvre 2.624.462.100 kilogrammes de betteraves (1), dont elles ont extrait 302.960.875 kilogrammes de sucre exprimé en raffiné, y compris, à raison de 5 0/0, le sucre contenu dans les mélasses expédiées.

Le rendement industriel a été de 11,5 0/0, ce qui est normal; il avait été de 13,1 0/0 en 1912-1913, grâce à une qualité exceptionnelle de la matière première, mais il est supérieur de 0,1 à celui de 1911-1912 (11,4 0/0).

La densité moyenne des jus soumis à la défécation a été de 5,63 contre 5,81 en 1912-1913 et 5,51 en 1911-1912.

Le prix des betteraves, tel qu'il résultait des contrats passés au début de l'année 1914, aurait été de 28 fr. 27 par tonne, inférieur de 2 fr. 01 à celui de 1912-1913 (30 fr. 28), se rapprochant toutefois de celui de 1911-1912 (28 fr. 61). Mais il a été, en fait, modifié par des arrangements survenus après l'ouverture des hostilités. En effet, le ministre de l'Agriculture proposa, le 17 novembre 1914, aux betteraviers, pour fixer le prix de vente de la betterave, un accord qui ne fut malheureusement ni partout connu, ni partout observé. Cet accord entre les fabricants de sucre et les cultivateurs de betteraves repo-

(1) Tous les renseignements statistiques que nous donnons à propos de cette campagne sont empruntés au *Bulletin de statistique et de législation comparée*, année 1915, p. 879.

sait sur les bases suivantes : 1° prix de base : 20 ou 23 francs par tonne de betteraves à 7° de densité, avec majoration habituelle pour le dixième de degré en sus ; 2° partage, par portions égales, de l'augmentation du prix du sucre au-dessus de 35 ou 38 francs par 100 kilogrammes (1).

Les difficultés éprouvées par les industriels pour le transport des betteraves des champs à l'usine, l'approvisionnement de celle-ci en charbon, l'évacuation des pulpes et la main-d'œuvre ont été considérables. C'est ainsi que la tonne de charbon a été payée en moyenne 36 fr. 95 au lieu de 25 fr. 34 en 1912-1913. De même, les salaires moyens ont été, pour les hommes de 4 fr. 70 contre 4 fr. 56 ; pour les femmes de 2 fr. 33 contre 2 fr. 49, et pour les enfants de 2 fr. 41 au lieu de 1 fr. 97. Le prix de vente des pulpes s'est abaissé à 3 fr. 27 la tonne au lieu de 4 fr. 26 deux ans auparavant.

Si l'on cherche à se rendre compte de l'influence de chacun de ces éléments sur le prix de revient d'un quintal de sucre, on arrive aux résultats suivants :

Matière première : 24 fr. 49 en 1914 au lieu de 23 fr. 03 en 1912, soit en plus 1 fr. 46, sous réserve des arrangements auxquels il a été fait allusion plus haut ; charbon : 3 fr. 78 contre 2 fr. 26, en plus 1 fr. 52 ; salaires généraux : 2 fr. 41 contre 1 fr. 52, en plus 0 fr. 59. Atténuation provenant de la vente des pulpes : 1 fr. 37 au lieu de 1 fr. 55, d'où une perte de 0 fr. 18. Réunies, ces diverses différences démontreraient que le coût de production d'un sac de sucre se serait élevé de 3 fr. 75 par rapport à 1912-1913, sous réserve, bien entendu, de l'observation consignée plus haut relativement aux modifications qui ont pu être apportées aux conditions primitives des contrats d'achat des betteraves (2).

Ainsi, la campagne sucrière de 1914-1915 n'avait donné

(1) Dureau, article précité, p. 299.

(2) *Bulletin de statistique et de législation comparée*, année 1915, p. 879.

que 303.000 tonnes de sucre au lieu d'une production de 717.000 tonnes qui était escomptée ; de là, l'augmentation du prix du sucre que nous avons constatée plus haut et qui, pour le sucre cristallisé n° 3, malgré l'appoint sur le marché des quantités déjà produites, (ce qui, nous l'avons vu, avait entraîné une baisse), avait atteint en décembre 1914, 45.79. En effet, cette production, ajoutée au stock initial de 140.000 t. et à l'apport de 120.000 tonnes de sucre de nos colonies, ne donnait qu'un total de 563.000 tonnes. La consommation française étant, nous l'avons vu, d'environ 700.000 tonnes par an, il devenait donc nécessaire, dans ces conditions, d'importer du sucre exotique pour environ 250.000 tonnes.

Voyons maintenant quelle était, en 1914-1915, la production des autres pays en sucre.

M. Dureau, dans l'article précité, nous apprend que l'Association internationale de statistique sucrière a, paraît-il, été en mesure, malgré la guerre, de poursuivre ses enquêtes relativement aux résultats des récoltes de sucre en Europe. M. François Sachs, secrétaire de cette association à Bruxelles, s'est rendu en Hollande, d'où il a pu correspondre avec tous les pays. L'enquête sur les récoltes de sucre de betterave, faite à la date du 19 décembre 1914, a donné les résultats suivants : la production européenne de 1914-1915 aurait été de 7.393.550 tonnes en sucre brut contre 8.210.595 tonnes en 1913-1914, soit un déficit de 817.045 tonnes. Cette diminution semble avoir porté sur l'Allemagne (2.564.000 tonnes au lieu de 2.717.940), la Hongrie (448.900 tonnes au lieu de 517.170), l'Italie (166.700 tonnes au lieu de 328.333), l'Espagne, la Roumanie, la Suisse, la France, la Belgique, la Serbie et l'Angleterre. Au contraire, il y aurait eu excédent de récolte sur la campagne 1913-1914, en Autriche, en Hollande, en Suède, en Danemark et en Russie.

En février 1915, ce même M. Sachs, dans une communication à l'*International Sugar Journal* de Londres, nous apprend

que, grâce à une entente intervenue entre les fabricants de sucre belges, l'administration civile allemande et les agents des finances belges, 60 fabriques de sucre et 14 râperies ont été en état de travailler en 1914-1915 en Belgique. Seules, 9 fabriques de petites dimensions n'ont pas allumé leurs feux. Aucune fabrique de sucre belge n'a été détruite, sauf peut-être, celle de Warneton, sise près d'Ypres. La production du sucre en Belgique, ajoute M. Sachs, excèdera certainement 150.000 tonnes quantité de beaucoup supérieure aux besoins de la consommation en temps normal. Ainsi, du fait de la Belgique et de la production française qui a atteint 303.000 tonnes, l'estimation de la production européenne que nous avons citée plus haut apparaît donc comme trop faible.

D'ailleurs, d'après l'estimation des statisticiens de New-York, MM. Willett et Gray, au 21 octobre 1915, la production totale de l'Europe, pour la campagne 1914-1915, aurait été de 7.629.640 tonnes.

En ce qui concerne la récolte de sucre de canne, elle a été, toujours d'après Willett et Gray (1), de 9.926.523 tonnes, qui se décomposent comme suit :

	1914-1915	1913-1914
Amérique	4.971.283	4.983.432
Asie	4.999.245	4.051.730
Australie et Polynésie	342.000	355.000
Afrique.....	506.619	465.704
Europe, Espagne	7.376	13.231
Total	9.926.523 T.	9.869.097 T.

De sorte qu'en ajoutant aux chiffres de la production du sucre de betterave en Europe ceux des Etats-Unis 646.257 t. et du Canada 12.502 tonnes, la récolte du sucre dans le monde

(1). *Circ. heb.*, 14 nov. 1915, p. 8.

pendant la campagne 1914-1915 s'est élevée à 18.215.022 t. au lieu de 18.777.567 tonnes pendant la campagne 1913-1914, ce qui représente un déficit de 562.545 tonnes.

Ce déficit a été certainement une des causes principales de l'élévation du prix du sucre pendant l'année 1915, mais à cette cause, il convient d'en ajouter d'autres, inhérentes à la guerre, et dont les plus importantes sont les difficultés de transports, l'élévation du fret pour les sucres coloniaux et exotiques et pour les sucres indigènes, la rareté et le renchérissement de la main-d'œuvre, la hausse des matières premières et objets de consommation, l'altération des betteraves par la suite des gelées et la prolongation inusitée de la fabrication. A toutes ces causes, il convient d'ajouter l'influence qu'ont eue sur les cours les achats des Gouvernements.

Nous avons vu plus haut que dès le début des hostilités, le Gouvernement britannique, par l'intermédiaire d'une Commission appelée la Commission royale britannique des Sucres, s'était rendu acquéreur d'un certain stock de sucre exotique, de façon à assurer la consommation anglaise pour au moins dix mois.

En France, le Gouvernement ne pouvait, pendant la campagne 1914-1915, prendre les mesures générales qui furent prises pendant la campagne suivante ; il essaya toutefois d'atténuer les difficultés. Le ministre du Commerce arrêta, en décembre 1914, avec le ministre de la Guerre, le principe d'achats faits par l'Intendance pour rétrocession à la population civile. Des accords furent passés entre les deux ministères, pendant le premier semestre de 1915, pour une quantité totale de 78.000 tonnes. Les quantités rétrocédées aux Chambres de commerce, aux raffineries et à différentes industries pendant l'année 1915 et le début de 1916 s'élevèrent à 27.000 tonnes. L'opération fut close le 10 mars 1916 par une nouvelle cession de l'Intendance de 20.000 tonnes pour solde.

Quant au Gouvernement anglais, le 11 mai 1915, le secrétaire d'Etat de l'Intérieur a communiqué à la Chambre des Communes le relevé des achats de sucre faits par le Gouvernement anglais du 4 août 1914 au 13 mars 1915, avec les provenances, les quantités et les prix (1). Le total général s'élève à 1.288.806 tonnes, dont 323.206 tonnes de sucre brut et 460.000 tonnes de sucre blanc. Ces sucres viennent, pour la plupart, de Cuba, de Java et de Maurice, mais il en vient aussi du Pérou, du Mozambique, de la Trinité, du Brésil, et, pour l'Europe, du Danemark ; les prix les plus bas ont été de 37 fr. 13 aux 100 kilogrammes pour du sucre de Cuba, et les plus élevés de 51 fr. 46 pour du sucre de Maurice, et de 68 fr. 89 pour du granulé américain.

De septembre 1914 à fin mai 1915, la consommation totale du sucre en Angleterre a été de 1.240.624 tonnes, ce qui représente une moyenne mensuelle de 137.847 tonnes, inférieure à celle de 141.135 tonnes pour les mois correspondants de la campagne 1912-1913.

De janvier à fin octobre 1915, les stocks dans les entrepôts de Paris ont été de : janvier 799.146 sacs de 100 kilogrammes ; février 786.417 ; mars 637.975 ; avril 470.441 ; mai 382.850 ; juin 285.517 ; juillet 187.585 ; août 124.641 ; septembre 49.053 ; octobre 33.529.

Avec la diminution de ces stocks, le cours du sucre blanc n° 3 augmente. La moyenne de ces cours était en janvier 1915 de 49 fr. 51 ; elle s'élève en février à 55 fr. 29 ; puis en mars à 62 fr. 75, en avril à 74 fr. 27, en mai à 73 fr. 62, en juin à 74 fr. 71, en juillet à 83 fr. 90 et à 87 fr. 50 en août.

A partir de cette date, il n'y a plus de cote officielle. Les moyennes ainsi atteintes sont les plus élevées de celles qui ont été relevées à la Bourse de Paris depuis 1891. Dans le but d'enrayer cette hausse, la Chambre de Commerce de Paris fut

(1) V. *Circ. heb.*, 4 juillet 1915, p. 6.

en 1915 autorisée à vendre du sucre à un prix déterminé, mais cette mesure ne produisit que peu d'effet (1).

A New-York, en décembre 1915, le prix du sucre centrifuge 96° pol., droit payé, était de 4 cents 89 par livre, ce qui représente aux 100 kilogrammes environ 55 francs. Mais à ce chiffre, il fallait ajouter, pour obtenir le prix de revient du sucre américain en France, le fret, la commission de banque, l'assurance maritime, les surestaries, etc., de sorte que, pour des sucres achetés à New-York en janvier, mars, mai et juillet, on obtenait le compte suivant, rendus à Paris :

Sucre centrifuge de Cuba 96° pol.	Janvier	Mars	Mai	Juillet
Cote (en cents par livre)	3,62	3,32	3,42	3,48
Prix par 100 kgs au change de 5,84	42,84	42,72	44,14	44,91
Pret à 100 sh. par tonne au change de 27,66	13,63	13,63	13,63	13,63
Commission de banque 1/4 0/0	0,12	0,11	0,11	0,11
Assurance maritime et risque de guerre 1 1/2 0/0	0,70	0,64	0,66	0,66
Surestaries et perte de poids.	1,50	1,50	1,50	1,50
Revient au port français (caf.)	62,67	58,72	60,04	60,81

Il fallait ajouter, en outre, à ces chiffres, pour avoir le prix de revient à Paris une somme de 7 fr. 75 représentant les frais de déchargement et de transbordement, le transport du Havre à Paris, le droit de douane et le droit sur les sacs. Ainsi le sucre acheté à New-York revenait à Paris à cette époque entre 66 fr. 47 et 70 fr. 42.

Voyons maintenant quelles ont été les variations du prix du sucre à New-York pendant les onze premiers mois de la guerre et les causes de ces variations (2). En Angleterre le prix du

(1) *Circ. heb.*, 25 juillet 1915, p. 7.

(2) *V. Circ. heb.*, 25 juillet 1915, p. 7.

sucré a été réglementé et n'a que peu varié pendant la période qui nous intéresse. Il en a été de même en Allemagne. En France, le prix n'a pas été réglementé, mais il n'est pas non plus resté entièrement libre, car, nous l'avons vu, la Chambre de commerce à Paris a été autorisée à vendre du sucre à un prix déterminé. A New-York, au contraire, le marché est resté libre, c'est-à-dire qu'aucune mesure gouvernementale ne l'a influencé. Au début de la guerre, la panique générale a déterminé une hausse insolite ; les cours ont ensuite fléchi fortement, même au delà du point logique, les prévisions de la récolte de Cuba ayant été très optimistes. Une période trop humide fit ensuite abaisser les estimations de la production cubaine. Mais la fabrication de l'île a pu se prolonger plus longtemps qu'à l'ordinaire et les pertes de temps causées par les interruptions que les pluies ont fait subir à la coupe des cannes furent si bien rattrapées qu'on évaluait, en juillet 1915, à 2.600.000 tonnes la production cubaine de 1914-1915. Les évaluations de la production cubaine ainsi que les achats plus ou moins considérables pour l'Europe, soit aux Etats-Unis, soit à Cuba, ont été les principales causes de la fluctuation des cours sur le marché de New-York ; au 26 juillet 1914, le cours du sucre 96° polarim, droit payé, était à New-York de 37 fr. 59 par 100 kilogrammes, le 6 août il s'éleva à 48 fr. 67, le 20 août à 68 fr. 55 ; au 17 décembre de la même année, il était de 45 fr. 13, au 1^{er} juillet 1915, il était de 56 fr. 55.

Quant au prix du granulé raffiné, il s'est élevé de 50 fr. 27 par 100 kilogrammes au 26 juillet 1914, à 82 fr. 83 le 17 septembre. Au 1^{er} juillet 1915, il était à 69 fr. 69.

Voyons maintenant quelle est, depuis le début de la guerre, l'importance de la production de l'île de Cuba, qui, nous l'avons vu, était devenue avant 1914 l'un des principaux pays producteurs du sucre de canne du monde. Ce marché, qui, par suite de la guerre, prenait subitement une importance primordiale, ne devait pas laisser indifférent le Service du Ravi-

taillement civil ; aussi l'a-t-il fait étudier avec soin à différentes reprises, et ce sont les résultats de ces études qui ont inspiré les développements que nous allons donner à ce sujet.

Depuis quelques années, la prospérité était loin de régner à Cuba ; les cours du sucre étaient très bas, et, sans la guerre, qui a créé pour les fabricants cubains une situation tout à fait favorable, ceux-ci allaient subir une crise financière dans laquelle la moitié peut-être des usines auraient sombré. Depuis le début de 1915, l'argent est entré à flots dans l'île de Cuba, et cette situation ne pouvant que durer avec la prolongation des hostilités, les fabricants ont compris que leur intérêt était d'augmenter encore leur production. Le prix de la récolte a plus que doublé, ce qui a permis aux fabricants de se libérer vis-à-vis de prêteurs qui retiraient de leur argent jusqu'à 18 0/0, et en outre leur a laissé suffisamment de disponible pour pousser de façon intensive les défrichements et les plantations nouvelles.

M. Naudet, dans l'article publié par l'*Economiste parlementaire*, nous apprend à ce sujet que l'on voit de toutes parts dans l'île des surfaces énormes, hier encore couvertes de forêts, défrichées par le feu ; et ce n'est pas le moindre sujet d'étonnement de voir avec quelle fébrilité « ce travail est fait. Le feu est à peine éteint que, sans enlever les troncs d'arbres noircis par les flammes, on plante la canne qui, bientôt, recouvre de sa verdure ces champs où la dévastation avait passé ; mais lorsque la coupe arrive, on est tout étonné de voir réapparaître ces grands arbres allongés, ces grands corps morts qui, à la campagne florissante et verdoyante hier, donnent l'aspect d'une terre de désolation et de chaos. »

C'est, on le voit, l'application des méthodes américaines. En présence du vaste débouché qui vient de s'ouvrir pour la production cubaine, débouché inespéré et qui promet de demeurer longtemps ouvert, même après la guerre, on cherche à

obtenir le plus de sucre possible, au moyen d'une culture extensive de la canne plutôt que par un rendement supérieur en sucre par tonne de canne broyée.

L'importance que prenait, non seulement pour le présent, mais aussi pour l'avenir, la production du sucre à Cuba ne devait pas échapper aux capitalistes et aux industriels américains qui, d'ailleurs, nous l'avons déjà vu, détenaient avec les Allemands une grande partie des industries de l'île et en particulier celle du Tabac.

D'ailleurs, la vente du sucre de canne qui, à Cuba, revient au fabricant à 1 sou 1/2 ou au plus 1 sou 3/4 la livre, n'était pas la seule ressource qu'on pouvait tirer de la canne ; en effet les mélasses qui ne trouvaient pour ainsi dire, pas d'acheteur avant la guerre, à tel point que les usines de l'île se trouvaient dans l'obligation de les jeter ou de les brûler, prenaient, par suite de la guerre, une valeur considérable pour la fabrication des alcools nécessaires aux poudreries. Dans ces conditions, l'afflux des capitaux américains ne tarda pas à se produire et bientôt, nous le verrons, l'industrie sucrière de l'île se trouva entre les mains de puissants capitalistes.

Les fabricants cubains s'adressèrent tout d'abord à l'Amérique pour augmenter le nombre des usines, car c'était le seul moyen d'arriver à une production plus grande de sucre puisqu'on ne peut compter sur l'allongement du temps de la fabrication, les pluies venant dérouter toutes les combinaisons à ce sujet. On acheta aux Etats-Unis les moulins, les chaudières et le matériel électrique nécessaires aux nouvelles usines. Toutefois, les fabricants américains se trouvèrent, à cette époque (1915), en présence de concurrents redoutables, les Allemands qui, eux aussi, avaient compris l'importance qu'allait prendre le marché des sucres de Cuba et qui prévoyaient que l'industrie sucrière allemande allait, du fait de la guerre, perdre son principal client, l'Angleterre, et se trouver, dans l'avenir, supplantée par Cuba. Ils essayèrent donc de

s'installer dans l'île pendant la durée des hostilités afin de pouvoir un jour prendre une large part aux bénéfices que procurerait l'industrie du sucre dans ce pays et compenser ainsi la ruine de l'industrie sucrière allemande. Très rapidement, les maisons allemandes qui, il y a dix ans, étaient ignorées à Cuba, ne tardèrent pas à prendre la prépondérance ; leurs agents acceptaient des commandes en 1915 en garantissant la livraison. Pour arriver à triompher de la concurrence des autres pays, l'Allemagne employa là le moyen qui lui avait si bien réussi pour développer sa propre industrie et, pour concurrencer les produits étrangers sur les marchés extérieurs, elle fit crédit. Le matériel fut livré à des fabricants de Cuba, payable en six et même huit années. Ainsi la maison Krupp fournit en 1915 des moulins à broyer la canne, payables en 6 années, l'argent restant dû portant 8 0/0 d'intérêts. Inutile de dire que ce matériel arrivait à Cuba sur navires battant pavillon neutre. Il apparaît bien cependant que ce trafic ne dura pas et que les Américains sont demeurés les seuls maîtres du marché de Cuba. Dès le début de 1916, ils se rendaient acquéreurs, pour des sommes considérables, de toutes les usines importantes qui, jusqu'à ce jour, avaient appartenu aux Espagnols ou aux Cubains.

Aux Etats-Unis également, des efforts considérables ont été faits pour obtenir une plus grande production de sucre, et notamment de sucre de betterave. Le développement de l'industrie sucrière aux Etats-Unis date de 1903 ; à cette époque la production était de 30.000 tonnes à peine, mais on prévoyait, dans l'avenir, une telle extension de la culture de la betterave et de la fabrication du sucre que le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture pouvait dire « que les Etats-Unis forceraient, avant de nombreuses années, le monde à manger du sucre à deux sous la livre », ce qui signifiait que les Etats-Unis ne tarderaient pas à se suffire à eux-mêmes. De sorte que le jour où ils n'auraient plus recours à la production de Cuba, celle-ci se-

rait obligée de trouver ailleurs un débouché, et comme le sucre de Cuba revient à un sou 1/2 la livre, les prix du sucre, dans le monde, tomberaient très bas. Cet essor faillit être complètement arrêté le jour où, par suite de l'arrivée des démocrates au pouvoir, le sucre fut mis sur la liste des produits devant entrer en Amérique libres de tout droit. A partir de cette date, on cessa de construire des usines en Amérique et même quelques-unes des anciennes furent fermées, mais les démocrates eux-mêmes ne tardèrent pas à reconnaître l'erreur de cette politique qui tendait à ruiner l'industrie du sucre aux Etats-Unis, et le « bill » fut retiré. Depuis cette époque, l'industrie du sucre s'est de nouveau développée aux Etats-Unis, et la production a atteint, en 1915, 800.000 tonnes.

Nous avons montré de quelle façon, en 1914-1915, l'Angleterre et la France avaient remédié, pour leur approvisionnement en sucre, au déficit causé à l'une par l'état de guerre avec les pays qui étaient jusqu'alors ses principaux fournisseurs, et à l'autre par l'envahissement de son territoire et la perte de ses usines et de ses entrepôts les plus importants. Nous avons vu également les efforts faits par les pays producteurs pour fournir aux demandes chaque jour plus importantes de ceux des belligérants qui jouissaient de la liberté des mers et aussi de certains pays neutres. Il nous faut maintenant dire quelques mots de ce qui s'était passé au sujet du sucre, en 1914 et 1915, en Allemagne. Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire ici, comme annexe à ce chapitre, l'étude relative au sucre et aux sucreries en Allemagne, qui a été faite par M. Th. Reinach dans son ouvrage sur *La législation économique allemande pendant la guerre actuelle* (1).

(1) 1^{re} partie, p. 67.

ANNEXE

Extrait de la législation économique allemande pendant la guerre actuelle, par M. Théodore Reinach (première partie, page 67, 1916. Imprimerie nationale).

SECTION VIII

Sucres et sucreries.

Le sucre, en temps de paix, est une denrée soumise en Allemagne à une réglementation fiscale minutieuse, avec le double objet d'assurer des recettes au Trésor et de favoriser l'exportation. Le sucre admis à la circulation intérieure et dont le contingent est fixé chaque année, est seul soumis à l'impôt. Le sucre destiné à l'importation en est exempt. La production moyenne de sucre brut, était, avant la guerre, 2, 5 millions de tonnes ; celle du sucre raffiné, ou comme on dit en Allemagne, sucre de consommation, s'élevait de 1 million 850 jusqu'à 2 millions de tonnes. Là-dessus la consommation intérieure représentait 1, 3 millions, le reste était exporté.

L'Angleterre formait, en temps de paix, le principal débouché de l'industrie sucrière allemande. Ce marché étant fermé, on essaya par divers moyens, mais sans grands succès, au début de la guerre, d'en ouvrir d'autres pour écouler les stocks considérables accumulés à Hambourg. Pour la campagne 1914-1915, le contingent de production de sucre brut avait été fixé

pour chaque fabrique à un chiffre égal à celui de l'année précédente. Une ordonnance du 31 octobre 1914 autorise la mise en circulation jusqu'au 1^{er} janvier de 25 0/0 de ce contingent, d'autres fractions devant être livrées à la circulation au fur et à mesure des décisions du Conseil Fédéral. Le reste, défalcation faite de l'exportation, devait être entreposé sous la surveillance du fisc ; il était défendu d'en disposer notamment pour l'alimentation du bétail sans une autorisation administrative. En même temps on fixait un prix pour la vente de sucre par le fabricant aux raffineurs ; ce prix était de 9 marks 50 par 50 kilogrammes, avec un « report » mensuel de 0 mark 15 jusqu'à ce que fût atteint le chiffre de 10 marcks 25 ; les contrats de livraisons en cours étaient annulés. Le sucre raffiné, dont les prix furent fixés par des arrêtés séparés, devait se vendre en principe 10 marks seulement de plus (par 50 kilogrammes) que le sucre brut. Ces prix étaient, en réalité, des prix minima destinés à assurer les bénéfices des sucriers. L'ordonnance du 21 octobre fut refondue le 12 février 1915 ; à cette occasion fut institué un Office de répartition du sucre brut qui avait pour fonction de déterminer les quantités de sucre brut devant être livrées par chaque fabrique aux raffinerie ainsi que les dates de livraison.

Dès les premiers mois de la guerre, on constata une augmentation considérable de la consommation de sucre aussi bien par la population que par le bétail. Les réserves accumulées au moment de la déclaration de guerre ne tardèrent donc pas à disparaître ; d'autre part beaucoup de raffineurs retenaient leurs stocks en attendant des cours plus élevés. Cependant quand il s'agit de réglementer la campagne 1915-16 le Conseil Fédéral se montra surtout préoccupé de restreindre la production afin d'éviter un engorgement problématique. En Allemagne, une grande partie des ensemencements en betterave sucrière sont effectués par des Sociétés à gros capitaux, liées avec les sucreries par des contrats de production et de li-

vraison. L'ordonnance du 4 mars 1915 réduisit aux $\frac{3}{4}$ l'étendue des surfaces à ensemercer en vertu des contrats en cours ; les contrats de livraison consentis aux sucreries par les raffineries, les contrats de fourniture de semences de betterave furent également réduits de 25 0/0. Là où prévalait la petite culture libre, le manque de main-d'œuvre et d'engrais provoqua une restriction comparable à celle qu'imposait l'ordonnance aux cultures contractuelles. En définitive au lieu de 540.000 hectares en 1913, on ne planta en 1914 que 370.000 hectares ; le rendement à l'hectare fut, en outre, sensiblement diminué. Dès l'été 1915, de bons observateurs prévoyaient que, malgré la suppression de l'exportation, la consommation de sucre indigène serait à peine assurée, alors que la substitution du sucre aux fourrages manquants, celle des marmelades et des confitures aux corps gros déficitaires s'imposait fatalement. On réclamait, en conséquence, des mesures énergiques contre la spéculation, l'accaparement, la dissimulation des stocks.

Par une ordonnance du 17 juin 1915, le Conseil Fédéral interdit la vente anticipée de la récolte de betteraves ainsi que celle de la production des sucreries. Dès le 28 mai 1915, une ordonnance avait prescrit le recensement des stocks de sucre de consommation existants à la date du 1^{er} juin. Des arrêtés successifs (24 juin, 23 juillet, 26 août, 21 septembre, 17 novembre) exigèrent fréquemment le renouvellement des déclarations ; celui du 25 janvier 1916 étendit le recensement au sucre brut. L'ordonnance du 27 mai accordait à la Société Centrale d'achats un droit de saisie et de réquisition des sucres de consommation ; le prix à payer était le prix maximum établi par l'ordonnance du 12 février (10 marks par quintal de 50 kilogrammes, au-dessus du prix du sucre brut) augmenté toutefois, quand la saisie n'était pas opérée sur un raffineur, de certaines bonifications. La Société d'achats devait procéder, selon les instructions du Chancelier, à la répartition des quan-

tités acquises par elle. Deux ordonnances du 15 juillet 1915 apportèrent quelques modifications à ces dispositions ainsi qu'à l'échelle des prix maxima. La circulation du sucre brut produit par les fabriques en 1915 fut réglée par l'ordonnance du 26 août. Pour le moment, on prévoyait la mise en circulation de 15 0/0 de la production en octobre, 20 0/0 en novembre, 20 0/0 en décembre. La répartition entre des raffineries, les variétés et les quantités de sucre de consommation à fabriquer par celle-ci seraient déterminées par l'Office de répartition des sucres bruts. Le prix du sucre brut était relevé à 12 marks par 50 kilogrammes, avec augmentation mensuelle jusqu'à 12 marks 50. Les prix maxima étaient également établis pour les diverses variétés de sucre raffiné, l'écart entre les deux prix restant fixé à 10 marks par 50 kilogrammes. Ces prix visaient la vente directe par les raffineries, impôts compris. Si le vendeur était un commerçant en gros, il avait droit au remboursement de ses frais de transport et à une majoration de 5 0/0 du prix maximum.

L'hiver 1915-1916 vit se produire la crise sucrière prédite par les économistes. La production de 1915 était fatalement déficitaire, elle ne s'élevait qu'à 1.500.000 tonnes au lieu de 2 600.000 enregistrées en 1914. En revanche la consommation par tête d'habitant s'était élevée de 22 à 34 kilogrammes. Le sucre remplaçait les tourteaux pour la nourriture du bétail et même celle des chevaux ; l'accaparement et la spéculation faisaient monter les prix dans le commerce de détail ; bien plus, la matière commençait à faire défaut.

Revenant alors sur la politique de restriction suivie jusqu'à ce moment par le Conseil Fédéral sur les pressantes instances du Conseil central de l'Agriculture, dans l'ordonnance du 3 février 1916, qui réglementait longtemps à l'avance la campagne 1916-17 releva de 12 à 15 marks le prix des 50 kilogrammes de sucre brut. On espérait que ce prix permettait aux sucriers de mieux payer les betteraves et encouragerait ainsi le cultiva-

teur à en produire davantage. Mais cette mesure ne visait qu'un avenir assez lointain ; il fallait dès à présent chercher à pallier les inconvénients résultant de la politique malencontreuse de l'année précédente. Il fallait conjurer ou atténuer la crise de consommation qui provoquait dans les grandes villes les plus vives réclamations. Ce fut l'objet des deux ordonnances suivantes :

1° L'ordonnance du 3 février 1916 défend d'employer le sucre raffiné ou les demi-produits à la distillerie ou à la nourriture des animaux, à l'exception des abeilles. Le sucre ne peut être affecté à des emplois industriels tels que la fabrication du savon, qu'avec l'autorisation administrative ;

2° L'ordonnance du 10 avril 1916, réglementant le trafic du sucre, crée un Office impérial de sucre raffiné chargé de répartir les approvisionnements de sucre de consommation entre les associations communales, les usines de produits sucrés, les administrations militaires et navales. Pour la détermination du contingent local, on tient compte à la fois de la consommation proprement dite et des quantités de sucre nécessaires à la conservation des fruits. L'Office remet à chaque association communale un bon du montant total auquel elle a droit. Celle-ci peut alors en acquérir elle-même cette provision au prix maximum ou céder le bon à des commerçants. Chaque commune règle la consommation dans l'étendue de son territoire par les moyens appropriés, tels que les cartes de sucre ; elle approvisionne les restaurants, les hôtels, les confiseries et fixe un prix maximum pour la revente aux consommateurs. Les stocks supérieurs à 10 kilogrammes doivent être déclarés sans délai. Un arrêté d'application fixa jusqu'à nouvel ordre pour l'établissement des contingents la ration à 1 kilogramme par tête et par mois.

Le Conseil Fédéral a également légiféré à diverses reprises au sujet des produits confectionnés à l'aide du sucre. Tantôt il s'agissait de maintenir à des prix raisonnables les prépara-

tions ayant un caractère vraiment nutritif et pouvant être considérées comme des succédanés de la graisse et du beurre ; tantôt, au contraire, il s'agissait de restreindre la fabrication de friandises plus ou moins somptuaires qui risquaient d'absorber une trop forte proportion de sucre disponible pour l'alimentation directe des classes laborieuses. L'ordonnance du 11 novembre 1915 autorise le Chancelier à établir des prix maxima (qui furent publiés le 14 décembre) pour la marmelade de pommes, les autres marmelades de fruits, le miel naturel ou artificiel, le sirop de betteraves et autres succédanés de la graisse et du beurre pour tartines. L'ordonnance du 16 décembre 1915 modifiée les 2 et 28 février 1916, limite la quantité de sucre pouvant être consacrée dans les confiseries à la fabrication des bonbons et des chocolats ; cette quantité sera la moitié de celle qui a été constatée pendant l'exercice octobre 1914 à 1915. Défense d'employer pour cette fabrication du lait, de la crème ou de la graisse. La répartition du sucre entre les confiseries et la surveillance de son emploi sont confiées à un nouvel organisme ; l'Office de répartition du sucre pour l'industrie allemande des confiseries, institué le 30 décembre 1915 et dont les attributions furent plus tard (5 mars 1916) étendues également à la répartition du sucre entre les chocolatiers.

La pénurie et la cherté du sucre ont enfin obligé d'élargir l'emploi de son succédané, la saccharine, malgré la valeur nutritive nulle de ce produit et les objections de certains hygiénistes. Cette matière avait été réglée par une loi du 7 juillet 1902 qui s'en remettait pour les dérogations au Conseil Fédéral. Celui-ci se dessaisit, par ordonnance du 30 mars 1916 en faveur du Chancelier qui attribua (arrêté du 25 avril) à deux usines — au lieu d'une — le monopole de la fabrication de la saccharine et en confia la répartition à la Société centrale d'achat. Des arrêtés postérieurs à la limite de ce travail (26 mai-7 juin 1916) sont venus autoriser la substitution de

la saccharine au sucre pour le sucrage des sirops (1) et limonades, les confitures et compotes, le vin mousseux, les vermouths et liqueurs, les vins de fruits et de groseilles, le vinaigre et la moutarde, la marinade de poissons, le tabac à priser, les cosmétiques et dentifrices divers.

(1) Il a été même défendu le 13 mai 1916 d'employer le sucre raffiné à la préparation des sirops.

CHAPITRE II

L'INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS LE RAVITAILLEMENT DE LA FRANCE EN SUCRE ET LA RÉGLEMENTATION DE LA RÉPARTITION DE CETTE DENRÉE

En France, dans la période que nous avons envisagée jusqu'ici et qui s'étend du début des hostilités aux premiers mois de l'année 1916, le Ravitaillement en sucre s'était opéré par le commerce libre au moyen de la production indigène, de la production coloniale et de quelques importations de sucre exotique pour servir d'appoint. L'Etat n'était intervenu que pour prendre des mesures destinées à assurer au pays la totalité de la production indigène et de la production coloniale ; en outre, l'Intendance s'était rendue acquéreur de certaines quantités de sucre pour lesquelles des rétrocessions avaient été faites en vue de l'alimentation de la population. Ce régime de liberté commerciale avait pu subsister dans notre pays parce que les quantités à importer n'étaient pas trop considérables.

En Angleterre, au contraire, la situation était toute différente du fait que le Royaume-Uni tire de l'importation toutes les quantités de sucre nécessaires à sa consommation. Aussi, dès le début, le Gouvernement anglais avait dû se préoccuper de la situation créée par l'état de guerre, qui supprimait les plus gros de ses habituels fournisseurs de sucre. Pour éviter les difficultés qu'aurait pu entraîner le ravitaillement du peuple anglais par le commerce libre, l'Etat, par l'intermédiaire de la

Commission royale britannique des sucres, se rendit acquéreur, sur les marchés libres, des quantités à importer, et réglementa le prix de vente du sucre à l'intérieur du pays.

La prolongation des hostilités, la diminution des stocks et aussi une production indigène déficitaire, allait amener, dès le début de 1916, le Gouvernement français à envisager des mesures analogues à celles prises par le Gouvernement anglais, les quantités de sucre à importer devenant de jour en jour plus importantes et le commerce libre ne pouvant plus, nous verrons pour quelles raisons, se charger des achats de sucre à l'étranger, et en particulier à Cuba.

Voici quel était, au mois d'août 1915, c'est-à-dire au moment où allait s'ouvrir la campagne 1915-1916, le bilan de la campagne 1914-1915 (1) d'après les documents statistiques des douanes publiés à la fin du mois d'août :

	Tonnes
Stock au 1 ^{er} septembre 1914 :	
dans les fabriques	24.048
dans les entrepôts	84.204
Stock total	108.252
Production en 1914-1915, y compris le sucre fictif dans les mélasses expédiées	302.961
Importations	366.861
Rentrés de sucres libérés d'impôts	2.513
A) Total des ressources..	780.587
Débouchés :	
Consommation ordinaire	638.638
Sucre employé en broserie, pour le bétail, etc..	12.943
Sucre exporté (Algérie, Maroc, etc.).....	94.146
B) Total des débouchés..	745.718

Ecart entre les ressources A) et les débouchés B) représentant le stock disponible au début de septembre : 780.587 — 745.728 = 34.859.

(1) *Cir. heb.*, 17 octobre 1915, p. 6.

Cette statistique toutefois ne tient pas compte des sucres inscrits comme sortis des fabriques, mais non encore inscrits dans les comptes d'arrivés, en raffineries, en entrepôts, à la consommation ou à l'exportation. En tenant compte, au contraire, de ces quantités, on obtenait, à la fin d'août 1915, un stock disponible d'environ 67.648 tonnes, stock qui était supérieur à celui qu'on avait constaté à la fin de la campagne 1912-1913, qui s'était élevé à 52.540 tonnes, alors qu'à cette époque les transports ne souffraient pas du désarroi occasionné par la guerre.

Mais si le stock était suffisant, la production indigène de la campagne 1915-1916 fut beaucoup plus déficitaire que ne l'avait été celle de 1914-1915.

Sans doute la portion du territoire occupée par l'ennemi est restée, au cours de la campagne 1915-1916, sensiblement ce qu'elle était pendant la précédente campagne ; mais la culture de la betterave, dans les régions non envahies, n'a pu se faire dans les conditions habituelles par suite du défaut de main-d'œuvre. Le nombre d'hectares ensemencés n'a été que de 63.209, au lieu de 98.252 en 1914, soit en moins 35.043 hectares. Le rendement moyen, par hectare, étant tombé à 18.134 kilogrammes, contre 26.712 kilogrammes, le poids total des betteraves mises en œuvre s'est trouvé réduit à 1.146.207.016 kilogrammes au lieu de 2.624.462.100 kilogrammes en 1914-1915 (1), d'où une diminution de 1.478.255.084 kilogrammes.

Bien que le prix des matières premières se soit relevé de 18 fr. 18 (46 fr. 45 en 1915 au lieu de 28 fr. 27 en 1914), la culture, d'après ces données, n'aurait reçu que 53.241.315 francs au lieu de 74.193.543 francs en 1914-1915, soit en moins 20.952.228 francs. En appliquant au rendement culturel le prix moyen des betteraves, on constate qu'un hectare a

(1) Tous les renseignements relatifs à la campagne 1915-1916 sont empruntés au *Bulletin de statistique et de législation comparée* de 1916, p. 596 et s.

rapporté, en 1915-1916, 842 fr. 30 contre 755 fr. 13 en 1914-1915, soit en plus 87 fr. 17.

La récolte exceptionnellement déficitaire des racines n'a cependant entraîné qu'une diminution peu sensible du nombre des usines en activité : 64 au lieu de 69 pendant la période précédente. Dès 1.146.207.016 kilogrammes de betterave mises en œuvre, il a été extrait 135.899.313 kilogrammes de sucre exprimé en raffiné, y compris, à raison de 50,0 le sucre contenu dans les mélasses. Cette production était inférieure de 167.061.562 kilogrammes à celle constatée en 1914-1915 (302.960.875 kilogrammes). La diminution est uniquement imputable à la plus faible quantité de matière première travaillée, attendu que le rendement industriel s'est relevé légèrement (11,8 0/0 au lieu de 11,5 0/0).

Le poids des pulpes obtenues dans l'ensemble des fabriques et des râperies s'est élevé à 558.251.855 kilogrammes. Au prix moyen de 3 fr. 55 la tonne, ces résidus représentent, pour les fabricants une valeur de 1.984.187 fr. 26. Ils avaient donné, en 1914-1915, 4.156.914,78 (1.271.604.565 au prix de 3 fr. 27).

Le poids des mélasses livrées en vues d'usages agricoles ou industriels a été de 7.460.804 kilogrammes, en 1915-1916, contre 16.345.983 kilogrammes en 1914-1915, soit en moins 8.885.179 kilogs.

Si l'on divise le poids total des betteraves travaillées par le nombre des usines ayant fonctionné, on trouve une moyenne de 17.909.485 kilogrammes de betteraves par fabrique ; en 1914-1915, cette moyenne avait été de 38.035.682 kilogrammes, soit en moins 20.126.197 kilogrammes pour la campagne envisagée. Une diminution correspondante résulte de la comparaison de la production du sucre, en moyenne, par fabrique : 2.123.427 kilogrammes contre 4.390.737 kilogrammes en 1914-1915. En raison de la réduction du nombre des usines, la force totale des générateurs, exprimée en mètres carrés de chaudière, n'est plus que de 97.242 mètres au

lieu de 101.943 mètres en 1914-1915. La force totale des machines motrices accuse une diminution de 1.540 chevaux-vapeur.

Le nombre des jours consacrés aux travaux de râpage a été inférieur de 3.213 à celui relevé en 1914-1915 (3.109 contre 6.322) ; il correspond à une moyenne de 48,5 journées pour chaque établissement producteur, alors qu'en 1914-1915, la moyenne avait été de 91,6.

Le personnel ouvrier : hommes, femmes et enfants, occupé pendant la période de râpage, présente, dans son ensemble, une diminution de 730 unités ; cette diminution porte sur les hommes, la main-d'œuvre féminine accusant au contraire une augmentation de 351 unités.

Le taux moyen des salaires a été, pour chaque catégorie, de 5 fr. 18 au lieu de 4 fr. 70 pour les hommes ; 3 fr. 12 au lieu de 2 fr. 83 pour les femmes, et 2 fr. 69 au lieu de 2 fr. 41 pour les enfants.

En 1915-1916, on a utilisé 149.419 tonnes de houille au lieu de 309.599 tonnes en 1914-1915 ; le prix moyen du combustible est passé de 36 fr. 95 à 61 fr. 62, soit une augmentation de 24 fr. 67.

Si l'on cherche à se rendre compte de l'influence de chacun de ces éléments sur le prix de revient d'un quintal de sucre, on arrive aux résultats suivants :

Matière première : 39 fr. 18 en 1915-1916 au lieu de 24 fr. 49 en 1914-1915, soit en plus 14 fr. 69.

Charbon : 6 fr. 77 contre 3 fr. 78 ; en plus 2 fr. 99.

Salaires généraux : 2 fr. 75 contre 2 fr. 11 ; en plus 0 fr. 64.

Atténuation provenant de la vente des pulpes : 1 fr. 46 au lieu de 1 fr. 37, d'où un gain de 0 fr. 09.

Réunies et balancées, ces diverses différences démontreraient que le coût de la production d'un sac de sucre se serait élevé de 18 fr. 23 par rapport à la campagne précédente.

En raison de cette production déficitaire, il devenait indis-

pensable d'acheter à l'étranger une quantité de sucre plus importante. Mais l'exode de l'or que ces achats allaient entraîner, ainsi que les difficultés que rencontraient les particuliers pour acheter du sucre sur les marchés étrangers et pour le transporter en France, amenèrent l'Etat à intervenir dans le ravitaillement en sucre de notre pays et à agir non plus comme il l'avait fait jusqu'ici par de simple conseil et pour procurer des quantités de sucre assez faibles à la consommation, mais au contraire pour se charger des opérations les plus importantes du ravitaillement.

Le service du ravitaillement civil chargé d'approvisionner en sucre la population civile et militaire a manifesté son intervention aux points de vue suivants :

1° Pour l'acquisition à l'étranger des sucres exotiques ;

2° Pour préparer la campagne sucrière indigène et obtenir un rendement plus considérable en betteraves et en sucre, ainsi que pour assurer à la consommation nationale la totalité de la production indigène ;

3° Pour développer, autant que possible, la production coloniale en assurant aux producteurs et importateurs de sucre coloniaux un prix suffisamment rémunérateur ;

4° Pour la fixation des prix de vente en gros et en détail ;

5° Pour la réglementation de la répartition du sucre sur le territoire.

Nous allons étudier successivement tous ces points.

SECTION PREMIÈRE

Acquisitions de sucres exotiques.

Nous avons vu que la production du sucre de betterave pour la campagne 1915-1916 n'avait atteint que 135.000 tonnes environ, ce qui représentait, par rapport à la campagne 1913-1914, un amoindrissement de notre production sucrière d'environ 81 0/0. La consommation de la France en sucre qui était, pour la campagne 1913-1914, de 746.000 tonnes, était passée en 1914-1915 à 638.638 tonnes, et en 1915-1916 à 563.479 tonnes. Or, en temps normal, la France suffit presque à sa consommation et peut, avec l'appoint de la production coloniale, environ 110.000 tonnes, pourvoir aux besoins de ses colonies d'Afrique. Mais du fait de la guerre et de l'envahissement de nos départements du Nord, gros producteurs de betteraves et de sucre, la situation était profondément modifiée et nous nous trouvions dans l'obligation de faire, pour une très large part, appel à l'importation étrangère. Or, nous devons prévoir une consommation annuelle d'environ 700.000 tonnes, y compris la consommation de nos colonies d'Afrique. La production indigène, malgré tous les efforts, ne pouvait dépasser au maximum 200.000 tonnes ; on obtenait, en y ajoutant notre production coloniale, un total de 310.000 tonnes que nous pouvions nous procurer par nos seuls moyens. Il était donc indispensable, dans ces conditions, d'envisager l'achat à l'étranger du complément, soit environ 400.000 tonnes.

Le marché des sucres, nous l'avons vu, est considérablement restreint du fait que les pays gros producteurs de sucre, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Belgique, étaient dans

Remy

l'impossibilité, soit complète, soit partielle, d'exporter du sucre. Il ne reste plus guère actuellement, comme pays exportateurs de cette denrée que Java, Cuba et les Etats-Unis. Sur ces marchés, la France s'est trouvée en concurrence, pour ces achats, avec la plupart des pays alliés ou neutres et surtout avec l'Angleterre.

Le Royaume-Uni, nous l'avons dit, ne possède, et depuis quelques années seulement, qu'une seule fabrique de sucre, à Cantley (Norfolk), et sa production en sucre de betterave était tout à fait négligeable. Aussi l'Angleterre tire-t-elle de l'étranger toutes ses ressources en sucre. En 1912 notamment, elle a importé tant en sucre de canne qu'en sucre de betterave, (1.719.905 tonnes de 1.016 kilogrammes), alors que cette même année sa consommation en sucre s'est élevée à 1.261.668 tonnes.

Pour satisfaire aux demandes de pays importateurs auxquels venait s'ajouter la France, il n'y avait guère de disponible que la production de Java qui, en 1910, était de 1.466.569 tonnes et en 1911 de 1.406.399 tonnes, et celle de Cuba qui était en 1911-1912 de 1.895.984 tonnes et en 1912-1913 de 2.375.000 tonnes. En présence d'une si profonde modification des conditions du marché universel, le marché américain manifesta immédiatement une hausse symptomatique dont nous avons parlé plus haut.

Dans le courant de 1915, nous avons vu les hommes d'affaires américains s'installer à Cuba. Ils fournissent d'abord le matériel nécessaire à l'agrandissement des fabriques anciennes et à la création de nouvelles ; ils se rendent acquéreurs, à prix d'or, des principales usines (Mercédès, Conchita, Onniguero, Francisco, etc.). La production de Cuba s'était accrue en 1915 et avait atteint 3.000.000 de tonnes. Malgré cette énorme production, on chercha, sur le marché de Cuba, à faire la hausse et l'on imprimait même en 1915 dans les journaux qu'il fallait attendre pour vendre car l'Angleterre avait besoin d'un

million de tonnes, les Etats-Unis de 2 millions à 2.200.000, et enfin la France de 500.000 tonnes, ce qui faisait un total de 3.700.000 tonnes que la récolte ne pouvait couvrir, car rien ne restait en magasin de l'année précédente.

Pour favoriser cette hausse et en prévision de la prospérité de la production du sucre de canne à Cuba, il se forma dans l'île un « Trust du sucre » au capital de 50.000.000 de dollars. Ce trust ne tarda pas à englober toutes les usines de l'île, soit en les achetant à des prix extrêmement élevés (3, 4 et même 6 millions de dollars), soit en prêtant de l'argent à leurs propriétaires. On compte que 15.000.000 de dollars ont été ainsi prêtés aux taux de 15 à 20 0/0. En outre, le premier soin de ce trust fut de construire de vastes magasins pour y conserver la production de sucre et la vendre selon son bon plaisir aux Européens et aux prix les plus élevés possibles.

Sous l'influence de cette organisation et de la spéculation sur le marché de New-York, les prix s'établirent ainsi sur ce marché, au début de 1916 :

	Sucre centrifuge 96°	Raffiné granulé
27 janvier 1916.....	60,11 à 61,81	74,49
1 ^{er} février 1916.....	62,79 à 63,55	76,69
14 février —.....	63,44	77,85
19 — —.....	65,50 à 63,91	79,63
2 mars —.....	67,44 à 68,27	81,15
7 — —.....	69,74	82,72
10 — —.....	71,92	85,47
15 — —.....	75,02	87,43
31 — —.....	79,00	92,24

La concurrence entre les divers pays importateurs ne pouvait que favoriser les plans des spéculateurs américains. Chaque nouvelle demande effectuée sur le marché contribuait à l'élévation des cours.

Cette situation n'avait pas été sans préoccuper le Gouver-

nement anglais. Dès le début de la guerre, nous l'avons vu, il avait pris certaines mesures au sujet de l'approvisionnement en sucre de la Grande-Bretagne. C'est ainsi que le soin d'effectuer tous les achats de sucre pour l'Angleterre avait été confié à une Commission spéciale, la « Commission royale britannique des sucres » et l'importation par les particuliers avait été interdite.

Voici, d'après *The International Sugar Journal* (livraison d'octobre 1914) (1) la composition et le rôle de la Commission royale des sucres qui siège à Scotland House (Victoria Embankment). Au début, la Commission royale avait la composition suivante : M. Mac Kenna, secrétaire de l'Intérieur, Lord Lucas, président du Conseil d'Agriculture et des pêcheries, M. Runciman, président du *Board of Trade*, Sir Henry William Primrose, M. E.-S. Montagu, secrétaire financier du Trésor, M.G.S. Barnes, deuxième secrétaire du *Board of Trade*, M. Robert Park Lyle, M. W. Capel Slaughter.

Pendant les jours qui suivirent la déclaration de guerre, le sucre granulé qui valait, à la fin de juillet, environ 15 shellings, (37 francs par 100 kilogrammes), haussa à Londres à 35 et 42 shellings, de sorte que le consommateur fut obligé de payer le sucre 1 fr. 24 par kilogramme, au lieu de 0 fr. 41 la livre. Dans ces conditions, le Gouvernement de sa Majesté décida d'assumer lui-même la tâche d'assurer l'approvisionnement en sucre et de prendre, pour sa distribution, un arrangement qui ne fut pas plus onéreux pour le public que les conditions rendues inévitables par la situation actuelle.

La mesure prise mit fin immédiatement à la spéculation sur le sucre et à la hausse des prix. On s'aboucha avec les principaux raffineurs et l'on fit un arrangement d'après lequel toute la corporation des raffineurs devait s'abstenir de faire des

(1) *Circ. heb.*, 23 janv. 1916, p. 7.

opérations au marché des sucres bruts, le réservant aux acheteurs pour le Gouvernement, celui-ci devant fournir lui-même aux raffineries l'approvisionnement en sucre brut.

Les sucres bruts devaient être remis à un prix fixé aux raffineries qui, par contre, devaient fournir le sucre raffiné au commerce distributeur, également à un prix fixé, la différence entre les deux prix ne devant pas dépasser la marge suffisante pour laisser à l'usine et au commerce un bénéfice convenable. Le prix du sucre brut destiné aux raffineurs a été déterminé de telle façon que le Gouvernement est garanti contre une perte en achetant suivant les prévisions les meilleures qu'on puisse faire au sujet du marché des sucres. Réservant un bénéfice raisonnable aux raffineurs ainsi qu'aux commerçants en gros et au détail, le prix maximum arrêté permettait à cette époque de vendre le granulé à 0 fr. 77 par kilogramme. Enfin, la Commission laissait autant que possible en usage les organisations et les voies existantes pour la distribution du sucre au commerce.

Ainsi le Gouvernement anglais cherchait à réaliser une économie dans les prix et les quantités en empêchant, de la part des importateurs, des demandes exagérées qui eussent favorisé la hausse des prix et entraîné l'importation de quantités supérieures aux besoins strictement indispensables ; en outre, il s'efforçait de maintenir à un taux assez peu élevé le prix de vente du sucre au détail.

En France, au début de 1916, les raffineurs et les commerçants saisissaient le Gouvernement des inquiétudes que leur causait la situation, obligés de s'adresser à l'étranger pour parer au déficit de la récolte indigène, ils constataient que la position d'acheteur à l'extérieur devenait de plus en plus difficile, la rareté du fret disponible rendait les transports non seulement onéreux mais incertains. A la demande même des intéressés, le Gouvernement fut sollicité d'intervenir dans l'approvisionnement en sucre.

Sous quelle forme devait se produire cette intervention ? Si elle restait isolée, elle offrait l'inconvénient de susciter une nouvelle concurrence au Gouvernement anglais sur le marché extérieur. En fait l'annonce que le Gouvernement français allait procéder à des achats se traduisit par une nouvelle hausse sur le marché américain.

Une entente avec le Gouvernement anglais parut donc préférable. Elle fit l'objet de l'accord du 16 février 1916. Aux termes de cet accord, le Gouvernement anglais se chargeait d'effectuer les achats de sucre exotiques du Gouvernement français, mais à la condition que, par une mesure analogue à celle déjà en vigueur en Angleterre, la libre importation des sucres en France cessât d'être permise.

C'est dans ces conditions qu'est intervenu le décret du 2 mars 1916 qui interdit l'importation en France des sucres d'origine étrangère ; il est la conséquence directe de l'accord conclu entre les deux pays.

Le Gouvernement anglais devient ainsi l'acheteur exclusif de la France et de l'Angleterre.

Il en résulte qu'il se présente, sur le marché, demandeur de quantités plus considérables ; mais, comme les achats de la France sont beaucoup moins importants que ceux de l'Angleterre, le Gouvernement anglais ne rencontre plus ainsi la concurrence de la France et il jouit d'une liberté d'action plus complète dans la répartition et l'organisation de ses achats.

Par ailleurs, en France comme en Angleterre, les quantités demandées sont, comme nous le verrons, limitées au minimum indispensable, et leur volume total réduit autant que possible.

Ainsi les avantages de l'accord intervenu sont faciles à apercevoir pour les deux pays, et le décret du 2 mars a permis à la France de s'approvisionner en sucre exotique dans les conditions les moins onéreuses possibles.

Conformément à cet accord, les achats de sucres exotiques sont effectués par les soins de la Commission Royale britannique des Sucres.

Les opérations du service du ravitaillement civil, jusqu'au 15 décembre 1916, relativement à l'achat des sucres exotiques, comprennent : 1° les mesures prises pour la deuxième partie de la campagne 1915-1916 (mars 1915 à septembre 1916) ; 2° les mesures prises pour la première partie de la campagne 1916-1917 (octobre 1916-mars 1917) ; 3° les mesures prises pour la deuxième partie de la campagne 1916-1917 (avril-septembre 1917).

Nous n'aurons pas à parler de ces dernières mesures, qui ne rentrent pas dans le cadre de notre sujet.

1° Les premiers achats de sucres exotiques faits par l'intermédiaire de la Commission britannique des sucres furent conclus à des prix très avantageux. Ils comprenaient 100.000 tonnes de granulé américain à 59 francs les 100 kilogrammes, et 75.000 tonnes de sucres roux de Cuba à 49 francs les 100 kilogrammes, payables à Paris par des versements effectués à la Banque de France au compte du Trésor britannique.

Les achats suivants comprenant 79.000 tonnes de granulé américain et 3.500 tonnes de sucre roux de Cuba furent conclus à des prix supérieurs, et transportés à un taux de fret plus onéreux. Le prix de revient des granulés passa de 73 fr. 65 à 104 fr. 70 les 100 kilogrammes, 74.000 tonnes de sucre américain et les 3.500 tonnes de sucre de Cuba étaient payables à New-York en dollars.

2° Les achats de sucres exotiques destinés à assurer la consommation jusqu'au 31 mars 1917 furent conclus dès le mois d'août 1916. Ils portèrent sur une quantité de 220.000 tonnes achetées par la Commission royale dans les proportions suivantes : a) 165.000 tonnes de sucre blanc de Maurice, au prix moyen de 52 fr. 60 les 100 kilogrammes, fob, coût et fret

payable à Paris au compte du Trésor britanniques ; b) 55.000 tonnes de sucre blanc de Java au prix moyen de 58 fr. 17, payables à Londres.

Les achats de sucres exotiques nécessaires pour la période avril-septembre 1917 avaient été estimés à 300.000 tonnes, non compris 100.000 tonnes de sucres coloniaux. Ce n'est qu'en janvier 1917 que fut admis le principe d'un achat de 100.000 tonnes à la Commission britannique.

Les différents achats dont nous venons de parler ayant été traités « fob » par la Commission royale britannique, la recherche du fret a incombé au service du ravitaillement civil. Ce fret a procuré au moyen de : a) vapeurs faisant partie de contrats de location-vente passés par le ministre du Commerce avec la Hudson's Bay ; b) vapeurs affrétés au temps ; c) vapeurs affrétés au voyage.

Au cours de la dernière campagne (1915-1916), les navires du premier groupe ont transporté, sur la ligne de New-York, un total de 47.591 tonnes de sucre, les navires affrétés au temps un total de 25.931 tonnes, les navires affrétés au voyage un total de 125.488 tonnes.

Sur la ligne de Cuba, les navires du premier groupe ont transporté 14.220 tonnes de sucre ; les navires affrétés au temps 11.270 tonnes, et enfin les navires affrétés au voyage 52.410 tonnes. Il est intéressant de signaler que, sur ces 52.410 tonnes, des navires français, affrétés soit directement par le ministère du Commerce, soit par le Service du Transit maritime de la guerre, ont transporté 17.510 tonnes.

Il est assez difficile d'évaluer, pour les navires affrétés au temps et pour les navires en location-vente, le taux moyen auquel le sucre a été transporté, en raison du petit nombre relatif de voyages effectués par ces catégories de navires au cours de la dernière campagne. Toutefois, il peut être utile d'indiquer, à titre documentaire, le chiffre de 120 francs la tonne, qui est le chiffre moyen d'une tonne de marchandise

transportée par les navires en location-vente dans leur exploitation générale ; on a tenu compte de l'amortissement contractuel pour établir cette moyenne.

En ce qui concerne les navires affrétés au voyage par la *Hudson's Bay*, le prix moyen du fret ressort, sur la ligne de New-York, à 167 francs la tonne, et sur la ligne de Cuba, à 180 francs la tonne.

Pour la campagne 1915-1916, les navires en location-vente ont été affrétés, en majeure partie, au transport des sucres de Maurice ; ils ont transporté, sur 165.000 tonnes de sucre de Maurice ; environ 130.000 tonnes ; le solde a été réparti sur des navires affrétés au voyage.

En ce qui concerne les sucres de Java, les navires en location-vente ou affrétés au temps ont transporté environ 15.000 t., les navires affrétés au voyage 40.000 tonnes.

Les navires affrétés au voyage sur la ligne de Maurice ont été traités au prix moyen de 208 à 210 francs la tonne.

En ce qui concerne les sucres de Java, le prix moyen du fret, pour les navires affrétés au voyage, a été de 240 francs la tonne.

Ces différentes cargaisons ainsi transportées ont été acheminées sur les ports français suivants : Marseille, Bordeaux, Nantes et le Havre.

D'une façon générale, la réception des sucres dans ces ports de débarquement est faite par les soins de la maison David, Gradis et fils, qui se charge de faire procéder à toutes les opérations de déchargement et à celles qui s'y rattachent, de prélèvements d'échantillons, de formalités de douane, etc., et enfin de livraison des sucres, soit aux raffineurs, soit au Service de l'Intendance, soit aux Entrepôts du Ravitaillement civil, et, éventuellement, à toutes autres parties prenantes.

Au cours de la campagne 1915-1916, les quantités suivantes ont été débarquées dans les quatre ports français : 1° Marseille, 34.000 tonnes ; 2° Bordeaux, 45.000 tonnes ; 3° Le Havre, 132.700 tonnes ; 4° Nantes, 31.700 tonnes,

Pour la campagne 1916-1917, le programme des arrivages a pu être établi de la façon suivante, en comprenant le solde de la précédente campagne, évalué à une trentaine de mille tonnes :

1° *Le Havre*. — Jusqu'à fin décembre, il devait être débarqué 45.000 tonnes, en janvier 13.000, en février 7.000, soit un total de 65.000 tonnes, sur lesquelles 38.500 tonnes devaient être livrées aux raffineurs, 5.000 tonnes à l'Intendance; 21.500 tonnes devaient être évacuées par péniches sur les entrepôts de Paris.

2° *Nantes*. — Les arrivages attendus jusqu'à fin décembre s'élevaient à 19.000 tonnes, ceux de janvier à 3.800 tonnes et ceux de février à 12.200 tonnes, soit au total 40.000 tonnes, sur lesquelles 12.630 devaient être livrées directement aux raffineurs, et le solde, soit 27.370 tonnes, devait être mis en entrepôts.

3° *Bordeaux*. — Les arrivages attendus jusqu'à fin décembre étaient de 29.000 tonnes, ceux de janvier de 6.300 et ceux de février de 5.700 tonnes, soit au total 41.000 tonnes sur lesquelles 9.500 tonnes devaient être livrées aux raffineurs et 2.000 tonnes à l'Intendance; le solde, soit 29.500 tonnes, est destiné à être mis en entrepôts.

4° *Marseille*. — Les arrivages attendus jusqu'à fin décembre étaient de 59.000 tonnes, ceux de janvier de 40.000 et ceux de février de 24.000 tonnes, soit au total 123.000 tonnes, sur lesquelles 75.000 tonnes devaient être livrées directement aux raffineurs et 40.000 tonnes à l'Intendance; le solde, soit 38.000 tonnes, était destiné à être mis dans les entrepôts du Ravitaillement civil.

Ce programme a pu être exécuté dans ses grandes lignes; il a subi toutefois quelques modifications du fait des difficultés occasionnées tant par la guerre sous-marine que par la crise des transports et celle du charbon qui a obligé, au mois de janvier dernier, le Service du Ravitaillement à s'entendre

avec les raffineurs au sujet de la réduction de leur fonte dans la proportion de deux tiers pour les grosses usines et dans des proportions variables pour les raffineries de moindre importance.

SECTION II

Mesures prises pour intensifier la production du sucre indigène et pour assurer au pays la totalité de cette production.

Nous avons vu précédemment les difficultés considérables éprouvées, par les cultivateurs betteraviers d'une part, pour produire la matière première, et d'autre part par les fabricants pour faire fonctionner leurs usines. La production de la campagne 1915-1916 avait été très déficitaire parce que la surface emblavée en betteraves avait été fortement réduite à cause de la pénurie de main-d'œuvre et aussi, nous l'avons vu, parce que l'accord du 17 novembre 1914 qui, sur l'initiative du ministre de l'Agriculture, était intervenu entre les industriels et les représentants des cultivateurs n'avait pas été partout observé. En outre, sur cette surface réduite, le rendement à l'hectare n'avait pas été satisfaisant parce qu'on avait employé moins d'engrais qu'en année ordinaire et que les façons aratoires avaient laissé à désirer. Enfin les betteraves avaient été attaquées par un champignon, le *cercospora beticola*, dont le développement avait été favorisé par les conditions météorologiques.

Quant aux difficultés éprouvées par les fabricants pour obtenir du charbon et de la main-d'œuvre ainsi que pour transporter les betteraves, elles avaient été telles que beaucoup de

racines avaient été gelées. On comprend que dans ces conditions, betteraviers et fabricants étaient peu disposés à se remettre au travail. Cependant, il fallait développer notre production indigène pour éviter le plus possible les importations de sucre qui créaient pour le Trésor une grosse dépense et entraînaient une sortie d'or considérable, ainsi que des pertes causées par la guerre sous-marine et les multiples accidents de voyages (incendie, perte, vol, etc.). Pour obtenir le résultat désiré, il fallait tout d'abord établir un prix, pour la betterave, suffisamment rémunérateur pour inciter les cultivateurs à ensemençer leurs terres en betteraves, malgré les nombreuses difficultés que rencontre cette culture en temps de guerre. Il fallait ensuite aplanir le plus possible ces difficultés. En second lieu, pour pousser le fabricant à payer ce haut prix pour la matière première, il fallait lui assurer qu'il vendrait son sucre à un prix suffisamment élevé pour le couvrir de ses frais et lui assurer un bénéfice raisonnable. En outre, il était nécessaire de donner également des garanties aux fabricants pour qu'ils soient assurés de surmonter les difficultés de la fabrication. Enfin, il fallait faire en sorte que le prix d'achat de la betterave par les distillateurs pour la fabrication de l'alcool fût autant que possible à parité avec celui payé par le fabricant de sucre, afin que la matière première ne fût pas accaparée par les distillateurs. Pour cela, il fallait établir une sorte de parité entre le prix de l'alcool et celui du sucre.

Le soin de fixer les prix de base pour l'achat de la betterave et la vente du sucre par le fabricant fut confié à la Commission de contrôle et de taxation des sucres.

Cette Commission avait été créée par l'arrêté ministériel du 10 janvier 1916 (1) Aux termes de l'article premier de cet arrêté, elle a pour mission « d'évaluer les stocks de sucre

(1) *Jorunal officiel* du 19 janv. 1916.

disponibles pour la consommation générale et de contrôler le prix de cette denrée ».

Elle a pour président M. Jonnart, sénateur, et pour vice-président M. Massé, ancien ministre. Les membres ont été choisis parmi les sénateurs et les députés s'occupant spécialement des questions de sucre, les hauts fonctionnaires représentant, la France à la Commission permanente créée par l'article 7 de la Convention de Bruxelles, ainsi que les administrations intéressées (ministères des Finances, de l'Agriculture, des Colonies, etc.), les représentants de l'agriculture et de l'industrie sucrière, des importateurs coloniaux, etc., etc.

Nous n'entrerons pas ici dans le détail des travaux de cette Commission ; nous dirons seulement qu'à la suite d'un rapport de M. Saillard, directeur du Laboratoire des fabricants de sucre, sur les frais de culture par hectare de betteraves et sur le prix de revient de la tonne de betterave, ainsi que d'un rapport de M. Pluchet, président de la Société des Agriculteurs de France sur le même sujet, la Commission décida de fixer, comme prix minimum d'achat de la tonne de betterave à 7°,5 de densité le chiffre de 47 francs, avec 0 fr. 60 d'augmentation pour les dixièmes au-dessus de 7°,5 et 0 fr. 60 de diminution pour les dixièmes au-dessous de 7°,5 jusqu'à 7°. Ainsi la tonne à 8° de densité devait être payée 50 francs prix minimum. Ce prix était le même pour la tonne achetée à forfait si la graine avait été fournie par le fabricant.

A la suite d'un rapport de M. Saillard sur la détermination du prix du sucre, il fut décidé que le prix du sucre blanc n° 3 « ne pourrait dépasser 75 francs le quintal pendant la durée « de la guerre. Mais il est entendu qu'à partir de la cessation « des hostilités jusqu'au 31 mars 1917, l'Etat garantit aux « fabricants le prix minimum de 70 francs par quintal de « sucre indigène pour les stocks qui seraient invendus. » A cette époque, on le voit (25 janvier 1916), on avait prévu que la guerre pourrait finir avant ou pendant la campagne su-

rière, et toutes les précautions étaient prises pour donner aux fabricants toutes les assurances possibles au point de vue des prix de façon à les inciter à courir les risques de la fabrication.

A la suite de ces travaux, une circulaire fut adressée le 6 février 1916 à MM. les Préfets par les ministres du Commerce et de l'Agriculture pour les prier de porter à la connaissance des intéressés les prix fixés pour la tonne de betterave et pour qu'ils fassent tous leurs efforts pour que ces prix soient insérés dans les contrats auxquels devait donner lieu la vente des betteraves pour la campagne 1916-1917.

S'inspirant en outre des difficultés qu'avait entraînées l'adoption de l'accord du 17 novembre 1914, la circulaire ajoute :
« Vous devez charger le directeur des services agricoles d'in-
« tervenir auprès des cultivateurs et des fabricants pour con-
« cilier les intérêts en présence et aplanir les difficultés qui
« pourraient se présenter. Sans doute il s'agit de contrats
« entre particuliers ; mais, dans les circonstances que nous
« traversons, l'intérêt général est en jeu, et nous estimons
« que l'intervention administrative doit s'exercer pour con-
« cilier les prétentions des parties et faciliter la rédaction des
« contrats. »

En conséquence, un projet de contrat d'achat de betteraves était annexé à cette circulaire, projet qui avait préalablement été soumis au Syndicat des fabricants de sucre qui lui avait donné son adhésion et s'efforçait de son côté de le faire adopter par les fabricants ; ce qui eut lieu sans grande difficulté.

En ce qui concerne les garanties relatives à la main-d'œuvre la circulaire du 6 février 1916 s'exprime ainsi : « D'autre part,
« le ministre de la Guerre, par une circulaire du 22 décembre
« 1915, a donné pleins pouvoirs aux généraux commandant
« les régions pour prêter le concours de la main-d'œuvre
« militaire aux agriculteurs. Les cultivateurs de betteraves

« trouveront ainsi une aide sérieuse pour l'exécution des travaux de binage, sarclage, etc., nécessités par la préparation de la culture de la betterave ; il appartient à la Commission départementale de la main-d'œuvre agricole que vous présidez de recevoir à cet égard les demandes des cultivateurs et, dans la mesure du possible, d'y donner ou d'y faire donner satisfaction. »

La circulaire faisait ensuite connaître le prix qui avait été établi par la Commission pour le quintal de sucre blanc.

Enfin, elle terminait en disant : « Nous nous sommes mis d'accord avec les services compétents du Ministère de la Guerre pour établir la parité entre le prix du sucre et celui de l'alcool ; c'est ainsi qu'il a été entendu qu'en ce qui concerne l'alcool provenant du traitement des betteraves ou des mélasses, le prix de 100 francs, fixé cette année pour l'hectolitre évalué sur la base 100°, ne sera pas dépassé. »

Sans doute les événements militaires ainsi que les difficultés occasionnées par la crise des transports ne permirent pas de donner complètement satisfaction aux intéressés au sujet de la main-d'œuvre, des engrais et du charbon, et il y eut encore trop de betteraves gelées. Mais il faut reconnaître que les administrations intéressées ont fait absolument tout ce qui dépendait de leur activité et de leurs moyens pour satisfaire aux besoins indispensables des betteraviers et des fabricants. Ceux-ci, de leur côté, n'ont pas hésité à s'exposer aux risques de toutes sortes qu'entraînent la culture et la fabrication en temps de guerre. Aussi, grâce aux mesures prises et au zèle de tous, la production indigène pour la campagne 1916-1917, malgré de grosses difficultés, a atteint environ 200.000 tonnes.

Dans le but d'empêcher la spéculation et de maintenir, par une taxe officielle, le sucre à un prix abordable, le Gouvernement a été conduit à se réserver le monopole de cette production.

Le nombre des sucreries qui ont travaillé pour cette campagne est de 64. Afin d'éviter la procédure de réquisition, un contrat est intervenu entre le Gouvernement et les sucreries, qui l'ont accepté, à l'exception de deux sucreries qui ont préféré la réquisition, et d'une Société coopérative de production qui a été autorisée à travailler les betteraves de ses cultivateurs et à vendre le sucre directement dans son rayon, au prix de la taxe. Toutefois, une partie de sa fabrication a été livrée à l'Etat.

Aux termes de ce contrat, l'Etat achète le sucre blanc au prix de 75 francs les 100 kilogrammes, base n° 3, conditions du marché de Paris, marchandise rendue franco en entrepôt de Paris ou à toute autre destination donnée par le service du ravitaillement civil, pourvu que la distance ne soit pas supérieure à celle de la sucrerie aux entrepôts de Paris, dans lequel cas l'excédent de transport sera supporté par l'Etat.

Si le sucre, à son arrivée à Paris, n'est pas reconnu comme n° 3, il subit une réfaction sur la base de 0 fr. 40 par nuance et par 100 kilogrammes.

Les sucres roux sont payés sur la base de 88° (marchandise rendue Paris, mêmes conditions de transport que pour les blancs), aux prix de 66 fr. 66 pour les sucres de premier jet, et de 65 fr. 66 pour le second jet. La facture est établie aux conditions du marché de la raffinerie sur le titrage de l'analyse de régie, sous réserve des bonifications ou déductions d'usage et qui sont stipulées au contrat.

Le programme d'emploi de cette récolte comprenait en décembre 1916 l'attribution de 4.290.000 sacs (de 100 kilogrammes) aux raffineries, dont 412.000 sacs de sucre roux.

Les 750.000 sacs formant le complément de la production doivent être expédiés au nom de l'Etat aux entrepôts et magasins généraux de Paris. Cependant, pour éviter les frais de transport, des ordres sont journellement donnés aux sucreries pour des livraisons à la consommation directe ou industrielle

dans la région de la sucrerie ou dans les départements limitrophes.

Il a été laissé aux sucreries environ 1/100^e de leur production pour les besoins de leurs cultivateurs, fournisseurs de betteraves, personnel technique. Pour ces sucres, le fabricant couvre le service du ravitaillement civil de 19 francs par quintal, différence entre le prix auquel l'Etat achète le sucre et celui auquel il le rétrocède.

150.000 sacs de sucre blanc devaient être livrés à l'Intendance, dont 55.000 par les sucreries, aux stations-magasins de Dunkerque, Dijon et Pithiviers, et 95.000 aux entrepôts de Paris.

Au 1^{er} décembre 1916, la situation de la fabrication indigène était la suivante :

Sucres livrés aux raffineurs directement par sucreries.....	300.000
Sucres livrés à l'Intendance directement par sucreries.....	30.000
Sucres livrés à consommation directe industrielle par sucreries.....	20.000
Sucres livrés à l'Etat aux entrepôts directement par sucreries.....	190.000
Sucres entreposés en usine.....	10.000
Sucres en cours de route.....	<u>50.000</u>
Total des sucres fabriqués par 64 sucreries.	600.000 sacs

Sur les 190.000 sacs reçus aux Entrepôts au nom de l'Etat, 90.000 ont été livrés à la consommation directe et industrielle sur les indications des Comités départementaux de répartition ainsi que des Syndicats de la chocolaterie et de la confiserie.

Voyons maintenant ce qui a été fait au point de vue des sucres coloniaux.

SECTION III

Mesures relatives aux sucres coloniaux.

En ce qui concerne les sucres coloniaux, sur l'initiative du ministre du Commerce et du ministre des Colonies, une réunion eut lieu au Ministère du Commerce le 16 septembre 1916. A cette réunion, que présidait M. Clémentel, assistaient un certain nombre de représentants des colonies productrices de sucre de canne, ainsi que plusieurs importateurs.

M. le ministre du Commerce exposa que l'organisation du ravitaillement en sucre constituait en quelque sorte un « cartell d'Etat » puisque l'Etat limitait le prix de vente du producteur et lui imposait par là un sacrifice qui équivalait à une sorte d'impôt de cartell. En conséquence, il demanda aux producteurs coloniaux de participer à l'accord intervenu entre l'Etat et les producteurs français aux termes duquel le sucre était payé 75 francs le quintal, et de prendre eux aussi leur part contributive au sacrifice demandé, tout en recevant cependant une rémunération légitime.

Les représentants des colonies firent remarquer que jamais les colonies n'avaient refusé leur concours le plus large à la métropole toutes les fois que celle-ci le leur avait demandé. En conséquence, il y avait lieu de considérer qu'il n'existait pas deux sortes de sucre : le sucre de betterave et le sucre colonial, mais bien une seule sorte, « le sucre national ». Toutefois, ils demandaient qu'on tint compte, pour la détermination du prix d'achat des sucres coloniaux, des difficultés considérables de transport de ces sucres, des prix élevés du fret et de la main-d'œuvre et des divers frais généraux, ce

qui entraînait une élévation sensible du coût de production.

Après un échange de vues, l'accord suivant fut adopté : l'Etat s'engagea à payer le sucre des colonies françaises de la campagne prochaine (le sucre de la campagne en cours 1915-1916 étant, pour la plupart, déjà placé), sur la base du sucre blanc n° 3 de Paris, savoir 75 francs, plus une somme de 10 francs pour tenir compte de certaines majorations et notamment de la hausse du fret, soit au total 85 francs les 100 kilogrammes, rendus port français.

En outre, le ministre des Colonies devait faire connaître dans le plus bref délai possible les quantités de sucre sur lesquelles on pouvait compter dans chaque colonie pour la campagne prochaine, les époques où elles pourraient être embarquées, les quantités déjà vendues à des importateurs, et celles non encore vendues ainsi que les conditions dans lesquelles l'Etat pourrait s'en rendre acquéreur.

En outre, le ministre du Commerce était disposé à intervenir pour assurer la régularité des arrivages.

SECTION IV

Le prix du sucre.

Nous avons vu jusqu'ici l'Etat devenu commerçant par la force même des choses, acheter les quantités de sucre nécessaires à l'alimentation du pays. Nous allons le voir maintenant vendre ce sucre aux divers acheteurs en gros, raffineurs, négociants en sucre non raffiné, etc. En outre, étant donné que les prix de gros sont déterminés par le service du ravitaillement, il y avait lieu également pour éviter la spéculation et la

hausse du prix du sucre, de fixer le prix de vente au détail par voie de réglementation administrative.

En ce qui concerne les raffineurs, les sucres qui leur ont été cédés sont des sucres étrangers achetés par l'intermédiaire de la Commission royale britannique, puis des sucres indigènes.

La cession des sucres étrangers a fait l'objet d'un contrat particulier en date à Paris du 1^{er} avril 1916. Aux termes de ce contrat, l'Etat devait mettre 145.000 tonnes de sucre achetées par la Commission britannique à la disposition des raffineurs. Les livraisons devaient être effectuées du 1^{er} mai au 31 octobre 1916 et la nouvelle campagne devait commencer le 1^{er} novembre. Les sucres devaient être mis à la disposition des raffineurs à quai, autant que possible dans le port le plus à proximité de leur usine, au fur et à mesure de la bonne arrivée des bateaux. En outre, les sucres devaient être livrés dans les conditions prévues par le contrat passé avec le Gouvernement anglais.

Les cessions de sucre étaient faites aux conditions suivantes : le prix du sucre américain, fin, blanc, granulé, était fixé à 78 fr. 60 les 100 kilogrammes à quai, droit de douane en sus pour les sucres et les emballages. Quant au prix du sucre roux, premier jet Cuba, base 96° polarisation, il devait être fonction du prix du granulé et du rendement de ce roux en raffiné. Ce prix, en tenant compte des glucoses, des cendres, des déchets de fabrication et de l'excédent des frais occasionnés par le travail de ces sucres était fixé à 67 fr. 25, les mélasses restant la propriété des raffineurs qui s'engageaient à les céder aux distilleries travaillant pour la guerre, aux cours pratiqués à cette époque.

De son côté, l'Etat s'engageait à ne pas vendre des sucres, soit par l'intermédiaire des Chambres de Commerce, soit autrement à des prix inférieurs à ceux fixés ci-dessus.

Le prix de vente avait pu être fixé au chiffre de 78 fr. 60 les

100 kilogrammes parce que les premiers achats de sucre exotique, faits par l'intermédiaire de la Commission royale britannique en mars 1916 avaient été, nous l'avons vu, conclus à des prix très avantageux.

Mais les achats suivants furent faits à des conditions moins avantageuses, de sorte que le prix de revient des granulés passa de 73 fr. 65 à 101 fr. 70 les 100 kilogrammes, de sorte qu'il fallut élever le prix de vente du sucre.

C'est à propos de la vente des sucres indigènes qu'un nouveau contrat fut passé avec les raffineurs, qui l'ont tous signé, au sujet de la rétrocession de ces sucres pour le travail des raffineries. Par ce contrat, les raffineurs s'engageaient à raffiner tous les sucres qui devaient leur être attribués (indigènes, coloniaux ou exotiques) pour la période du 25 octobre au 25 mars 1917.

La répartition a été calculée suivant la moyenne des fontes des trois années précédant la guerre.

Le prix de cession du sucre aux raffineurs est fixé à 94 francs les 100 kilogrammes, base n° 3. Les sucres roux sont payés par les raffineurs sur la base de 88° au prix de 83 fr. 50 les 100 kilogrammes pour les sucres de premier jet (cuite), et de 82 fr. 50 pour les sucres de second jet. La facture est établie sur le titrage de l'analyse de régie, conditions du marché de la raffinerie de Paris, sous réserve des bonifications ou déductions d'usage et qui sont stipulées au contrat.

Ces prix s'entendent marchandises rendues franco entrepôt Paris ou entrepôt de la raffinerie.

Les sucreries livrant aux raffineries facturent directement aux preneurs les sucres au prix d'achat par l'Etat. Mensuellement les raffineurs fournissent à l'Etat les duplicata de factures de livraisons des sucreries, la différence des prix de cessions par l'Etat faisant l'objet d'un ordre de versement au Trésor, le coût du raffinage des sucres ayant été fixé d'un

commun accord à 11 fr. 40 ; les raffineurs travaillent, en réalité, à façon.

Pour les sucres en stock dans les raffineries au 1^{er} octobre et n'étant pas applicables sur des quantités vendues en raffinés par marchés antérieurs livrables avant le 1^{er} octobre et non livrées à cette date, les raffineurs ont payé l'écart entre le prix fixé par le contrat du 1^{er} avril 1916 et le prix du nouveau contrat, soit 9 francs par 100 kilogrammes.

Des comptes sont établis journellement pour les ristournes, pour les courtages, pour les bonis sur les droits. Les sucres adressés à l'Etat sont payés à leur arrivée à Paris, après reconnaissance et expertise.

Sur la production indigène, les quantités attribuées aux raffineurs comptent pour 1.290.000 sacs, dont 112.000 sacs sucre roux.

Dans ce chiffre est comprise la quantité de 62.000 sacs attribuée aux raffineurs des pays envahis et qui font raffiner par leurs collègues, étant entendu que ces sucres seront livrés dans les zones où ces raffineurs livraient en temps de paix et aussi dans les régions au fur et à mesure de leur libération.

Avant d'étudier les mesures prises du vue de la réglementation de la vente du prix du sucre en gros et en détail, nous allons, pour terminer l'étude des opérations commerciales du service du ravitaillement civil, donner le bilan des dépenses et des recettes de ce service pour la période de mars à septembre 1916 :

Dépenses :

Cette première partie de la campagne comporte l'achat de :

Sucre granulé américain pour	199.000 tonnes
Sucre roux de Cuba.....	78.500 »
auxquels il convient d'ajouter	22.315 »

Achetées en 1915 par le Service de l'Intendance pour l'alimentation de la population civile et rétrocédées par lui au Service du ravitaillement.

Total.....	299.815 tonnes
------------	----------------------

Ayant coûté :

Prix d'achat.....	Francs	191.116.732,49
Fret		40.057.500,00
Assurances.....		5.079.000,00
Transport à l'intérieur		4.564.000,00
Commissions, frais divers de débarquement et d'entrepôt		3.962.300,00
Total des dépenses.....		244.779.532,49
Il faut ajouter à ces chiffres une dépense d'ordre (douanes et régie) de		33.547.645,07
soit au total		278.327.177,55

Les ventes peuvent s'établir de la manière
suivante, en tenant compte des quantités
dues à la raffinerie et à l'Intendance :

Raffineurs	159.000 tonnes
Consommation directe	90.934 »
Intendance.....	25.000 »
Poudres.....	7.000 »
Marine nationale.....	580 »
Total.....	282.515 tonnes

ayant produit globalement 255.384.948 francs, ce qui fait,
pour la première partie de la campagne, un déficit de
22.942.229 fr. 12, duquel il convient de déduire 14.116.800 fr.
représentant la valeur des stocks, soit 17.300 tonnes éva-
luées à 816 francs la tonne, ce qui donnait un déficit de
8.825.429 fr. 12.

Ce déficit ne fut que temporaire, car, pendant la seconde
période, octobre 1916 à mars 1917, le chiffre des dépenses
s'éleva à 391.510.600 francs, tandis que le chiffre des recettes
pouvait être évalué, en décembre 1916, à 428.979.000 francs,
ce qui constituait un bénéfice de 37.468.400 francs.

Nous allons examiner maintenant les mesures d'ordre ad-
ministratif qui ont été prises au cours de l'année 1916 pour
fixer le prix de vente du sucre, tant en gros qu'au détail.

Dès le 3 mars 1916, un décret fut pris pour réglementer,

pendant la durée de la guerre, la constatation des cours à la Bourse de Commerce de Paris. A dater de la publication de ce décret, la constatation des cours des types dits « sucre blanc n° 3 » et « sucre roux 88° » devait donner lieu en outre de l'observation des dispositions du décret du 22 décembre 1866 à la mention, sur le procès-verbal de chaque séance, de toutes les opérations ayant une importance unitaire d'au moins cent sacs effectuées à la séance du jour et venues à la connaissance des membres de la réunion. Ce procès-verbal devait relater pour chaque opération : 1° le nombre de sacs sur lequel a porté l'opération ; 2° le prix auquel a été conclue l'opération ; 3° le nom de la personne ayant signalé l'opération, et 4° lorsque les intéressés y ont consenti, le nom de l'acheteur et celui du vendeur, ainsi que le lieu de dépôt de la marchandise.

Ce décret ne fut publié au *Journal officiel* que le 8 mai 1916. Il avait, en effet, pour but d'empêcher que des transactions ne soient opérées au delà des prix de taxe que la loi du 20 avril 1916 venait d'autoriser à fixer pour le sucre.

Dans le but d'éviter une hausse exagérée du prix des denrées alimentaires de première nécessité, hausse causée par la spéculation ou l'accaparement de ces denrées, la loi du 20 avril 1916 a permis de soumettre à la taxation, pendant la durée des hostilités et les trois mois qui suivront leur cessation, un certain nombre de denrées et substances et notamment le sucre.

La taxation, pour les prix de vente en gros aux lieux d'importation ou de fabrication, doit être prononcée par Décret, la taxation au détail est faite dans chaque département par le Préfet sur avis d'une Commission instituée par cette loi et appelée « Commission de taxation des denrées et substances » (article 2).

Dès la promulgation de cette loi, le Service du Ravitaillement Civil se préoccupa de la taxation du sucre en gros. Ce

fut la Commission de Contrôle et de Taxation des sucres présidée par M. Jonnart, qui fut chargée d'établir les prix de vente en gros du sucre.

Après avoir pris connaissance de nos disponibilités en sucre, et des conditions d'achat des sucres étrangers. Après avoir entendu les représentants des diverses industries qui travaillent ou emploient le sucre et notamment les raffineurs, cette Commission a déterminé le prix de vente en gros du sucre ainsi que le montant de l'écart de raffinage.

Les travaux de la Commission ont donné lieu à une première taxation du sucre établie par ce décret du 13 mai 1916, qui fixa le prix du sucre cristallisé ou granulé à 78 fr. 60 les 100 kilogrammes (non compris le prix de la caisse ou du sac, ni le droit de douane applicable aux sucres étrangers ni la taxe de raffinage (2 francs par 100 kilogrammes), ni le droit de consommation).

Le prix du sucre raffiné était de 118 francs les 100 kilogrammes, pour le sucre en pain, de 121 fr. 50, pour le sucre rangé en boîtes de 5 kilogrammes, de 122 fr. 25 pour le sucre rangé en boîtes de 1 kilogramme, enfin de 116 francs les 100 kilogrammes pour les sucres en morceaux irréguliers.

Ces prix s'entendent de la marchandise payée comptant à la livraison et prise dans les fabriques, dans les raffineries ou dans les entrepôts.

En outre, le décret permettait de majorer les prix établis pour les sucres raffinés fabriqués par les raffineries de Nantes et de Bordeaux d'une somme égale aux frais de transport de ces places à Paris sans que cette majoration puisse dépasser 3 francs par 100 kilogrammes.

Les prix d'achat du sucre ainsi que les prix des matières premières et de la main-d'œuvre employés par les raffineurs, ayant augmentés depuis le début de la guerre, et quelques lacunes ayant été reconnues dans ce décret, la Commission

de contrôle et de taxation eut à examiner les conditions d'une nouvelle taxation en gros.

Ces travaux donnèrent lieu au décret du 30 septembre 1916 qui abrogea celui du 13 mai. Les prix du sucre en gros, c'est-à-dire par quintal, établis par ce décret sont les suivants :

Sucre raffiné

1° en boîtes de 5 kilog. ou plus, droit de consommation compris.....	131 fr. — les 100 kg.
2° En boîtes de 1 kilog., au moins....	133 fr. 25 —
3° Sucre raffiné en poudre, glace semoules diverses, droit de consommation compris, marchandise logée	131 fr. — —
4° Sucre en pains, marchandise nue y compris le droit de consommation..	127 fr. 50 —
5° Sucre en morceaux irréguliers, gros et petits déchets de sucre, droit de consommation compris.....	127 fr. 50 —

Le prix des pains de 3 kilogrammes et au-dessous, que certains raffineurs fabriquent pour l'exportation, peut être majoré de 1 fr. 50 par 100 kilogrammes sur le prix fixé au n° 4.

Sucre non raffiné

1° Sucre cristallisé de toute origine, marchandise logée, y compris le droit de douane applicable aux sucres étrangers et le droit de consommation.....	119 fr. — les 100 kg.
2° Sucre cristallisé ou granulé en poudre, glace semoules diverses ou pilé, marchandise logée.....	122 fr. — —
3° Sucre cristallisé en gros ou petits grains, marchandise logée.....	122 fr. — —

Ces prix ne comprennent ni la taxe de raffinage (3 francs par 100 kilogrammes), ni le droit de surveillance (0 fr. 03 par 100 kilogrammes).

L'article 2 de ce décret autorise certaines raffineries qu'il énumère à majorer les prix ci-dessus indiqués, d'une somme égale aux frais de transport de Paris à ces lieux de fabrication par wagon de 5,000 kilogrammes en petite vitesse.

Enfin, ce décret, de même que le précédent, édicte des sanctions contre ceux qui auront vendu ou tenté de vendre du sucre à un prix supérieur à la taxe.

Ce décret a été complété par celui du 18 novembre 1916 qui fixe le prix en gros des sucres de deuxième jet, sucre roux en provenance des Colonies françaises.

A la suite du décret du 13 mai 1916, un certain nombre de Préfets ont taxé la vente du sucre au détail et au demi-gros dans leurs départements. Mais, cette mesure ne s'étant pas généralisée, donna lieu à des abus ; les départements où le sucre était taxé voyaient le sucre se raréfier et même manquer sur leur territoire, alors que les départements qui n'avaient pas taxé, se trouvaient beaucoup mieux pourvus.

A la suite de l'arrêté ministériel du 20 octobre 1916, les Préfets ont été invités à taxer la vente du sucre au détail. En décembre 1916, il n'existait plus de départements où la vente de cette denrée était demeurée libre.

Le Service du Ravitaillement Civil centralise tous les arrêtés préfectoraux de taxation et veille, pour éviter les fraudes, à ce que la taxation soit à peu près la même dans chaque région géographique de répartition.

Le prix du sucre au détail était à cette époque à Paris de 1 fr. 40 pour le sucre raffiné et 1 fr. 30 pour le sucre non raffiné et selon les régions de 1 fr. 40 à 1 fr. 55 pour le sucre raffiné et de 1 fr. 35 à 1 fr. 45 pour le non raffiné.

Ces prix étaient inférieurs à ceux pratiqués à l'étranger et notamment en Angleterre et en Italie.

SECTION V

Réglementation de la répartition du sucre.

Au point de vue de la répartition du sucre, il faut distinguer deux périodes : 1° celle qui a précédé l'arrêté ministériel du 20 octobre 1916 ; 2° Celle qui a suivi cet arrêté.

1° Période antérieure au 20 octobre 1916.

Antérieurement à l'arrêté du 20 octobre 1916, la répartition du sucre n'était pas réglementée. Indépendamment des quantités importantes de sucre livrées régulièrement par les Raffineries et qui atteignaient un chiffre aussi élevé qu'en temps de paix, le Service du Ravitaillement Civil a fait répartir journellement, pour les besoins de Paris et des départements, d'abord par la Chambre de Commerce de Paris, puis par la Chambre syndicale du commerce des sucres à Paris, des quantités de sucre blanc et de sucre roux qui ont varié suivant l'importance des stocks disponibles, dans les entrepôts de Paris, Nantes, Bordeaux et Marseille.

Toutes les demandes adressées à la Chambre syndicale devaient être préalablement revêtues du visa du Préfet, pour les départements, et du Préfet de Police pour Paris et la Seine. Cette mesure avait pour but d'écarter de la répartition des demandes non justifiées par des besoins légitimes, d'éviter des doubles emplois, en un mot de régulariser les attributions.

En outre, une certaine quantité de sucre était mise à la disposition du Syndicat de l'Épicerie française pour être dis-

tribuée entre les épiciers des départements de la Seine et de Seine-et-Oise ; de la Chambre Syndicale des Chocolatiers pour être distribuée aux chocolatiers de France. De semblables répartitions étaient faites par les Syndicats de la pharmacie et des confituriers.

Enfin, dans les cas d'extrême urgence, et à titre de secours tout à fait exceptionnel, le Ministère du Commerce a consenti des cessions directes aux départements et aux industriels, mais pour des quantités réduites.

Ce mode de répartition étant devenu insuffisant, un autre régime lui a été substitué.

D'autres raisons, d'ailleurs, déterminèrent le Ministre du Commerce à faire un changement, notamment les dépenses à effectuer pour l'achat des sucres exotiques, les frais de transport, etc..., qui entraînaient à l'étranger la baisse du change et une sortie d'or importante.

Dans ces conditions, une Commission fut instituée au Ministère, qui eut pour but de rechercher le mode de répartition du sucre permettant de pourvoir aux besoins essentiels de la consommation, tout en supprimant les emplois de sucre non justifiés.

Les travaux de cette Commission qui prit le nom de « Comité Central de Répartition », aboutirent à l'arrêté ministériel du 20 octobre 1916.

*2° Mode de répartition établi
par l'arrêté du 20 octobre 1916.*

Cet arrêté a institué, dans chaque département, un Comité appelé « Comité départemental de répartition du sucre ». Ce Comité est présidé par le Préfet ou son délégué et est composé d'un certain nombre de membres choisis par le Préfet parmi les représentants des municipalités, des Chambres de commerce, des Compagnies de transport, de l'Administration des

Contributions indirectes, des commerçants ou industriels, des raffineurs, etc... Il est chargé de centraliser toutes les demandes de sucre des commerçants et industriels transformateurs ; il en vérifie le bien-fondé en se basant sur les pièces justificatives fournies à l'appui des demande et doit s'assurer que les arrondissements sont pourvus d'une façon autant que possible équivalente.

Les demandes sont ensuite adressées par le Comité de quinzaine en quinzaine, à un agent répartiteur — membre de la Chambre Syndicale du Commerce des sucres de Paris — qui est chargé d'assurer la livraison du sucre non raffiné au département. Toutefois, le Comité, s'il le préfère, peut se faire adresser directement à lui ou à une personne désignée spécialement pour lui, toutes les quantités attribuées au département, sauf ensuite à les répartir dans le département.

Pour faciliter la répartition du sucre non raffiné, les départements ont été groupés géographiquement en six régions desservies par un entrepôt situé dans un grand port ou à Paris (1^{re} région : Le Havre-Caen ; 2^e et 3^e régions : Paris ; 4^e région : Marseille ; 5^e région : Bordeaux et 6^e région : Nantes).

Le contingent de chaque département pour la consommation familiale est fixé sur la base de 750 grammes de sucre par tête d'habitant et par mois.

En général, les besoins de la consommation familiale sont satisfaits par les expéditions des raffineries qui travaillent le sucre que le Service du Ravitaillement Civil leur livre et qui représente une quantité actuellement supérieure à 40.000 tonnes par mois, soit plus des deux tiers de la consommation mensuelle. Les marchés concernant le sucre raffiné continuent à être passés directement entre les intéressés et les Raffineries ; toutefois, celles-ci doivent notifier au Comité départemental, quinzaine par quinzaine, le montant des envois qu'elles font dans le département.

Le sucre non raffiné qui est fourni par le Service du Ravi-

taillement Civil n'intervient donc que comme appoint pour combler, le cas échéant, le déficit des expéditions des raffineries. Dans la plupart des départements, le contingent en sucre non raffiné équivaut au tiers de la consommation totale calculée sur la base de 750 grammes par tête d'habitant et par mois.

Quant à la consommation industrielle, elle est assurée en sucre non raffiné selon le mode de répartition suivant :

Pour les chocolatiers et les confituriers, des quantités importantes de sucre non raffiné ont été mises à la disposition de la Chambre syndicale de chacune de ces industries, qui en assure la répartition entre tous les membres de ces corporations au prorata de leurs besoins.

Quant aux autres industries qui utilisent le sucre (biscuiteries, liquoristes, pharmaciens, confiseurs, etc.), leurs demandes doivent être soumises au Comité départemental, et la répartition des quantités de sucre non raffiné attribuées par le Service du Ravitaillement Civil à chaque département pour ses besoins industriels est faite, soit par l'agent répartiteur, soit par les soins du Comité départemental.

Pour les départements dans lesquels il existe des sucreries et pour les départements voisins, les sucreries ont été autorisées à livrer directement une partie de leur fabrication de sucre cristallisé à certains établissements industriels ou commerciaux en rapport d'affaires avec elles antérieurement à la guerre. Cette facilité a été accordée dans le but d'éviter des transports inutiles et des frais ; mais en ce cas, les sucreries sont astreintes, comme les Raffineries, à faire connaître régulièrement au Comité départemental le montant des quantités qu'elles ont livrées. De cette façon, le Comité tient compte des envois des Raffineries et Sucreries pour déterminer le contingent qui est nécessaire au département pour sa consommation.

L'arrêté du 20 octobre 1916, dans une seconde partie, fixe

les attributions du Comité Central de répartition siégeant au Ministère du Commerce et présidé par M. Herriot sénateur. Ce Comité est chargé d'examiner les réclamations et propositions concernant la répartition du sucre ; c'est devant lui que doivent être portées les requêtes relatives aux contingents départementaux, à leur formation et à leur révision.

C'est en outre ce Comité qui est chargé de donner son avis sur le règlement auquel doivent être assujettis les agents d'exécution chargés d'assurer aux départements la livraison du sucre non raffiné ainsi que de statuer sur la désignation de ces agents.

Ces Comités départementaux ont commencé à fonctionner normalement dans la seconde quinzaine de novembre.

Sur leur proposition, il a été attribué pour cette quinzaine :
3.286 tonnes à la consommation familiale ;

1.850 tonnes à la consommation industrielle (biscuiteries, confiseries, pharmacies, liquoristes, etc...)

Les raffineries, pendant cette même période, ont livré 14.713 tonnes, soit au total environ 20.000 tonnes pour la moitié du mois de novembre.

Cette réglementation de la répartition du sucre fut complétée par l'arrêté ministériel du 2 janvier 1917 sur la répartition du sucre raffiné.

La question du maintien en activité pendant la guerre des raffineries a été souvent débattue depuis le début des hostilités. Les partisans de la suppression temporaire du raffinage, qui sont surtout représentés par les membres du Syndicat de l'Épicerie française, faisaient valoir que le sucre raffiné ne présente en temps de guerre aucune utilité. Sans doute il est plus commode que le non-raffiné mais cet avantage ne compense pas à leurs yeux les nombreux inconvénients que présente le maintien en activité des raffinés. Il y a là, disent-ils notamment, une industrie de luxe qui emploie des quantités impor-

tantes de charbon, de carton, de ficelle que nous avons besoin d'économiser et qui de plus, immobilise de la main-d'œuvre qui serait mieux employée à des travaux plus utiles à la défense nationale.

Ces arguments certes contiennent une certaine part de vérité, mais ils ne sont pas sans réplique et les partisans du raffinage font observer avec juste raison que les raffineries ne peuvent être, en tant qu'usines, d'aucune utilité pour la défense nationale ; les installations techniques du raffinage ne se prêtant à aucune autre utilisation industrielle de sorte, qu'au lieu de fermer ces fabriques sans profit pour personne il est préférable de les utiliser à leur fin spéciale pour employer le nombreux personnel principalement composé de femmes que fait vivre la raffinerie. Il y a, en outre intérêt, en vue de l'après guerre, lorsqu'il faudra revenir au régime de libre concurrence, à conserver les techniciens qu'on risquerait en fermant les raffineries, de ne plus retrouver quand on en aurait à nouveau besoin. Enfin, et c'est à notre avis l'argument principal, nous avons vu que les raffineries ont créé une organisation commerciale remarquable. Or, il est préférable plutôt que de supprimer cette organisation, de la faire concourir sous le contrôle de l'Etat à la répartition du sucre d'autant plus que le consommateur, habitué dès le temps de paix à payer un peu plus cher le sucre raffiné, ne supporte pas du fait du maintien de la raffinerie une bien grosse charge.

Toutefois, la répartition du sucre raffiné devait, comme celle du sucre non raffiné, être réglementée. En effet, d'après l'arrêté du 30 octobre 1916, la répartition du sucre cristallisé était faite en tenant compte des livraisons de sucre raffiné qui étaient portées à la connaissance des Comités départementaux par les raffineries. Ce mode de procéder ayant donné lieu à des irrégularités de répartition dans plusieurs centres, un certain nombre de Comités départementaux émirent le vœu que le régime existant pour le sucre brut fût étendu au sucre raffiné.

Tel fut également l'avis du Comité central de répartition. C'est à la suite de cet avis que fut pris l'arrêté du 2 janvier 1917. Aux termes de cet arrêté le Comité de répartition institué dans chaque département est désormais chargé de la répartition du sucre raffiné comme il l'est déjà de la répartition du sucre non raffiné ; il joue un rôle identique dans les deux cas. En effet, comme lorsqu'il s'agit de sucre brut, il est chargé de réunir toutes les demandes de fournitures, qu'elles émanent des commerçants ou des agents représentants des raffineries : il en vérifie le bien fondé, se renseigne sur les stocks existants, réduit les quantités qui excèderaient les besoins courants indispensables à la consommation. Les demandes ainsi contrôlées et approuvées, il les groupe et les fait parvenir aux raffineries chargées de l'approvisionnement du département.

Pour faciliter les expéditions et la répartition du sucre raffiné, les départements ont été groupés en régions répondant à la situation géographique des raffineries, à l'importance de leur consommation et autant que possible à leurs habitudes commerciales.

Il en est résulté la division du territoire en six régions d'inégale importance, desservies soit par une seule raffinerie, soit par plusieurs raffineries.

Dans ce dernier cas, il a été formé entre les raffineries de la même région un bureau qui sera chargé de recevoir les demandes approuvées par les Comités départementaux et de leur livrer ou de leur faire livrer mensuellement les quantités de sucre raffiné correspondant à la production autorisée des usines comprises dans cette région. En règle générale, les raffineries ont à fournir les deux tiers de la consommation familiale, le dernier tiers étant approvisionné en sucre brut : quant à la consommation familiale, elle demeure actuellement fixée à 750 grammes par tête d'habitant et par mois.

Les raffineries d'une région ne pourront faire de livraison

de sucre raffiné dans une autre région, à moins d'une autorisation spéciale du Ministre.

Depuis le 15 janvier 1917, les raffineries ne peuvent plus livrer de sucre raffiné qu'aux Comités départementaux ou aux parties prenantes désignées par eux; elles ne pourront, en aucun cas, vendre du sucre raffiné pour la consommation industrielle; celle-ci ne sera alimentée qu'avec du sucre cristallisé.

Elles doivent produire à toute réquisition de l'Administration la liste des parties auxquelles elles auront effectué des livraisons et en adresseront une copie chaque quinzaine au Service du ravitaillement. En outre l'Administration aura la faculté de constater par le livre de Régie le délai dans lequel les livraisons auront été effectuées et les noms des parties prenantes.

En ce qui concerne la répartition des livraisons, la raffinerie ou suivant le cas le bureau régional, doit faire la totalisation des quantités indiquées dans les demandes approuvées par chaque Comité départemental et procéder aux attributions suivant la production de chaque usine. Si la production est inférieure aux quantités ainsi demandées, il y a lieu pour la raffinerie ou le bureau régional de procéder à une répartition proportionnelle.

Il est entendu que le bureau régional fait la répartition des commandes entre les usines de la façon qu'il juge la plus pratique.

Les prix de vente sont ceux établis par les décrets portant taxation de la vente en gros du sucre raffiné, les autres conditions de vente et de livraison sont réglées par les bulletins de vente des raffineries.

De l'ensemble de ces dispositions, il résulte que tout le sucre raffiné ou non, est désormais distribué sous la direction du Comité départemental.

CONCLUSION

Nous avons montré comment, sous l'empire des événements, le commerce libre n'avait pu continuer à assumer la charge de ravitailler en sucre notre pays et s'était trouvé dans l'obligation de faire appel à l'Etat qui, dans un but d'intérêt général, était devenu commerçant et avait réglementé la répartition du sucre,

Le Service du Ravitaillement Civil, et c'est l'impression que nous voudrions que l'on retire de cette étude, est en effet, en même temps qu'une grande Administration publique, une des plus vastes entreprises de commerce qui aient jamais existé.

Nous n'avons vu ici que les opérations qui ont le sucre pour objet, si l'on songe que des opérations analogues ont été faites pour le ravitaillement de la France en blé, grains, farine, huile, etc... on ne s'étonnera pas que le chiffre des affaires traitées soit énorme et tende à s'accroître de plus en plus au fur et à mesure de l'extension prise par le Service. Ce chiffre est tel que jamais jusqu'ici en France ni l'Etat ni aucune Maison de commerce n'en avait traité d'aussi considérable.

Afin de remplir, au mieux des intérêts de tous, ce rôle de commerçant pour lequel à l'époque de libre concurrence on disait couramment qu'il n'était point fait, l'Etat s'est assuré le concours des hommes les plus compétents du Commerce de l'industrie et des grandes administrations publiques. Des commissions ont été constituées dans lesquelles on a groupé les

spécialistes les mieux qualifiés à qui on a demandé conseil. Pour diriger les nombreux services administratifs et commerciaux qu'exige une pareille entreprise, on a choisi des chefs possédant une très grande expérience des affaires et des méthodes modernes de travail et d'organisation. — Cependant malgré tous ces efforts et quoique dans la plus large mesure on ait fait appel aux compétences, il est des obstacles dont on ne peut facilement triompher.

On a fait tout ce qu'il a été possible de faire pour intensifier la production sucrière française, mais on n'a pu remédier à l'envahissement de la partie de notre territoire où se trouvait en quelque sorte concentrée la production de la betterave et celle du sucre ; de même le défaut de main-d'œuvre, les difficultés considérables causées par l'état de guerre pour l'approvisionnement en charbon des usines et les transports de toutes sortes n'ont pu être, tout au moins pendant la période que nous avons étudiée, complètement surmontées. Aussi, a-t-on été obligé pour une large part de faire appel, pour notre approvisionnement en sucre, au concours de l'étranger. Mais comme les importations entraînent une sortie d'or de France et ont pour effet d'alourdir notre change, en outre comme le sucre est une denrée dont le transport est très difficile et ne se fait pas sans de nombreuses pertes et avaries de toutes sortes, il a fallu envisager une sérieuse économie dans sa consommation. Si donc nous avions eu à continuer notre travail pour l'année 1917, nous aurions intitulé le chapitre relatif à cet époque « La période des restrictions ». En effet, le carnet de sucre a été institué pour la consommation familiale, il n'a été accordé à chaque habitant que 750 grammes de sucre par tête et par mois, quelques quantités supplémentaires ont été attribuées aux vieillards et aux malades. De son côté, le Comité Central de répartition a fait tous ses efforts pour réduire au strict minimum les attributions accordées à la consommation industrielle. Enfin pour diminuer encore l'usage industriel du sucre,

on a fait appel à un succédané, la saccharine, dont l'emploi avait été jusqu'ici strictement réglementé et limité.

A l'aide de toutes ces mesures, on est parvenu à réaliser bien des économies, d'autres encore cependant sont envisagées car la rareté du frêt et les difficultés de transport par mer ont souvent causé au Service de sérieux soucis.

L'Angleterre qui importe tout le sucre nécessaire à sa consommation en est arrivée, elle aussi, au système des restrictions et du rationnement. Lord Rhondda dans une lettre adressée au Président du local government Board et au Secrétaire pour l'Ecosse a fait connaître que les principes directeurs de sa politique de Ravitaillement du Royaume-Uni étaient les suivants :

1° Les vivres devront être économisés autant que possible.

2° Ils doivent être répartis également aussi bien chez le riche que chez le pauvre.

3° Les prix devront être maintenus assez bas.

A cet effet la carte de sucre va être organisée en Angleterre sur des bases un peu différentes de notre carnet de sucre puisqu'elle comporte l'enregistrement des détaillants et la désignation par le chef de famille du détaillant chez lequel il désire s'approvisionner.

Ainsi dans les divers pays belligérants, pour des raisons diverses, la carte de sucre dut être établie. Toutefois, pendant la période difficile que nous traversons depuis le début de la guerre, il convient de reconnaître combien a été précieuse pour la France son industrie sucrière indigène qui, malgré de grosses difficultés de toutes sortes, a procuré au pays un contingent d'environ 200.000 tonnes, contingent qui a permis de restreindre le chiffre de nos importations de sucre. Maintenant que la Convention de Bruxelles vient d'être dénoncée et que la question des sucres se pose à nouveau, il y a lieu d'envisa-

ger l'avenir de notre industrie sucrière nationale et de chercher à lui donner la prospérité qu'elle avait vers 1901 alors que la production atteignait 1.000.000 de tonnes. Les conséquences de la solution qui sera donnée au problème sont capitales puisqu'elle intéresse l'agriculture pour qui la betterave a été une source non seulement de profit, mais de progrès immenses.

Actuellement la situation se présente à notre sens de la façon suivante : Du fait de la guerre, la production du sucre de canne qui dépassait déjà avant 1914 celle du sucre de betterave s'est encore accrue dans de larges proportions, puisque la production de Cuba s'est élevée à 3.000.000 de tonnes et que d'autre part les Etats-Unis sont en voie de développer leur production de sucre de betterave, de façon à se passer des sucres étrangers.

Quant à notre industrie française nous savons que sur un total de 232 usines, 64 seulement ont été en état de travailler depuis le début des hostilités. Quant aux autres, elles sont à l'heure actuelle encore sous la main de l'envahisseur ou dans la zone de bataille. Or, nous savons d'après une enquête qui a été faite par M. Saillard dans les régions récemment libérées, dans quel état nous retrouverons la plupart de ces fabriques, puisque sur 50 usines situées en territoire reconquis à peine quelques-unes sont en état de reprendre leur fabrication après quelques travaux de restauration ; notamment pour les appareils en cuivre qui ont partout disparu. Les autres devront être entièrement reconstruites. Mais il ne suffit pas que les usines soient prêtes à fonctionner, il faut avant tout que les cultivateurs puissent reprendre possession de leurs champs et les cultiver en betteraves. Or, M. Saillard nous a dit également quelle désolation régnait dans ces régions redevenues françaises. Non seulement il n'y a plus de bornes pour séparer les propriétés, mais il n'existe même plus de maisons pour abriter les travailleurs, des villages entiers ont disparu

au point qu'on ne sait plus où ils se trouvaient. En outre dans certaines régions de la Somme les terres, sur une étendue en profondeur d'une trentaine de kilomètres, ont été tellement retournées et bouleversées par le pilonnage de l'artillerie et les mines, que l'humus n'existe plus, il a été dispersé en poussière ou enfoui de telle sorte que de vastes étendues de terrains naguère encore cultivées en betteraves ne pourront plus être remis en valeur et donner de récolte quelconque avant de nombreuses années.

Pendant ce temps, l'ennemi reprendra sa fabrication, ses usines n'ont pas souffert et ses champs sont intacts. Heureusement que, de même que nous, il éprouvera des difficultés pour la main-d'œuvre surtout en ce qui concerne les spécialistes. Cependant contre l'ennemi, les alliés pourront se défendre même après la guerre et le sucre allemand ou autrichien ne nous paraît pas devoir être le concurrent le plus redoutable de notre industrie. Le point noir est à notre avis le développement intense de la culture de la canne à sucre.

Si, comme certains le prétendent, on peut utiliser la canne pour en extraire la cellulose nécessaire à la fabrication du papier, la culture de cette plante va connaître un essor considérable.

Au cas où cette éventualité se réaliserait, la vieille caricature de H. Daumier représentant la canne à sucre conduisant, le sourire sur les lèvres, le deuil de la sucrerie de betteraves deviendrait le symbole de l'avenir de notre industrie nationale du sucre.

Ainsi, puisque les fabricants de sucre vont avoir à nouveau à défendre le patrimoine qu'ils ont conquis au prix de longs efforts et de cruels sacrifices, nous souhaitons, qu'en outre des services immenses rendus à notre agriculture par la betterave, on se souvienne de ceux non moins importants que notre industrie sucrière a rendus pour le ravitaillement du

pays en sucre pendant la guerre et que ces services lui soient comptés.

Vu le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu le Président de la thèse,
A. SOUCHON.

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
H. POINCARÉ.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Intérêt de la question. — Etude de la documentation	1
Première partie. — Aperçu général sur l'Industrie et le Commerce des sucres en France et à l'étranger antérieurement au mois d'août 1914	7
Chapitre premier. — L'Industrie sucrière.	11
Section I. — La consommation du sucre en France et à l'étranger	11
Section II. — L'Industrie du sucre de betterave en France et dans les principaux pays producteurs.	22
Section III. — La production du sucre de canne aux colonies et à l'étranger.	61
Chapitre II. — Le Commerce des sucres	72
Les entrepôts. — Les marchés. — Etude du marché de Paris — Quelques indications sur les autres grands marchés régulateurs.	82
Deuxième partie. — Le Ravitaillement de la France en sucre pendant les années 1914-1915-1916	89
Chapitre premier. — Période du Ravitaillement par le commerce libre (2 août 1914-janvier 1916)	89
Chapitre II. — L'Intervention de l'Etat et la réglementation de la répartition du sucre (janvier 1916-janvier 1917).	123
Section I. — Les achats de sucre exotique.	129
Section II. — Mesures prises en vue d'intensifier la production indigène	139
Section III. — Mesures relatives aux sucres coloniaux.	146

Section IV. — Le prix du sucre	148
Section V. — Réglementation de la Répartition du sucre	156
CONCLUSION. — L'Œuvre du Service de Ravitaillement. — L'Avenir de la sucrerie française	165

